

cahiers

LEON TROTSKY



ATROUPEMENT AU FAUBOURG ANTOINE,
Le 28 Avril 1789.

HISTOIRE ET MEMOIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE

Témoignage Miklós Kun Victor Daline
Nicole Bossut Marat, un des porte-parole des opprimés
Morris Slavin Les Enragés J.M. Schiappa Sur le
communisme de la conjuration pour l'égalité Gilles Vergnon *Je
suis partout* et le cent cinquantième de 1939
Pierre Roy *Le condorcet* des Badinter René Revol
François Furet, historien ou idéologue ? Jacques Faucher *La
Marseillaise* de Renoir Gérard Roche Les arts, la littérature
et la Révolution française

38

juin 1989

Revue trimestrielle Institut Léon Trotsky

CAHIERS LEON TROTSKY

Revue éditée par l'Institut Léon Trotsky

L'Institut Léon Trotsky a pour but de promouvoir l'oeuvre de Léon Trotsky sous ses divers aspects [...], préparer la publication en langue française des *OEuvres* de Léon Trotsky [...] éditer les *Cahiers Léon Trotsky* destinés à établir un lien entre toutes les personnes intéressées par les travaux de l'Institut [...] et à permettre la publication de textes et documents concernant l'auteur et le mouvement ouvrier mis au jour au cours de recherches, regrouper ou recenser toute information, documentation ou archives concernant Trotsky et son Oeuvre. (Extraits des statuts de l'Institut, association selon la loi de 1901).

BUREAU DE L'INSTITUT LEON TROTSKY

Pierre Broué, président et directeur scientifique, Anne Dissez, secrétaire et trésorière,
Paule Gautier, responsable des *Cahiers*

Rédaction et Administration des *Cahiers Léon Trotsky*
Paule Gautier, 63 rue Thiers 38000 Grenoble

ABONNEMENT :

Etudiants :

demi tarif pour les - de 25 ans, sur présentation de la carte d'étudiant

France : 4 N^{OS} (1an) 100 F

Particuliers :

France : 4 N^{OS} (1an) 200 F

France : 8 N^{OS} (2ans) 400 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 250 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2ans) 500 FF

Institutions :

France : 4 N^{OS} (1an) 300 F

France : 8 N^{OS} (2 ans) 600 F

Etranger : 4 N^{OS} (1an) 350 FF

Etranger : 8 N^{OS} (2 ans) 650 FF

Tous les anciens numéros des *Cahiers* peuvent être commandés à l'administration des *Cahiers*, sauf le N° 1 (épuisé),
au prix unitaire de 50 frs pour les abonnés (prix public de 70 frs) + frais de port en sus.

Petite Collection du N° 2 à 20 : 600 frs (+ 45 frs de frais de port)

Grande collection du N° 2 au 37 : 1500 frs (+ frais de port)

Pour l'étranger les prix indiqués ne sont valables que pour des paiements en francs français sur une banque française (ou correspondante) ou par mandat postal international, sinon les frais bancaires s'élèvent à 100 frs.

Ainsi, tout paiement en monnaie étrangère doit être majoré de 50 frs (frais de change) et tout paiement sur une banque étrangère doit être majoré de 50 frs (commission bancaire)

Règlement par chèque bancaire ou postal libellé à l'ordre de GAUTIER - CLT
à adresser aux Cahiers Léon Trotsky - 63 rue Thiers - 38000 Grenoble - France

N° ISSN 0181 - 0790

Commission paritaire 61601

Directeur de la publication : Paule Gautier

Publié avec le concours du Centre National des Lettres et de
l'Université des Sciences Sociales de Grenoble

cahiers LEON TROTSKY

N° 38

Juin 1989

HISTOIRE ET MEMOIRE DE LA REVOLUTION FRANCAISE

TEMOIGNAGE

Miklós Kun — Victor Daline - Opposant 5

ARTICLES (Histoire)

Nicole Bossut — Marat, un des porte-parole des opprimés 13

Morris Slavin — Les Enragés et la Révolution française 33

Jean Marc Schiappa — Sur le Communisme de la Conjuraton
pour l'égalité 51

CHRONIQUES (Mémoires)

Gilles Vergnon — *Je suis Partout* et le cent cinquantième
de 1939 63

Pierre Roy — *Le Condorcet* des Badinter 71

René Revol — François Furet, historien ou idéologue ? 79

Jacques Faucher — *La Marseillaise* de Renoir 86

Gérard Roche — Les arts, la littérature et la Révolution française 103

NOTES DE LECTURE

J.R. — Bronislaw Baczko, <i>Comment sortir de la Terreur</i>	111
P.B. — Tamara Kondratieva, <i>Bolchevisme et Jacobinisme</i>	112
J.R. — Daniel Bensaïd, <i>Moi, la Révolution</i>	113
G.V. — Confrontation de Perpignan, festival européen de critique historique du film	115

LES DEPARTS

Charlie Cornell (1911-1989)	119
Reg Groves (1908-1988)	119
C.L.R. James (1901-1989)	120
James Kutcher (1912-1989)	122
Liu Renjing (1899-1987)	123
G. Munis (1912-1989)	123
Daniel Renard (1925-1988)	125
Colvin de Silva (1907-1989)	126
Harry Wicks (1905-1989)	126

Institut Léon Trotsky

Histoire et Mémoire de la Révolution française.

Voici deux ans déjà que les *Cahiers Léon Trotsky* consacraient à la Révolution française leur numéro 30, centré sur les relations entre « Révolution française et politique révolutionnaire ». Dès ce moment, nous envisagions de revenir sur ce sujet, avec un autre angle d'analyse. Voilà qui est fait avec ce numéro réalisé sous la direction de Gilles Vergnon qui l'a suivi de bout en bout.

Une fois encore nous avons bien conscience de ne pas nous situer dans le courant dominant en ces temps de Bicentenaire où l'histoire de la Révolution française sert de prétexte à un discours général sur la révolution et ses dérives « inévitables », une « métahistoire du Goulag » comme dit François Dosse dans un travail vivifiant.

Notre nouveau thème, « Histoire et Mémoire de la Révolution française », est bien illustré par le témoignage du chercheur hongrois Miklós Kun, petit-fils de Béla Kun, consacré à Victor Daline, l'historien de Babeuf et le militant de l'Opposition de gauche russe, passionné par la « Grande Révolution » dès ses années d'études à l'Institut des Professeurs rouges où il fut entre autres l'élève de Pokrovsky et Riazanov, futures victimes de Staline.

Les *Cahiers* sont heureux d'accueillir cette première contribution d'un de nos amis d'Europe de l'Est. Nous pensons qu'elle ne sera pas la dernière.

Les autres articles se suivent par ordre thématique. Nicole Bossut traite de *L'Ami du Peuple* de Marat, véritable « écho sonore » de la sans-culotterie. Jean-Marc Schiappa revient sur la Conjuración des

Egoux et son interprétation. L'historien américain Morris Slavin, spécialiste des Enragés, a fait pour nous le point sur la question.

Dans une seconde partie, nous proposons plusieurs contributions sur différentes « lectures » de la Révolution.

Jacques Faucher étudie, à travers le cas de *La Marseillaise* de Jean Renoir les rapports entre le cinéma et l'événement. Gilles Vergnon a examiné les positions développées dans *Je Suis Partout* au moment du Cent Cinquantième de 1939 et pose le problème de l'existence d'une vision spécifiquement « fasciste » de la Révolution. René Revol fait une lecture critique du *Dictionnaire* de François Furet. Pierre Roy consacre une chronique passionnée au *Condorcet* des Badinter et Gérard Roche dresse un bilan des livres sur la littérature, l'art et la révolution française. Des notes de lecture, consacrées aux livres de D. Bensaïd, Tamara Kondratieva, Bronislaw Baczko complètent, comme chaque fois que c'est possible, ce numéro.

Miklós Kun*

Victor Daline – opposant

Même aujourd'hui il n'est pas habituel de dire de Daline, ce chercheur mondialement connu de l'histoire de la Révolution française, qu'il était également un opposant convaincu, voire un partisan de Trotsky.

Daline lui-même y fut pour beaucoup. Les représailles du régime thermidorien, les longues années passées en prison et en camp l'avaient rendu très prudent.

J'ai été son disciple et, chaque fois que je séjournais à Moscou, je suis allé passer de longues heures dans la bibliothèque de son appartement, avenue Koutouzovsky. En 1923, Victor Moiseïévitch Daline était le collaborateur de mon grand-père, Béla Kun, à une époque qui peut être considérée comme la « préhistoire » de notre amitié. Il avait également connu ma grand-mère, Irén Gal, qu'il avait rencontrée pendant la guerre à Magadan, une des « métropoles » de l'Archipel du Goulag.

Toutefois, dès que nous parlions trotskysme, il prenait toujours une attitude prudente. Je lui fis même remarquer un jour que je ne m'étonnais pas qu'il s'occupât de Buonarroti, qui, lui-même, mettait des années à dévoiler... le secret du grade suivant.

Pourtant, en 1974, quelque chose a soudain changé : à partir de là, Victor Daline m'a parlé longuement et volontiers de la période qu'il avait passée dans l'Opposition et m'a même permis de prendre des notes. Je vous fais part de quelques-unes des histoires qu'il m'a racontées.

* Le Dr Miklós Kun, professeur d'histoire à Budapest, auteur d'une thèse sur Bakounine, est le petit-fils de Béla Kun, chef de la république des conseils hongrois de 1919, fondateur du P.C. hongrois, dirigeant de l'I.C. et assassiné par Staline. Il a fait ses études en Union soviétique où il a été l'élève du grand historien de la Révolution française Victor Daline, dont le public français connaît deux ouvrages au moins, *Hommes et Idées*, Moscou, Progrès, 1983, et *Gracchus Babeuf à la veille et pendant la Révolution française 1785-1794*, ib. 1987. Miklós Kun a écrit pour les *Cahiers Léon Trotsky* cet article sur les confidences qu'il a reçues de Daline sur son passé d'oppositional.

D'Ukraine, Victor Daline avait été promu à Moscou, comme jeune fonctionnaire du Komsomol (Jeunesse communistes). Cette fonction qui, aujourd'hui, n'a pas bonne presse, n'était la plupart du temps qu'une activité militante. Les collaborateurs de la direction du Komsomol ne jouissaient alors d'aucun privilège et les dirigeants du parti et de l'Etat ne leur accordaient aucun avantage spécial. Responsable du travail politique et d'information de l'organisation de jeunesse, le soir, dans sa chambre à l'internat, Daline se consacrait à une autre tâche : il établissait des statistiques destinées au département d'organisation du comité central du parti bolchevique.

C'est à cette époque qu'il prit conscience du « vieillissement » de l'appareil du parti. Il commença à penser qu'il n'était pas normal que, dans certaines provinces [gubernija], l'âge moyen des permanents dépassât largement la trentaine.

A ses rares moments de loisir, il se consacrait à écrire des articles — quelques-uns ont paru dans la *Pravda* — et à travailler sur des sources historiques relevant de ce qu'on appelle aujourd'hui « l'histoire orale ». Avec un de ses amis, Kirov (naturellement rien de commun avec le secrétaire de Leningrad, assassiné plus tard par Staline), il avait l'intention d'écrire une histoire du Komsomol ; ils s'employèrent pendant des années à collectionner tous les Mémoires qui portaient sur les *premières années*.

Déjà, dans son adolescence, Daline caressait le rêve de devenir historien. Il associait tout naturellement la révolution d'Octobre, les événements importants de la guerre civile et les différentes phases de la Révolution française.

Entretemps, sans l'avoir vraiment voulu, il se retrouva plongé dans les luttes fractionnelles qui bouleversaient la vie du parti bolchevique. Les dirigeants du Komsomol s'arrachaient la « Lettre des 46 » et les exemplaires de la *Pravda* qui contenait le « Cours nouveau » publié en série. Ces deux documents ont bouleversé Daline. Il y vit le reflet de ce qu'il avait constaté tant à Moscou qu'en province, qu'il appelait la « dégradation du mouvement ». Il confia ses doutes à deux de ses « anciens » du Komsomol, Tarkhanov et Chatskine. Bien qu'ils fussent d'accord sur l'existence de ce problème, ils en tiraient des conclusions très différentes des siennes : ils pensaient en effet qu'une critique aussi radicale ne pourrait mener qu'à la scission du parti.

Victor Daline était dans le bureau de Tarkhanov quand les dirigeants du Komsomol y attendaient impatiemment le retour de leur hôte. Tarkhanov était en effet allé voir Staline pour lui demander comment et sous quelle forme les komsomols pourrait participer aux luttes fractionnelles des « adultes ». Pour Staline, les komsomols n'avaient rien à voir avec cette « affaire d'adultes ». Cette réponse choqua tant les trotskystes que les antitrotskystes du mouvement de jeunesse, au point de les pousser à rétablir pour un temps l'unité de l'organisation en soulignant leur *appartenance à la même génération*.

Chercheur se consacrant à Babeuf, Daline « se souvenait » pratiquement de chaque journée de la vie de son héros, et ce avec précision. Politique, Daline semblait avoir préféré chasser de sa mémoire nombre d'événements qui s'étaient produits entre 1930 et 1950. Il n'est pas arrivé à déterminer la date

exacte de cette rencontre de Staline et Tarkhanov. Il m'a dit qu'elle devait se situer au début du débat qui s'était engagé sur la plate-forme des 46.

Ce qui est certain, c'est que, mécontent de la réponse de Staline, Tarkhanov alla voir Zinoviev qui logeait alors chez Kamenev, au Kremlin, et qui était très populaire parmi les dirigeants du Komsomol, non seulement à Petrograd, mais nationalement. Le président du comité exécutif de l'Internationale communiste ne gratifia pourtant son unique auditeur que d'un long monologue. Entretemps, Kamenev était sorti du bureau et revint en apportant du thé et de quoi manger.

Ce que Zinoviev cherchait avant tout à démontrer, c'est que, selon lui, les komsomols étaient incultes, ne parlaient pas les langues étrangères. Que la direction du Komsomol devait être changée aussi souvent que possible. A lieu de les intégrer tout de suite à l'appareil « adulte », il vaudrait mieux envoyer les « vétérans » du Komsomol en Allemagne ou en France. C'est là, à leurs tables de travail, sur les bancs des universités et dans les rédactions de journaux, qu'ils devraient devenir adultes. Quant à la question posée à Staline, Zinoviev répondit aussi de façon équivoque. Toutefois, Tarkhanov et, après un entretien avec lui, Daline, ont tiré la même conclusion, à savoir qu'il n'était pas interdit de s'exprimer. C'était d'ailleurs plus ou moins l'avis de L.B. Kamenev et de Béla Kun qui, en automne 1923, représentaient le comité central du parti bolchevique au comité central du Komsomol.

Membre de la *troïka* qui s'était hissée à la direction du parti pendant la maladie de Lénine, Kamenev avait peu de temps pour s'occuper du Komsomol. Ce travail à plein temps a été accompli par Béla Kun, qui venait d'emménager avec sa famille au siège du comité central du Komsomol. Un demi-siècle plus tard, Victor Daline écrivit à son sujet :

« En fin de compte, nous ne l'avons pas considéré comme un tuteur, car il ne tenait pas à ce que nous fassions ce qu'il voulait ni même ce qu'il croyait juste. Il était plutôt pour nous un homme à qui l'on pouvait toujours s'adresser pour demander conseil. Béla Kun nous parlait avec un plaisir tout particulier du mouvement communiste international ».

A cette époque, les dirigeants du Komsomol se considéraient comme l'avant-garde, non seulement de la Russie des soviets, mais du mouvement ouvrier international tout entier. Je cite de nouveau Daline :

« En octobre 1923, dans l'attente du développement de la révolution en Allemagne, Moscou vivait dans une excitation fiévreuse. Le cours du mark s'était effondré de façon catastrophique et il était évident que, de jour en jour, les ouvriers allaient plus à gauche et que le front unique allait devenir une réalité. Au Comintern, un grand nombre de conférences se tinrent à propos de la situation en Allemagne. Un jour, Béla Kun nous a amenés — nous, c'est-à-dire tout un groupe de collaborateurs du comité central du Komsomol — à la session du C.C. du parti. La salle était comble. Nous attendions le discours de Heinrich Brandler, alors chef du parti communiste d'Allemagne. *Tempora mutantur... Les temps changent...* et nous aussi, nous changeons. Plus tard, Brandler est

passé dans l'histoire du Comintern de façon toute différente de celle que nous attendions en 1923. Mais, à l'époque, nous avons eu le sentiment de voir devant nous le chef du futur Octobre allemand. Béla Kun lui-même le caractérisait ainsi : « Brandler ne dispose pas d'une éloquence hors du commun, mais chaque mot de ce maçon est comme une brique qui s'intègre organiquement dans l'édifice futur de la révolution allemande ». Je dois ajouter que l'intervention de Brandler, à laquelle j'ai moi-même assisté, n'a pas démenti ce portrait esquissé par Béla Kun ».

Ces mots m'ont été dictés un jour à Moscou par Victor Daline lui-même. Il s'appropriait à rédiger un gros travail sur Béla Kun et les quelques fragments qui en restent constituent toujours une source précieuse pour le biographe de ce grand historien. Citons-en un passage :

« Je me rappelle Béla Kun aux jours de la mort de Lénine. La direction du Kom-somol se concentrait alors uniquement entre ses mains. Nous ne suivions que lui, nous étions comme à ses trousses. Nous sommes allés à la gare Paveletsky, alors la plus petite station de chemin de fer. Il nous a campés sur le quai et à réussi à trouver une place pour chacun de nous. Je me rappelle que la foule qui attendait là était peu nombreuse. Un train modeste, de deux ou trois wagons, est arrivé. Les membres du comité central transportaient le cercueil de Lénine. Je revois toujours le visage de Radek contracté par les pleurs.

Derrière Béla Kun, nous avons escorté le cortège à la Salle des Colonnes. La nuit, notre groupe a été convoqué à l'hôtel Métropole et Béla Kun nous a amenés devant le cercueil de Lénine. Ce dont je me souviens le mieux, c'est du visage de Nadejda Kroupskaïa : je ne sais pas où elle a puisé la force de supporter cette journée-là. Moi, j'ai monté la garde en compagnie de Béla Kun ! »

Béla Kun savait parfaitement que Daline, ce jeune « idéologue » du Kom-somol, n'était pas partisan de la « ligne du centre », mais au contraire de l'Opposition rendue célèbre par le nom de Trotsky. *Expressis verbis*, il n'a pas manifesté son désaccord, mais a essayé indirectement de le faire changer d'avis. Une fois, il lui a demandé s'il connaissait personnellement Trotsky. Sur la réponse négative de Daline, Béla Kun s'est mis à rire et a expliqué qu'il valait mieux que Daline se soit forgé de loin son image de Trotsky, en ne se basant que sur des textes : lui-même avait souvent parlé avec Trotsky et cela l'avait conduit à penser qu'il était trop pathétique quand il parlait et que ses écrits étaient plus rationnels que ses paroles. Un autre jour, mécontent, Béla Kun a reproché à Daline le fait que les publications de propagande du Kom-somol citaient trop Trotsky selon lui. « Les écrits de Boukharine et de Zinoviev sont tout aussi importants », a-t-il ajouté, « et pourtant les organes du Kom-somol ne les citent que très rarement ».

C'est aussi à la demande de Béla Kun que Daline et Kirov sont allés voir l'un des anciens organisateurs du mouvement étudiant à Moscou, Nikolai Boukharine, pour prendre note de ses souvenirs et les publier ensuite sous forme de brochure. Le rédacteur de la *Pravda* les a reçus chez lui ; toute la soi-

rée, il n'a fait que raconter des anecdotes, leur a dicté sa « généalogie », mais ils ne sont pas arrivés à lui tirer plus. A la rencontre suivante, Boukharine a refusé de parler, disant qu'il n'était pas « un héros de roman ».

Au début de 1924, Victor Daline a subi le baptême du feu de la grande politique. Au cours du débat qui s'est engagé dans tout le pays sur le « Cours nouveau », la *Pravda* a publié un article de lui intitulé « Deux Générations ». Je dis « un article de lui », car il rédigea seul ce texte intéressant qui fut signé au total par huit personnes, entre autres Bezimensky, le poète du Komsomol, et Penkov, membre du comité du parti de Moscou et futur allié de Boukharine. Cet article, bien que court, était parfaitement explicite. Il a constitué une réponse adéquate aux attaques dirigées contre Trotsky par les dirigeants du Kom-somol de Leningrad dans les colonnes de la *Pravda*. Ces derniers avaient affirmé que Trotsky semait délibérément la discorde entre les différentes générations du mouvement et lui avaient attribué des expressions qu'il n'avait jamais employées.

Trotsky a considéré l'article des « huit » comme un soutien sérieux. Il a su que l'auteur principal en était Victor Daline et, par l'intermédiaire de Bezimensky, lui a demandé de venir le voir. Mais Daline a été toute sa vie excessivement modeste et il n'a pas saisi cette occasion de faire la connaissance de Trotsky.

Il avait pourtant des choses à lui dire. Par hasard, il avait appris que la *Pravda* et d'autres publications publiaient sur le débat engagé à l'échelle nationale au sein du parti des données fausses : le nombre de voix en faveur de l'Opposition avait été truqué. Le jeune homme a téléphoné à Boukharine qui s'est dérobé devant l'entretien demandé en lui assurant que d'autres l'avaient prévenu et qu'une enquête était déjà en cours.

D'ailleurs, selon le souvenir de Victor Moiseïévitch, à cette époque, de 30 à 40 % des membres du parti à Moscou soutenaient l'Opposition.

Elle bénéficiait surtout de l'appui des cellules d'usine, ou, pour être plus explicite, des organismes du parti dominés par une majorité ouvrière. La plupart de ceux qui étaient à la fois membres du parti et fonctionnaires préféraient déjà voter pour la ligne du centre du moment. Daline estimait que la plupart des groupes communistes étudiants et des organismes du parti à l'armée et dans les forces de l'Intérieur pouvaient être considérés comme favorables à l'Opposition. Et, aussi bizarre que cela paraisse, l'organisme qui regroupait le personnel technique du comité central, dont Daline faisait partie, pouvait également être considéré ainsi, puisqu'il vota aussi pour Trotsky, à une faible majorité, il est vrai. Peu après, un obscur fonctionnaire du nom de Poskrebychev exposa son opinion à lui dans les colonnes de la *Pravda*. C'est sans doute à ce moment que la fidélité inconditionnelle de cet homme a réussi à attirer l'attention de Staline.

Selon Victor Daline, la situation était toute différente à Leningrad et surtout dans les provinces. Dans la ville des bords de la Neva, les membres du parti étaient des inconditionnels de Zinoviev, Evdokimov et Lachévitch, alors que dans les provinces, grâce à l'action de Molotov et de Kaganovitch,

l'appareil du parti était déjà sous le contrôle des partisans de Staline. Daline m'a raconté une histoire intéressante à ce propos. Staline accordait une attention toute particulière à ceux qui assumaient la charge de secrétaire des « gouvernements » [*gubernija*]. Si un oppositionnel était devenu dangereux aux yeux de Staline, ou même s'il avait capitulé, il préférait l'envoyer à l'étranger comme ambassadeur ou chef de mission commerciale, mais il évitait à tout prix de confier les positions-clés de la province aux anciens trotskystes ou zinoviévistes. A son avis, ce fut surtout en province qu'il réussit à l'emporter sur Trotsky. Ce mot a été rapporté à Victor Daline par un haut fonctionnaire nommé Tal, qui appartenait au cercle intime de Staline.

Après avoir quitté le comité central du Komsomol, Victor Daline s'est retrouvé à l'Institut des professeurs rouges, où il a été très tôt passionné par l'histoire de la Révolution française. Evoquant ses professeurs préférés, il m'a surtout parlé de Mikhaïl Pokrovsky et de David Riazanov. « C'était mon lycée de Tsarskoïe Selo à moi », avait-il l'habitude de dire en parlant des années passées à l'Institut des professeurs rouges.

A cette époque, la lutte fractionnelle faisait déjà rage dans le pays entier. Pour une raison que j'ignore, Daline a toujours été très taciturne en évoquant la période entre 1925 et 1928. Tout ce qu'il a reconnu, c'est qu'il n'a pas seulement fait partie de l'Opposition de 1923-1924, mais qu'il a également participé à l'Opposition unifiée. « Depuis, mon opinion a beaucoup changé », m'a-t-il répondu vivement quand, une fois, je lui ai dit que, d'après moi, dans la situation historique donnée, il avait eu parfaitement raison de rejoindre l'Opposition. Faisant la critique de l'oppositionnel qu'il avait été, il n'a pas tardé à ajouter : « Toutefois, je ne regrette pas d'avoir toujours fait parvenir ma modeste contribution à la Croix rouge bolchevik-léniniste » — cette Croix rouge officiellement dirigée par Maria Joffé, mais dont les affaires étaient effectivement gérées par Iakoubovskaïa.

Ne voulant pas être indiscret, je n'ai jamais demandé à Daline s'il avait « capitulé » et si oui, quand et dans quelles circonstances. Bien que lui-même n'ait jamais évoqué une telle éventualité, il m'a confié un jour que les affirmations selon lesquelles il avait été « oublié » étaient entièrement fausses. Même les procès-verbaux et les rapports des dénonciateurs rédigés vingt ans plus tôt n'ont pas manqué d'être cités devant les tribunaux d'après-guerre.

Il n'est pas inutile de relever que, selon Daline, le nombre des partisans de Trotsky chez les jeunes intellectuels dépassait de beaucoup ce que nous serions amenés à supposer en nous basant uniquement sur les journaux d'alors. Les écrivains Mikhaïl Svetlov, Mikhaïl Golodny, Vladimir Kirchon, Iasny, Lebedinsky, les cinéastes Vsevolod Meyerhold, Dziga Vertov et Kloutchis, l'ancien franc-tireur de Lettonie devenu peintre renommé. « Et évidemment il ne faut pas oublier ces trotskystes acharnés qu'étaient Mikhaïl Koltsov et Boris Efimov », me dit Daline en riant. « Plus tard, Staline les a utilisés dans sa campagne anti-trotskyiste. Le premier faisait des articles et le second des caricatures ».

Je regrette beaucoup de ne pas avoir posé à Victor Daline plus de questions concernant ces années. Cependant, je suis parvenu à apprendre qu'en 1928, quelques jeunes historiens, dont Daline, se sont unis pour collecter les tracts et publications de l'Opposition, ainsi que les « articles calomnieux » parus dans la presse, afin de les conserver pour la postérité. Ils étaient quatre, et comme je voulais connaître leurs noms, Daline m'a répondu par un dicton latin : « *Nomina sunt odiosa* ». L'initiative est venue, non de Daline, mais d'un de ses amis qui menait une existence d'ermite à Smolensk. C'est dans son appartement que les documents étaient réunis. Ce n'est que plus tard, en 1930, qu'un lapsus commis par son ami a fait comprendre à Daline que leur groupe n'était que l'un de ceux, d'ailleurs nombreux, qui avaient pour tâche de « tenir le mouvement en éveil ». Leurs archives s'enrichissaient de plus en plus. A partir de 1930, quelques exemplaires du *Biulleten Oppositsii* dactylographiés vinrent enrichir la collection. Selon Daline, certains, en les dactylographiant, les complétaient.

« Du dehors », Daline n'était donc pas considéré comme un oppositionnel. Il lui est pourtant arrivé quelquefois de ne pas faire mystère de ses véritables opinions. Un jour, par exemple, croisant Béla Kun au siège du Comintern, il lui demanda s'il pouvait l'accompagner chez lui. Leur promenade, qui devait être courte, dura deux heures. Daline demanda à Béla Kun de justifier l'appui donné par le Comintern à Tchiang Kaï-chek. Béla Kun eut du mal à répondre. Il disait que, pendant les années en question, il était en mission illégale à Vienne et à Berlin. Qu'il venait seulement de revenir à Moscou — selon Daline, cette conversation a dû avoir lieu à l'automne 1928 — et que le fait que les « anciens » avaient été relégués au second plan ou exilés ne lui avait pas échappé. Béla Kun a assuré à Daline qu'il s'efforcerait de réconcilier Staline et Zinoviev, ce qui ne manquerait pas d'avoir un effet positif sur la situation des autres. Il a ajouté qu'il essaierait, par exemple, de trouver à Karl Radek un travail « sur mesure ». Ce n'est que maintenant que les lettres conservées dans les archives de Trotsky nous apprennent que Béla Kun a même rendu visite à I.N.Smirnov à Batoum.

Un autre jour, au début des années 30, Daline a aperçu Kamenev chez un coiffeur. L'homme politique en disgrâce était en train de lire un journal : il paraissait plus âgé qu'il n'était. Daline a abordé l'ex-représentant du parti au Komsomol pour lui demander comment il allait. « Grâce à « mon pays », je suis encore en liberté », a répondu malicieusement Kamenev, « mais ce n'est pas pour longtemps. Cet après-midi, je dois comparaître devant la commission centrale de contrôle, c'est pour cela que je suis venu me faire couper les cheveux ». Il entendait par « pays » Staline, car ils étaient tous deux originaires de Géorgie. Selon Daline, cette conversation a dû avoir lieu à l'automne 1932, à l'époque de l'affaire Rioutine. En même temps que Zinoviev, Kamenev a été alors non seulement exclu du parti mais aussi mis sous les verrous quelque temps.

Quatre ans plus tard, c'était le tour de Daline. Depuis longtemps, il s'était arrêté de collecter les publications de l'Opposition et cherchait à éviter toute rencontre qui lui paraissait dangereuse. Entretemps, il était devenu un historien célèbre et reconnu. Il avait même obtenu la permission de se rendre en France où, sous le nom de Vidal (*Vi[ctor] Dal[ine]*), il a publié une brochure aux éditions du parti, assez dogmatique d'ailleurs. Mais, pendant toute cette période, il avait l'impression d'être surveillé. Quelquefois, son courrier arrivait ouvert à son lieu de travail. « Que vous le croyiez ou non, j'ai éprouvé un grand soulagement quand ils sont venus me chercher », m'a-t-il confié d'un ton triste : « Cela devait arriver tôt ou tard, mais la découverte des archives de Smolensk a hâté les événements ».

Pour finir, je me permets de citer une anecdote qui m'a été racontée par ma grand-mère. Un jour, rentrant de la blanchisserie où elle travaillait, elle a fait une rencontre bizarre. Soignée et propre, car, après les heures de travail, les lavandières et les repasseuses avaient la possibilité d'entretenir leurs propres vêtements, elle marchait dans la « rue principale », bordée de baraques, d'un des camps de concentration de la région de Magadan. Soudain, elle a été abordée par un terrassier de petite taille, sale, surgi de sous un petit pont de bois. Ma grand-mère a eu du mal à se rendre compte qu'il s'agissait de Victor Daline qu'elle avait vu pour la dernière fois dans la bibliothèque de l'Institut Marx-Engels.

— « C'est en quelle qualité que vous travaillez ici ? » a-t-il demandé à ma grand-mère, en fixant sa toilette d'« un goût recherché ».

— « En la même qualité que vous », lui répondit-elle. « Moi aussi je suis une *zaklioutchonaia* [prisonnière] ».

Sans compter quelques brèves périodes, Daline a passé dix-sept ans en prison pour ses convictions trotskystes. Après la guerre, dans la brève période qu'il a passée, selon son expression, « en liberté provisoire », il en a profité pour préparer, à la demande du professeur Volguine, une édition russe, préfacée et annotée par lui, de l'œuvre de Buonarroti, *Conspiration pour l'Égalité*. Bien que son nom n'ait pas figuré dans l'édition, il a été très heureux de recevoir le livre que sa femme lui envoya. Le commandant du camp l'a convoqué, le lui a montré, puis l'a jeté dans le tiroir de son bureau. « Ce livre, je le confisque », a-t-il ajouté d'un ton autoritaire. « Un prisonnier ne peut pas avoir en sa possession un livre qui parle de conspiration ».

Nicole Bossut

Marat,

un des porte-parole des opprimés dans la Révolution française.

Durant l'été 1988, le journal *Le Monde* a consacré à la première année de la Révolution française une longue série d'articles qui se terminait par l'inévitable évocation des journées d'octobre 1789 : moment capital de la Révolution puisque, sous la pression des manifestants parisiens, le roi est contraint de ratifier la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen ainsi que les décrets d'août qui abolissaient les privilèges de l'Ancien régime ; le 6 octobre, l'attaque menée contre ses gardes du corps le contraint à rentrer à Paris où il devient l'otage étroitement surveillé de la Révolution vigilante.

Ce tournant décisif de la Révolution a été préparé entre autres par le journaliste Jean-Paul Marat, qui a fondé le *Publiciste parisien* (rebaptisé *l'Ami du peuple* dès le sixième numéro) ceci à la mi-septembre. Le collaborateur du *Monde*, l'historien Michel Winock, ne pouvait évidemment passer sous silence son rôle dans la mobilisation de l'opinion démocratique qui a rendu possibles les 5 et 6 octobre ; cela nous vaut un portrait en forme de silhouette où l'on ne sait ce qui l'emporte de la calomnie ou de la perfidie : « inventeur sans succès », « médecin malade », « ex-protégé éconduit du comte d'Artois », « arriviste désespéré », « théoricien du droit pénal incompris. Cet homme de quarante-cinq ans pouvait s'estimer un raté » (*Monde* du 19 août). Si ces ragots de la période thermidorienne ont trouvé leur place sous la plume de M. Winock, c'est bien évidemment parce qu'ils nourrissent un préjugé profondément ancré chez les adversaires de la Révolution, chez ceux pour qui elle serait tellement plus sympathique si les masses misérables ne s'en emparaient pas à certaines heures. Pour ces hommes d'ordre, qu'effare l'irruption de l'insurrection populaire, un bourgeois cultivé et doué de talents (ce qu'était Marat), qui s'acharne à défendre les opprimés au lieu de bâtir un plan de carrière raisonnable, est tout simplement un ambitieux déçu à la vanité écorchée.

M. Winock s'inscrivait ainsi dans la longue lignée des ennemis de l'*Ami du peuple* qui manèrent l'injure avec autant de fiel mais plus de force : « reptile épileptique » selon le curé Bassal, député de Seine et Oise, « charlatan féroce, démagogue soldé par le royalisme et par l'étranger... et pas même brave » accuse le Conventionnel Barère qui sut naviguer entre majorité girondine et majorité montagnarde avec tant d'habileté qu'on l'appela « l'ondoyant Barère » ; « fou à la Cour du Peuple » s'indigne le vicomte de Chateaubriand qui, n'étant point fou, n'hésita pas à quémander auprès du Premier Consul une place d'ambassadeur nonobstant ses convictions (?) royalistes.

En 1874, écrivant son grand roman *Quatre-vingt-treize* avec l'évidente intention de faire réfléchir sur le rôle de la Terreur dans une Révolution sociale et politique, et encore bouleversé par le récent souvenir de la Commune de Paris, Victor Hugo s'écriait avec cette intuition fulgurante qui le caractérisait souvent : « Marat, c'est le vieux spectre immense. Si vous voulez savoir son vrai nom, criez dans l'abîme le mot Marat, l'écho du fond de l'infini vous répondra « misère » — Marat n'est pas mort... il renaît dans l'homme qui n'a pas de travail, dans la femme qui n'a pas de pain, dans la fille qui se prostitue, dans l'enfant qui n'apprend pas à lire, il renaît dans les greniers de Rouen, il renaît dans les caves de Lille, il renaît dans le grenier sans feu, dans le grabat sans couverture, dans le chômage, dans le prolétariat, dans le lupanar, dans le bagne, dans vos codes qui sont sans pitié, dans vos écoles sans horizon... Que la société humaine y prenne garde, on ne tuera Marat qu'en tuant la misère ».

Marat fut durant longtemps l'écho si fidèle des opprimés, de leur aspiration à mieux vivre, à conquérir la dignité de citoyens si obstinément déniée puis bafouée qu'il fut l'objet dans le cœur du peuple parisien d'une chaleureuse vénération. Ce n'est pas par hasard si c'est un ouvrier français, Chévrement, qui a publié en 1874, après vingt-cinq ans de travail, un index maratiste toujours apprécié des érudits car il a établi le départ entre les vrais *Ami du peuple* et les multiples contrefaçons rédigées par des aventuriers en mal de popularité.

Ce n'est pas un hasard si, après avoir lu la première biographie favorable à Marat — rédigée par Alfred Bougeart et qui valut à son auteur d'avoir maille à partir avec la justice de Napoléon III, — F. Engels établit ce lien entre la Révolution française et le mouvement ouvrier dont il était un des premiers constructeurs :

« A bien des égards, nous imitons inconsciemment le grand exemple (que les royalistes n'ont pu falsifier) de l'*Ami du peuple*. Les hurlements et les falsifications qui depuis bientôt cent ans ont altéré le vrai visage de Marat s'expliquent très simplement. D'abord en effet, en dévoilant ceux qui se préparaient à trahir la Révolution, Marat arracha sans pitié le masque des idoles du moment (La Fayette, Bailly et autres) d'autre part, comme nous, il ne considérait pas la Révolution comme terminée mais il voulait qu'elle fût proclamée permanente ».

Ce n'est pas un hasard enfin si, en cette année du bicentenaire, qui voit déferler tant de publications médiocres ou contre-révolutionnaires, nous ne disposons toujours pas d'une réédition critique de l'*Ami du peuple*.

Marat, qui a constamment appelé les citoyens à la vigilance à l'égard des députés qui trahissent leur mandat, des ministres qui conspirent contre l'intérêt du peuple, Marat n'a jamais pu intéresser ceux qui préfèrent servilement encenser les institutions existantes, un exécutif sans contrôle, des députés oublieux du mandat populaire, des ministres qui détruisent l'école républicaine en expliquant que trop de connaissances gâte l'esprit...

Mais Marat a toujours intéressé ceux qui veulent le respect de la démocratie.

Les leçons d'Angleterre

Né en 1740, il est avec Brissot, un des rares dirigeants de la Révolution française à aborder la période avec une expérience d'homme mûr acquise au contact de cet incomparable laboratoire social et politique qu'était alors l'Angleterre de la Révolution industrielle. Il y a vécu onze ans ; il y a connu la misère ouvrière, à Newcastle notamment, où son dévouement comme médecin déployé lors d'une épidémie lui a valu d'acquérir la citoyenneté de la ville. A Londres (où ce prétendu raté comptait parmi ses relations l'architecte Bonomi, la femme-peintre Angelica Kaufmann, le grand seigneur cultivé Lord Lyttelton), il a visité les effroyables hospices pour fous.

Mais, à la différence de Brissot qui fut seulement l'observateur de la vie politique anglaise, il s'est jeté dans la bataille que menaient alors les « radicaux » contre l'absolutisme monarchique incarné par le roi George III et son ministre Lord North. Fort d'une chambre des Communes dans laquelle 192 députés sur moins de 600 détenaient des offices qui dépendaient de la Couronne, le roi élevait la corruption à la hauteur d'un système de gouvernement. Durant dix ans et malgré sa médiocrité personnelle, le député journaliste du *North Briton* John Wilkes incarna la résistance à l'arbitraire monarchique et à la servilité parlementaire ; après avoir critiqué énergiquement le discours du trône, il fut quatre fois élu, quatre fois invalidé, emprisonné, finalement exilé.

Il fut défendu par la presse, et par des manifestations populaires qui tournèrent à l'émeute. Marat participait à celle du 10 mai 1768 qui s'est déroulée devant la prison de Wilkes, il a vu la troupe tirer et tuer plusieurs manifestants.

Il a lu l'étincelant pamphlet politique, *Lettres de Junius*, dont il reprendra le titre pour un éphémère journal.

Il a vu se multiplier les « sociétés politiques de province », naître la « société des droits », la « société constitutionnelle ». Il a vu se forger le jeune radicalisme anglais, il a médité le rôle incomparable de la presse et des groupes politiques indépendants comme facteurs d'organisation, de prise de conscience,

de regroupement, il en a mesuré l'efficacité comme arme de résistance à l'oppression étatique.

Les Chaînes de l'esclavage 1774

Les *Chaînes de l'esclavage* qu'il publie en 1774 reflètent la richesse de cette expérience politique par ailleurs nourrie de nombreuses lectures : Montesquieu, Rousseau qu'il ne cite pas mais qui visiblement sous-tendent nombre de ses analyses ; Bossuet, Hobbes, Grotius et de nombreux ouvrages d'histoire moderne. Le dix-septième siècle requiert particulièrement son attention : pourquoi la Révolution anglaise s'est-elle finalement enlisée ?

Pourquoi les prospères marchands hollandais ont-ils finalement été subjugués par la Maison d'Orange ? Pourquoi les Parisiens, sous la direction incertaine du parlement de Paris, après avoir secoué le joug en cette période si mal nommée de la Fronde, ont-ils été finalement replacés sous l'autorité d'un monarque qui perfectionna alors les armes de l'absolutisme ?

Tant d'échecs récents semblent justifier la conclusion désespérée des *Chaînes de l'esclavage* :

« La liberté a le sort de toutes les autres choses humaines : elle cède au temps qui détruit tout, à l'ignorance qui confond tout, au vice qui corrompt tout, et à la force qui écrase tout ».

C'est pourtant en militant acharné à combattre que Marat publie son ouvrage en 1774, à la veille du renouvellement des Communes au Parlement ; il a pour but explicite d'aider les Anglais à utiliser au mieux les armes de leur Constitution et en particulier leur droit au vote afin de mieux résister aux attaques de la Couronne. Il n'est d'ailleurs pas sans intérêt de relever que les sociétés politiques les plus actives, celles du Nord, de Newcastle notamment, se sont mobilisées financièrement pour assurer la diffusion de son livre (p. 5, 6 de la notice de réédition des *Chaînes de l'Esclavage* par « Complexe »).

Le militant Marat s'efforce donc de secouer l'apathie des citoyens anglais en invoquant les souvenirs glorieux de la grande Révolution qui mit la tête de Charles 1er sur le billot.

« De vous seuls, messieurs, dépend le soin d'assurer l'indépendance du Parlement ; et il est encore en votre pouvoir de faire revivre cette auguste assemblée qui, dans le dernier siècle, humilia l'orgueil d'un tyran et rompit vos fers ».

Des mandataires honnêtes

Sachant que le Parlement, sous l'influence de la Cour, ne s'occupera jamais du « bonheur public », les électeurs doivent donc choisir des hommes honnêtes, d'aisance modérée (la fortune corrompt, mais l'extrême pauvreté engendre la soumission à l'égard du riche dispensateur de subsides), de caractère

ferme, indifférents aux séductions de la Cour, mais farouchement attachés à la cause de « l'innocence opprimée » et qui, dans les différentes fonctions qu'ils ont précédemment occupées, ont démontré n'avoir qu'un seul objectif : « le bonheur de la société ». (p. 11 à 13. *De l'avertissement aux électeurs de Grande-Bretagne*). Dans un langage très moraliste encore, Marat trace ici le portrait de l'honnête mandataire respectueux de l'intérêt général donc indépendant à l'égard du pouvoir.

Le corps du pamphlet est consacré à détailler les méthodes et les moyens par lesquels un pouvoir érigé au dessus de tout contrôle collectif réel bafoue les droits des hommes au compte desquels il est censé gouverner.

De la corruption comme moyen de gouverner

Au premier rang la corruption : il y a ceux qui acceptent une pension du Roi (Racine, Boileau), il y a ceux qui célèbrent étourdiment les fastes monarchiques, la protection intéressée accordée aux Arts et aux Lettres : Voltaire a eu tort de célébrer « le siècle de Louis XIV » il aurait dû voir que le mécénat du roi-Soleil avait une fonction politique précise : désarmer les oppositions issues de l'élite bourgeoise cultivée, dissimuler le coût social élevé des progrès de l'absolutisme, notamment des guerres interminables entreprises pour assurer la gloire de monarque. A l'heure où certains « philosophes » se laissent piéger aux promesses du « despotisme éclairé » Marat couvre de sarcasmes la politique de Catherine II :

« L'ignorance favorise extrêmement le despotisme », empêche les peuples de « connaître leurs droits » et de savoir comment les défendre. Si Catherine II par « esprit d'imitation », pour améliorer son image auprès des autres cours européennes, a fondé des académies et ouvert des collèges, soyons sûrs qu'elle aura des écoles « où l'on enseigne tout, excepté les droits des citoyens et les droits de l'homme » (p.175).

Richesse et pouvoir

Le luxe en général, le développement des activités manufacturières et marchandes est condamné avec les arguments de J.J. Rousseau : arguments d'un moraliste qui associe la vertu républicaine et l'amour du bien public à l'austérité des Etats dans lesquels les inégalités de la répartition de la propriété privée sont peu développées. Sparte antique en fournit un modèle assez mythique. Toutefois c'est son expérience vécue, le souvenir de Londres, Dublin, Newcastle qui lui dicte ce tableau saisissant d'une société moderne écartée entre l'extrême richesse oppressive et l'extrême pauvreté source de dépendances multiples :

« Les grandes villes ne renferment que deux classes de citoyens dont l'une végète dans la misère et dont l'autre regorge de superfluités : celle-ci possède tous les moyens d'oppression ; celle-là manque de tous les moyens de défense. Ainsi, dans les Répu-

bliques, l'extrême inégalité des fortunes met le peuple entier sous le joug d'une poignée d'individus... C'est ce qu'on voit dans les Provinces Unies, où les citoyens opulents, seuls maîtres de la République, ont des richesses de princes, tandis que la multitude manque de pain ».

Ne comprenant pas les mécanismes nouveaux d'exploitation mis en oeuvre dans la tout récente Révolution industrielle, Marat évoque les procédés classiques et plutôt caractéristique d'une société d'Ancien Régime par lesquels se concentre une richesse oppressive. Cela lui fournit des arguments supplémentaires pour dénoncer le régime monarchique : les financiers qui prêtent leur argent au prince se remboursent avec usure en accaparant une part croissante de l'impôt dont le fardeau accable le pauvre. Les compagnies à monopole qui disposent de la faveur royale font monter les prix des denrées de première nécessité et, par l'accaparement des blés, interdisent aux pauvres d'accéder aux moyens de subsistance.

Les ministres sont les « chefs ordinaires de tous les accapareurs » (p.74). Loin de croire à l'innocence d'un pouvoir politique qui serait érigé en arbitre impartial au-dessus des classes sociales, Marat l'implique directement dans les mécanismes économiques par lesquels s'accumule la richesse marchande au détriment du peuple. Ainsi en automne 1789, accusera-t-il le ministre Necker d'être responsable de la crise du pain qui assaille Paris et contribue à jeter les femmes en colère sur la route de Versailles le 5 octobre. La politique du libre commerce des grains justifiée par les doctrines physiocratiques et inspirée par les intérêts des propriétaires-marchands de grains lui paraîtra alors une réponse inappropriée à la disette menaçante.

Alliance du prêtre et du prince

Autre mécanisme fondamental d'oppression : la « double ligue des princes et des prêtres ». Il fallait à Marat une incontestable hardiesse pour dénoncer dans l'Angleterre anglicane non point le seul catholicisme, mais la religion chrétienne dans son ensemble.

« Toute police a quelque divinité à sa tête..

Toutes les religions prêtent la main au despotisme. Je n'en connais aucune toutefois qui le favorise autant que la chrétienne ».

C'est en effet « l'amour de la liberté attaché à celui du bien-être » qui soulève les citoyens contre les tentatives indéfiniment recommencées du prince pour perfectionner la machine étatique oppressive. Mais le christianisme réprouve ces sentiments, prêche la soumission, le respect de toute autorité établie et l'amour de la pauvreté. Ce qui revient à rendre les plus signalés services à tous les tyrans de l'histoire. Marat n'est évidemment pas dupe des prêches évangéliques dont sont prodigués les hommes de l'Eglise et dénonce avec une

féroce ironie ces papes qui, tout en prêchant la paix, ont dressé les nations les unes contre les autres, ces moines hypocrites et fainéants qui, « avec des airs d'humilité, des adages mystiques et des signes de croix ..., un chapelet, des clefs, une tiare, de l'eau bénite pour toute arme » et « quelques contes ridicules », ont réussi à se faire passer pour vicaires de Dieu sur la terre et arbitres des empires (p. 190).

Celui qui se dévoue au « bonheur commun », « seul but légitime de toute association politique » doit donc inévitablement combattre la superstition ancrée dans la masse ignorante par des siècles de fables ridicules propagées par les prêtres pour le grand avantage des princes.

Pour conclure cette rapide évocation des « chaînes de l'esclavage », relevons que, dans un ensemble franchement pessimiste qui détaille à satiété les ruses des princes, les capitulations de leurs adversaires pusillanimes et les défaites des peuples (mais peut-on en vouloir à Marat de n'avoir prévu ni la Révolution américaine ni la Révolution française ?), il est un chapitre tonique : celui que Marat consacre aux devoirs et aux possibilités d'une presse véritablement libre.

Le rôle de la presse

Par une anticipation étonnante du rôle qu'il va jouer lui-même dans la Révolution française, il définit clairement les responsabilités d'un journaliste militant sincèrement dévoué au bien public.

« Pour rester libre, il faut être *sans cesse en garde contre ceux qui gouvernent*. Mais comme une attention continuelle sur les affaires publiques est au-dessus de la portée de la multitude, trop occupée d'ailleurs de ses propres affaires, il importe qu'il y ait dans l'état des hommes qui tiennent sans cesse leurs yeux ouverts sur le Cabinet, qui suivent les menées du gouvernement, qui dévoilent ses projets ambitieux, qui sonnent l'alarme aux approches de la tempête, qui réveillent la nation de sa léthargie, qui lui découvrent l'abîme qu'on creuse sous ses pas, et qui s'empressent de noter celui sur qui doit tomber l'indignation publique. Aussi le plus grand malheur qui puisse arriver à un état libre, où le prince est puissant et entreprenant, c'est qu'il n'y ait ni discussions publiques, ni effervescence ».

De son expérience anglaise, Marat tirait malgré tout une conclusion militante, un appel au combat axé sur la nécessaire défense des libertés, liberté de la presse, liberté de discussion, liberté d'organisation.

Quinze ans plus tard, la Révolution de 89 lui donnait l'occasion de mettre au service des couches sociales les plus opprimées un journal qui se voulait indépendant de toutes les gloires du moment, indépendant de la couronne et de ses alliés, la noblesse, le haut clergé. Ce fut l'*Ami du peuple*, un quotidien dont Marat fut l'unique rédacteur jusqu'à sa mort le 13 juillet 1793.

Nécessité d'un journal indépendant

Dès l'été 1789, Marat a ressenti l'urgente nécessité de créer un journal indépendant pour exprimer les tâches du mouvement révolutionnaire.

La Révolution a déferlé dans les campagnes en juillet-août.

Les greniers à dîmes des abbayes de la Sambre ont été pillés, les châteaux ont flambé en Mâconnais et les gardes nationales bourgeoises appelées à la rescousse de la propriété parlementaire et bourgeoise ont permis que soient pendus à Mâcon quelques paysans révoltés.

Brusquement mis en alerte par l'irruption des ruraux sur la scène politique, les privilégiés jouent le 4 août la grande scène de l'abandon généreux et spontané de leurs privilèges. Pour sauver l'essentiel, le maintien de la grande propriété et des grosses fermes, ils lâchent du lest, renoncent à la dîme, au seravage, aux privilèges des villes et des corporations, au privilège devant l'impôt. Mais ils déclarent que les droits féodaux devront être *rachetés* par les paysans.

Le régime féodal n'était donc pas « aboli » comme le proclamait mensongèrement l'Assemblée mais seulement ébréché.

Marat, dès le 6 août, écrit son « *Projet dévoilé d'endormir le peuple* » dans lequel il analyse les intentions politiques de cette mascarade : cet abandon des privilèges est plus illusoire que réel ; sur le fond rien n'est résolu, ni la disette des grains, ni le contrôle du commerce des subsistances toujours aux mains des monopoleurs, ni l'incurie d'administrations incapables ou complices de la Contre-Révolution. En réalité les privilégiés ont cédé à la pression de l'insurrection en voie de généralisation.

Inutile de s'attendrir sur leur prétendue générosité : « c'est à la lueur des flammes de leurs châteaux incendiés qu'ils ont la grandeur d'âme de renoncer au privilège de tenir dans les fers des hommes *qui ont recouvré leur liberté les armes à la main* ». Mais cette mise en scène de la fraternité a une fonction politique : l'Assemblée, effrayée par cette irruption des masses populaires à Paris et dans les campagnes, ne songe qu'à se réconcilier avec la Cour, avec son « côté droit ». La « faction aristocratique » médite de redonner au Roi les moyens constitutionnels de s'opposer à la Révolution.

C'est pourquoi elle fait étalage de quelques sacrifices illusoire, pour mieux préparer la reconquête du terrain politique perdu : ce sera en septembre la bataille autour de la deuxième chambre, (refuge prévisible de l'aristocratie) et surtout du veto, arme absolue confiée au roi pour anéantir la marche de la Révolution.

Marat conclut ce texte en proposant que la Nation révoque l'Assemblée nationale pour en élire une nouvelle d'où seraient bannis les Nobles et les Prélats « en qui le peuple ne peut prendre aucune confiance ». Cette proposition précise interdit de ratifier le jugement de M. Vovelle, celui de J. Massin, pour qui Marat est un « anarchiste » (Vovelle) ou un « prophète » qui « aide l'histoire à accoucher mais se soucie peu de la construire » (Massin), et dans tous les cas indifférent aux formes institutionnelles.

Ce « projet dévoilé d'endormir le peuple » ne rencontra qu'imprimeurs pusillanimes et ne fut publié que six semaines plus tard dans l'*Ami du Peuple* du 21 septembre créé précisément pour lever l'obstacle de la censure d'une opinion publique timorée. Marat dut faire face à la même dérobade quand il s'agit de publier son projet de Déclaration des Droits de l'homme suivi d'un « Plan de constitution juste, sage et libre » (prêt début août mais publié seulement le 23). Il y préconisait le *suffrage universel*, un gouvernement monarchique muni du minimum de pouvoir afin qu'il soit dans « l'impossibilité de faire le mal ». La loi devra empêcher une trop grande inégalité entre les fortunes, car sans une certaine égalité entre les propriétés « la liberté n'est rien ». Marat formulait enfin un programme qui annonçait par anticipation celui des Sans-Culottes de l'an II et dépassait ce qu'accordera la Constitution de juin 1793 :

« *La société doit à ceux de ses membres qui n'ont aucune propriété et dont le travail suffit à peine à leurs besoins : une subsistance assurée, de quoi se nourrir, se vêtir et se loger convenablement, de quoi se soigner dans leurs maladies, dans leur vieillesse, et de quoi élever leurs enfants* ».

Etonnant programme par sa date et par son ampleur dont Robespierre devait reprendre une partie en avril 1793.

Le militant voué à une semi-clandestinité, protégé par le peuple de Paris

Dès les premières semaines d'existence de son quotidien, il a démontré clairement son indépendance à l'égard de tous les puissants du jour : il combat les partisans du droit de veto royal et par conséquent Mirabeau qui esquisse dès septembre une réconciliation avec le pouvoir qu'il avait tant contribué à ébranler.

Il attaque la municipalité parisienne pour son incurie face à la crise des subsistances. Mais la Cour médite sa revanche, concentre des troupes à Versailles. Le 3 octobre, Paris apprend qu'au cours d'un banquet les officiers ont piétiné la cocarde tricolore à Versailles. Marat est le seul, qui le 5 octobre, appelle le peuple à s'armer, invite *la garde nationale à désobéir* éventuellement à ses chefs afin de soutenir les insurgés car il se défie déjà de l'équivoque La Fayette. C'est à peu près ce que réalisent les « journées » des 5 et 6 octobre, La Fayette ayant dû suivre, bon gré mal gré, un mouvement populaire largement spontané mais partiellement nourri malgré tout par la campagne de Marat. La sanction tombe immédiatement : dès le 6 octobre, la vieille juridiction du Châtelet lance contre lui un décret de prise de corps qui l'oblige à plonger dans la clandestinité.

Désormais, la vigilance policière le contraint à mener une épuisante partie de cache-cache avec les autorités sans le faire renoncer à assumer seul la ré-

daction de *l'Ami du peuple* qui paraît à un rythme presque quotidien. Aucun autre journaliste à l'époque n'accomplit un travail aussi écrasant.

A ce régime, Marat contracte une terrible maladie de peau et de violentes migraines qui tourmenteront les derniers mois de son existence.

A la ténacité, au courage individuel indéniable du militant, s'ajoute assez rapidement l'efficace protection offerte par une avant-garde résolue du peuple parisien : en janvier 1790, il doit faire face à une nouvelle offensive du Châtelet cette fois inspirée par le tout puissant ministre Necker dont il a dénoncé la communauté d'intérêts avec les riches minotiers de Corbeil et surtout la coupable complaisance à l'égard de la Cour. La Fayette prête main forte au ministre et déploie contre le district des Cordeliers où s'est installé Marat tout le bataillon Henri IV - un canon, des cavaliers, des policiers, ces messieurs du Châtelet...

Galvanisé par Danton, soutenu par les « patriotes » des quartiers voisins, le district des Cordeliers oppose aux envoyés du « héros des deux mondes » une résistance suffisante pour permettre à Marat de s'échapper et de mettre à l'abri les exemplaires déjà imprimés de son pamphlet et de son journal.

Marat et le club des Cordeliers

Ce lien solide noué entre le journaliste courageux et l'avant-garde populaire qu'il se propose d'éclairer et d'organiser se manifeste encore un an plus tard.

Le 12 février 1791 le club des Droits de l'Homme et du Citoyen plus connu sous le nom de club des Cordeliers offre à Marat en proie à une crise passagère de découragement une aide militante chaleureuse et combative :

« Si *l'Ami du Peuple* désespérait de notre liberté, ou s'il cessait de la soutenir, ce serait une calamité publique ...

Les membres du club concourent de tous leurs moyens, de toute leur force, *au péril même de leur vie, à la sûreté de sa personne, à la propagation de ses principes, et à la communication de son patriotisme* ».

Le club des Cordeliers est alors la plus active, la plus populaire des « société fraternelles » ouvertes à tous les citoyens, pauvres ou riches, contrairement aux orientations bourgeoises de la Constituante qui établit le suffrage censitaire, distingue les citoyens passifs (sans droit de vote), de citoyens actifs (ayant le droit de vote) enfin les citoyens éligibles (aux fonctions administratives, judiciaires et politiques) sur la base de la fortune. En réservant l'accès de la Garde Nationale aux seuls citoyens assez aisés pour payer de leurs deniers leur uniforme, en confiant à celle-ci mobilisée derrière le drapeau rouge de la loi martiale la tâche de disperser par la force les attroupements jugés attentatoires à l'ordre public, la Constituante tente de transformer cette garde nationale à l'origine constituée pour protéger les citoyens contre les offensives de la

Monarchie en armée de guerre civile au service de la bourgeoisie — contre le peuple.

La Garde Nationale fut effectivement utilisée avec des succès divers contre les affamés qui arrêtaient les convois de grains sur les rivières ou sur les marchés, contre les paysans hostiles au rachat des droits féodaux, plus tard, à partir de 1792 contre les ouvriers en grève pour obtenir un ajustement de leurs salaires sur la hausse des prix.

En réservant l'usage des droits du citoyen (droit de vote, éligibilité, droit d'être armé) aux seuls privilégiés de la fortune, la Constituante tentait de revenir sur la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789, pour qui « tous les hommes naissent et demeurent égaux en droit ».

C'est donc au nom de Droits de l'homme bafoués que le club des Cordeliers développe son activité ; en offrant une protection physique à Marat, en lui promettant de l'aider à propager ses idées, il salue la place éminente que Marat a conquise dans la petite avant-garde démocratique grâce à son courage, et à la pertinence de ses mises en garde, grâce aux liens noués dans les couches populaires par le biais de son journal.

Tirant à quatre mille exemplaires, lu peut-être par dix fois plus de lecteurs, écouté par combien d'autres, son journal est devenu un facteur décisif de prise de conscience et de regroupement.

Ces couches populaires qui s'éveillent à la vie politique, qui sont largement analphabètes, que la vie quotidienne écrase trop souvent, recherchent naturellement le patronage d'un bourgeois que sa culture, son expérience rendent plus apte à repérer les dangers sur la voie difficile de la Révolution, et qui a démontré par la fermeté de sa conduite l'honnêteté de ses engagements. Le grand historien Mathiez, qui a déniché cette adresse des Cordeliers de février 1791, n'avait pas tort d'y voir la preuve que, dès cette date, Marat jouit d'une « immense popularité dans les milieux démocratiques » où on le considère comme un guide indispensable. (*Annales révolutionnaires* 1908, p. 666).

Un journal original, une tribune libre offerte aux opprimés

L'Ami du Peuple (devenu le *Journal de la République française* à partir du 25 septembre 1792) est le seul journal qui publie systématiquement des lettres de correspondants (quelquefois remaniées par Marat et de son propre aveu) choisies pour alimenter une réflexion politique qui se veut dialoguée avec les opprimés, avec les militants. Pas moins de 640 lettres pour 9470 numéros, publiées à un rythme plus fréquent quand la lutte politique se durcit : de novembre 1790 à février 1791, pour combattre l'emprise réactionnaire de La Fayette sur la Garde Nationale, autour de juin 1791, pour dénoncer les projets de fuite du roi finalement réalisés puis mis en échec sur la route de Varennes, au printemps 1793 pour aider les Sans-Culottes à reprendre le contrôle des sections parisiennes passées aux « messieurs » c'est à dire aux girondins, en

1793 pour combattre la trahison en Vendée, en Savoie etc. (O. Coquard, *Annales historiques de la Révolution Française*, n° 267, janvier-mars 1987). On relève pas moins de 55 lettres de soldats de la Garde Nationale tant Marat attachait d'importance à l'enjeu que représentaient ces citoyens armés dirigés par un état-major sensible aux pressions contre-révolutionnaires comme on le vit bien le 17 juillet 1791 : obéissant aux ordres de La Fayette son chef, et de Bailly maire de Paris, la Garde Nationale tira sur les pétitionnaires pacifiquement rassemblés sur le Champ de Mars dont 6000 avaient déjà demandé la déchéance du roi et la proclamation de la République.

Parmi les rares correspondants qui mentionnent leur appartenance professionnelle (seulement 36 cas), on note la présence significative de sept petits commerçants ou artisans ; six émanent d'ouvriers, d'employés, quatre formulées en nom collectif, dont la pétition des maçons de Sainte-Geneviève à Paris citée par J. Jaurès dans son *Histoire socialiste de la République Française*.

S'exprime ici la voix du peuple parisien aux franges inférieures de la bourgeoisie avec son mélange de petits producteurs indépendants et de salariés du monde pré-industriel. *L'Ami du peuple* se défend d'être un journal de classe. Il n'est évidemment pas l'organe d'un prolétariat encore à venir ; il accueille en grand nombre des correspondances de bourgeois révolutionnaires (comme Lazare Hoche, alors simple aide de camp, ou le général Rossignol qui dénonce la gangrène développée en Vendée par les Girondins Brissot, Roland, Pétion) voire de généraux aristocrates accusés de trahison ou de coupable incompetence par Marat lui-même qui leur offre comme un droit de réponse (à Wimpfen, Montesquiou etc...). Il n'en demeure pas moins significatif qu'il offre ses colonnes également aux plus humbles, comme ces matelots de Terre-Neuve maltraités par leur patron, ou ces ouvriers maçons de Sainte-Geneviève volés par les entrepreneurs, ou ce facteur de clavecins qu'un commissaire de police a cocufié, ruiné et... emprisonné !

Significative également l'aide que son journal apporte à un révolutionnaire alors obscur, le futur communiste Babeuf.

Marat au secours de Babeuf en juin juillet 1790

Babeuf s'était attiré la haine des commis des Aides en structurant un vaste mouvement de protestation en Picardie contre le maintien des aides, c'est-à-dire des droits sur les vins consommés dans les cabarets.

Babeuf avait souligné le caractère de classe de cette fiscalité indirecte : le pauvre payait huit sous pour une bouteille consommée au cabaret, tandis que le riche, buvant le vin de sa cave, n'en payait que deux sous par bouteille !

Dans son pamphlet *Les Chaînes de l'esclavage*, Marat avait fustigé l'iniquité sociale de la fiscalité monarchique et la complicité des commis du roi invités à s'enrichir aux frais du peuple. Il n'est donc pas étonnant qu'il ait publié le 16 juin 1790 et le 25 juin 1790 deux correspondances de Babeuf alors empri-

sonné à la Conciergerie et qui signalait à *l'Ami du peuple* l'élargissement de la répression : la Cour des Aides venait de faire incarcérer une douzaine de citoyens du faubourg du Temple accusés d'avoir mis le feu aux barrières d'octroi à Paris le 12 juillet 1789 ! Marat, en publiant cette information, lui donnait toute sa signification politique : « Si on peut rechercher les citoyens pour avoir brûlé les barrières pourquoi ne les rechercherait-on pour avoir démoli la Bastille » ? (V. Daline, *Gracchus Babeuf*, p. 208). Du coup, les districts les plus démocratiques de Paris se lancèrent dans la bataille, pétitionnèrent auprès de l'Assemblée qui ordonna la cessation des poursuites à Paris et dans les départements. Babeuf quitta la Conciergerie le 7 juillet. Marat avait joué un grand rôle dans sa libération en lui consacrant notamment un numéro entier le 4 juillet : après avoir exposé favorablement le contenu de sa pétition contre les Aides, et signalé qu'elle avait recueilli l'assentiment de 800 communes picardes, il demandait aux démocrates parisiens de visiter Babeuf dans sa prison, de le secourir, de diffuser son « excellent ouvrage » pour le sortir du besoin. Enfin le 6 juillet il invitait les districts à renouveler en faveur de Babeuf l'intervention militante qu'ils avaient déployée pour libérer les Parisiens incriminés dans l'incendie des barrières d'octroi. Mobilisation efficace puisque Babeuf fut libéré le lendemain sans que l'ordre d'arrestation ait été rapporté (Daline, *op. cit.*, p. 211). Cet exemple nous paraît exemplaire de la méthode suivie par Marat : dénonciation des catégories de l'ancienne société qui ouvertement servent la réaction monarchique, publicité en faveur d'une pétition qui s'est révélée être un puissant facteur de regroupement en milieu provincial, mise en évidence de la signification politique profonde d'une offensive policière apparemment limitée quant au nombre de personnes incriminées, mobilisation du réseau militant parisien alors existant (les districts sont plus avancés que la municipalité) pour bloquer la persécution judiciaire et sceller dans l'action l'union entre Paris et l'avant-garde provinciale ici incarnée par Babeuf.

Loin d'être l'organe d'un homme solitaire, d'un mégalomane aux vociférations monotones et sans prise sur le réel comme le suggère G. Walter dans sa biographie de Marat, *l'Ami du Peuple* se révèle ici un incomparable instrument d'explication politique et d'organisation militante.

Marat s'est également distingué sous la Constituante par son intervention décisive dans la création des sociétés démocratiques ouvertes à tous les citoyens.

Marat « le père des sociétés fraternelles ».

Dès juillet 1790, il a critiqué le recrutement exclusivement bourgeois du Club des Jacobins : « Qu'attendre de ces sociétés d'imbéciles qui ne rêvent qu'égalité, qui se vantent d'être frères et qui excluent de leur sein les infortunés qui les ont affranchis ? ».

La cotisation élevée exigée par les Jacobins en excluait effectivement la petite bourgeoisie des artisans et des boutiquiers et en faisait surtout un groupe parlementaire où les députés préparaient leur intervention à l'Assemblée Constituante.

C'est une constante de la pensée de Marat, cette constatation que la Révolution progresse grâce à l'intervention décisive des masses les plus pauvres, les plus exploitées — le 14 juillet 1789 à Paris, dans les campagnes lors de la deuxième quinzaine de juillet, les 5 et 6 octobre 1789 à Versailles — mais que la bourgeoisie propriétaire à peine délivrée de la menace aristocratique grâce à cette intervention populaire n'a rien de plus pressé que d'exclure le peuple de la vie politique : à peine quinze jours après les journées d'octobre 1789 est votée la loi martiale qui permet à la garde nationale de réprimer dans le sang les atouplements « séditieux ».

Dès l'été 1790, est discuté et voté le cens électoral qui prive du droit de vote les citoyens « passifs », probablement la moitié des hommes, les femmes étant naturellement exclues.

Pour la sauvegarde de la Révolution elle-même, Marat combat par tous les moyens cette exclusion politique des pauvres ; il démontre que ces lois réactionnaires bafouent la Déclaration des Droits de l'homme et du citoyen de 1789 ; surtout il appelle les citoyens à se regrouper en clubs ouverts à tous, citoyens « passifs » compris. Ces « sociétés fraternelles » n'exigeaient qu'une faible cotisation de deux sous par mois ; les premières apparaissent au cours de l'été 1790, mais elles se multiplient durant l'hiver suivant à moment où la contre-révolution s'apprête à reprendre l'offensive en exploitant les préjugés religieux des masses.

En effet, la constitution civile du clergé qui s'efforçait de couler le clergé de France dans le moule des institutions nouvelles par le biais de l'élection des évêques et des prêtres, suscite l'opposition à peu près unanime des évêques, et la scission du clergé paroissial par moitié environ entre les prêtres constitutionnels et les prêtres réfractaires. Désormais les aristocrates peuvent espérer se constituer une masse de manoeuvre populaire en utilisant les prêtres réfractaires dont beaucoup brandissent les châtiments éternels sur la tête des citoyens qui suivent la messe des prêtres constitutionnels présentés comme schismatiques.

Les révolutionnaires, conscients du danger, portent leurs efforts en direction des couches les plus pauvres et multiplient alors les créations de sociétés fraternelles.

A Paris, les militants Cordeliers se dépensent sans compter : c'est le Cordelier François Sergent qui fonde le 6 janvier 1791 la Société fraternelle des Halles. Le 6 mars 1791 Méhée Latouche, futur secrétaire adjoint de la Commune insurrectionnelle de Paris d'août 1792 crée la « Société fraternelle Sainte-Geneviève » aux Carmes, place Maubert.

Prudhomme, imprimeur du journal démocrate *Les Révolutions de Paris*, fonde « la société des Indigents » en mars 1791.

Sur proposition de Lebois, futur Cordelier éminent, la société du Luxembourg propose que, dans chaque section de la capitale, soit créée une assemblée *gratuite d'instruction* pour le peuple, ouverte aux citoyens passifs comme aux citoyens actifs, la Commune devant fournir gratuitement les locaux nécessaires.

Or Marat a certainement contribué de façon essentielle à cette mobilisation des Cordeliers et des autres démocrates parisiens : dans un article écrit le 7 février 1791 il invite les « bons patriotes » à « réunir leurs efforts », à se « constituer en club », « seul moyen qui leur reste de sauver la patrie en danger ». Il s'agit dans son esprit de regrouper une avant-garde qui puisse combattre les influences et propositions réactionnaires débattues dans les sections. Il recommande donc de ne pas admettre dans ces clubs ni les anciens procureurs, suppôts par définition de l'Ancien Régime, ni les commissaires de quartier trop liés à la politique bourgeoise de l'Assemblée.

Dans un article publié probablement fin février dans *L'Orateur du Peuple*, le journal de Fréron que Marat appelle alors son « cher disciple », Marat élargit la liste des exclusions : aux mouchards de la Fayette ou de la police, aux suppôts de la chicane s'ajoutent les « robins, les calotins, les académiciens, les militaires pensionnés du roi », bref tous les parasites organiquement liés à l'ancienne société et présumés contre-révolutionnaires par attachement aux privilèges perdus.

Ces clubs de section seront des lieux de réflexion, d'éducation politique :

« Les membres des clubs porteront dans leurs assemblées respectives *un jugement réfléchi* et les meilleurs citoyens ne se laisseront pas étourdir par le bavardage des marchands de paroles » (*Ami du Peuple*, 7 février).

Il approfondit cette question fin février, dans le journal de Fréron : ayant toujours en vue « l'intérêt général », précisément parce qu'elles sont ouvertes aux citoyens passifs, ces sociétés fraternelles ne se laissent pas ravager par les intrigues, les cabales, les querelles de personnes ou de clans. Quand on recherche ensemble les moyens les plus justes, les plus efficaces, de défendre « l'intérêt général », il s'élabore une opinion « plus réfléchie » et « l'élite des citoyens », qui s'est ainsi volontairement livrée à ce travail de réflexion, est mieux armée pour argumenter devant la masse des citoyens restés plus ignorants et pour les prémunir contre les menées des « fripons », des contre-révolutionnaires. Ainsi les sociétés fraternelles constituent-elles « une école d'instruction continue de tous les citoyens » et contribuent-elles nécessairement à faire « pencher la balance du côté du bien général ».

Pour surmonter l'émiettement qui guette la vie sectionnaire, chaque section, après avoir adopté un projet d'arrêté préalablement discuté dans son club, le communiquera aux autres comités (ou clubs) de section.

Conseil qui fut largement suivi : en effet le journal de Fréron dans ce même numéro de la fin février publie l'arrêté de la section Mauconseil afin que toutes les sections puissent en débattre : « les citoyens de Mauconseil se sont

engagés par serment à s'entr'aider mutuellement en payant « de leur personne et de leur fortune » pour résister aux suppôts de l'aristocratie et du despotisme ».

Fréron rendait un juste hommage au rôle de Marat en l'appelant le « père des sociétés fraternelles » et Marat revendiquait ce titre avec une légitime fierté. L'historien Mathiez, qui a publié cet échange de correspondance entre les deux journalistes (*Annales révolutionnaires*, 1908, p. 661 à 664), n'avait pas tort de conclure que, par son intervention dans le mouvement de structuration des sociétés fraternelles, Marat a donné « conscience et force à une foule jusque-là inorganique » — il s'est inscrit dans ce vaste mouvement d'organisation qui supposait patience, courage et ténacité. Les historiens bourgeois ont naturellement préféré passer sous silence cet aspect capital de l'action de Marat et ne retenir que ses appels désespérés et vains à la constitution d'une dictature exercée par quelque Tribun du peuple censé capable de balayer miraculeusement tous les obstacles aux progrès de la Démocratie par une épuration aussi draconienne que sélective.

Marat « le prophète », impatienté par les lenteurs de l'histoire, fut parfois ce partisan utopiste d'une cruauté judicieusement exercée pour précipiter les rythmes de l'émancipation humaine, mais il fut surtout l'un de ceux qui aidèrent le peuple à se forger une conscience démocratique plus éclairée, une force mieux organisée ; et la bourgeoisie modérée de la Constituante ne se trompa pas de cible en remettant en cause le droit de *pétition* collective et le droit de réunion, d'organisation, pour les ouvriers notamment.

Défense du droit de pétition, et du droit de réunion

Dès le 23 mai 1790, *l'Ami du Peuple* avait publié un projet de « confédération patriotique pour tout le Royaume ».

Moins d'un an plus tard, il y revient en proposant le 10 Avril 1791 une « fédération vraiment populaire » ne regroupant que « les infortunés », « les seuls amis de la liberté », afin d'« accabler ses oppresseurs ».

Au même moment Cordeliers et sociétés fraternelles ressentent ce besoin de renforcer l'union des forces démocratiques éparses : en mai 1791, le club des Cordeliers s'adresse à toute les sociétés patriotiques de France et leur propose un « *pacte de famille* ».

Entre le 7 et le 10 mai, les Cordeliers et les sociétés fraternelles parisiennes se fédèrent en un *comité central* présidé par le républicain liégeois Robert qui mène campagne pour la République depuis sept mois. Tentative sans lendemain, encore prématurée, mais qui traduit une légitime aspiration à regrouper les forces démocratiques face à l'assaut qui se prépare :

Le 10 mai 1791, en effet, la Constituante interdit les pétitions signées en nom collectif et décide de n'admettre que les pétitions individuelles. Or la pétition signée collectivement est la forme de regroupement élémentaire des ci-

toyens qui veulent résister à l'arbitraire, quelle que soit son origine. C'est donc défendre un droit démocratique fondamental, la résistance à l'oppression, qu'en toute connaissance de cause *l'Ami du Peuple* publie le 12 juin 1791 les « réclamations des ouvriers maçons de Sainte-Geneviève » signées de 340 noms !

En publiant cette pétition qu'a reproduite intégralement Jaurès dans son *Histoire socialiste de la Révolution française* (tome I, 2, p. 295) Marat donnait une nouvelle démonstration de sa solidarité à l'égard des opprimés, il prouvait également qu'il n'était pas disposé à respecter une loi qui violait ouvertement un des droits fondamentaux proclamés en 1789 : la résistance à l'oppression.

Poursuivant son offensive, l'Assemblée adopte le 14 juin 1791 la loi Le Chapelier qui renouvelle l'interdiction des pétitions présentées en nom collectif et précise que cette interdiction vise également les pétitions issues de regroupements professionnels. Sont ici explicitement visés les organisateurs d'un mouvement ouvrier encore embryonnaire mais qui prend son essor grâce aux libertés politiques récemment conquises (et déjà disputées par la bourgeoisie fayettiste). Les auteurs et instigateurs de délibérations ou conventions visant à obtenir des augmentations de salaire seront passibles de 500 livres d'amende et privés de droits civiques pendant un an. Ceux qui, par affiches, menaceront les entrepreneurs ou les ouvriers qui travailleront pour un prix inférieur au prix convenu, paieront 1000 livres d'amende et feront trois mois de prison.

Seront poursuivis comme séditieux les attroupements d'ouvriers, artisans, compagnons, journaliers, qui entraveront « le libre exercice du travail », autrement dit qui défendront collectivement leur droit à obtenir une meilleure rémunération.

Marx a justement qualifié cette loi de « coup de force bourgeois ». Elle sera l'arme juridique constamment utilisée par la bourgeoisie au XIX^{ème} siècle pour interdire grèves et syndicats jusqu'à ce que le mouvement ouvrier organisé sur son terrain de classe en obtienne l'abrogation (droit de grève arraché au Second Empire en 1864, droit syndical en 1884).

A nouveau Marat fulmine et il est le seul démocrate à le faire ; Robespierre, qui avait dénoncé le suffrage censitaire et l'interdiction des pétitions collectives, se tait maintenant.

C'est essentiellement avec des arguments politiques qu'il condamne la loi Le Chapelier, et qu'il défend les maîtres maçons de Sainte-Geneviève. Il rappelle que les entrepreneurs ont fait « naturellement cause commune avec le roi « comme » tous les privilégiés ».

« Ils se trouvaient les plus faibles après la prise de la Bastille, force leur fut de filer doux ». Mais les députés s'étant depuis « presque tous prostitués à la Cour » et ayant adopté des lois qui visaient toutes à dépouiller la Nation de ses droits souverains — Loi martiale, mise en tutelle des assemblées de section par les officiers municipaux seuls maîtres de l'ordre du jour, interdiction enfin des délibérations et des pétitions collectives —, la réaction politique a facilité la réaction sociale et c'est ainsi que la richesse insolente, oppressive a relevé la tête. Au lieu de protéger l'existence de cette « classe nombreuse de citoyens

dont le travail est indispensable à la société », l'Assemblée les a livrés « à la merci d'une poignée de fripons qui s'engraissent de leur sueur et qui leur enlèvent barbaquement les chétifs fruits de leurs travaux ».

C'est une connaissance directe de la misère qui dicte à Marat cette phrase indignée inspirée par un sentiment de classe.

C'est donc un disciple de Jean-Jacques Rousseau, mais enrichi par l'expérience de trois années révolutionnaires, qui analyse la conduite des députés — ces mandataires infidèles impatientes de secouer le contrôle du Souverain, c'est à dire du collectif des citoyens.

« Rien n'embarrassait autant les représentants du peuple que de voir leur souverain toujours sur pied, et toujours prêt à venger l'abus du pouvoir qu'il leur avait confié. Ils mirent donc tous leur soins à dissoudre ses assemblées et à les paralyser — et à tenir ses membres isolés ».

J.J. Rousseau ne croyait guère possible le contrôle des députés par leurs mandataires dans un grand état moderne. Marat, au contraire, constructeur avec d'autres des sociétés fraternelles, tire un bilan positif de leur action neuve et encore balbutiante :

« (Les députés) voyaient avec effroi la partie la plus saine de la Nation réunie en sociétés fraternelles suivre d'un oeil inquiet leurs opérations, réclamer contre les malversations et toujours prête à éclairer la Nation et à la soulever contre ses infidèles mandataires ».

Désignant fortement ce qui est au coeur de la Démocratie, la soumission des élus aux volontés de leurs mandataires, Marat démontre ici de manière limpide que ce contrôle permanent des députés par les citoyens suppose le plus large usage du droit de pétition, de réunion, de manifestation.

Le but du contrat social étant d'assurer le bonheur de ses membres, et le docteur Marat ne partageant nullement le mépris affiché par les chrétiens à l'égard des biens terrestres, tout naturellement il défend d'un même mouvement le droit des pauvres à se concerter pour débattre en commun de leurs intérêts et le droit des citoyens à se concerter pour protéger leurs libertés menacées.

« Pour prévenir les rassemblements nombreux du peuple qu'ils redoutent si fort, ils (les députés) ont enlevé à la classe innombrable des *manoeuvres* et des *ouvriers* le droit de s'assembler pour délibérer en règle sur leurs intérêts sous prétexte que ces assemblées pourraient ressusciter les corporations... Ils ne voulaient qu'isoler les citoyens et les empêcher de s'occuper en commun de la chose publique ».

Défenseur intransigeant des droits de tous les citoyens, y compris des plus pauvres, y compris des ouvriers maçons de Sainte-Geneviève, Marat ne sépare donc pas le combat politique du combat social car il sait que *la misère détruit le citoyen*.

Les leçons du Champ-de-Mars

La fuite du roi à Varennes est annoncée dans l'*Ami du Peuple* paru le matin même du 21 juin grâce sans doute aux confidences de quelque lingère démocrate employée aux Tuileries ; la palinodie de l'Assemblée effrayée par la montée du mouvement républicain à Paris, et qui adopte la fiction de l'« enlèvement » du roi, la fusillade du Champ-de-Mars contre les pétitionnaires républicains, rien de tout cela ne surprend le vigilant Marat contraint à nouveau de plonger dans la clandestinité.

Du 20 juillet au 7 août, il reste silencieux. Mais le 16 août il publie une analyse vigoureuse des derniers événements ; il explique que l'interdiction du droit de pétition annonçait la volonté d'en découdre avec les masses populaires et rendait prévisible le massacre du 17 juillet. Jugement ratifié à posteriori par l'historien Mathiez dans l'étude lumineuse qu'il a consacrée au Club des Cordeliers. Mathiez cite un appel d'inspiration fayettiste publié à la veille de ces tragiques événements dans *L'Ami du Peuple* : « Les gens de bien de tous les partis » étaient invités à se réunir contre l'ennemi commun. « Ce n'est pas de liberté seulement qu'il s'agit, c'est de propriété — c'est d'existence ». Car, dans le sillage des sociétés politiques, s'étaient multipliées ces délibérations ouvrières des maçons, des maîtres charpentiers etc...

Et l'historien de commenter sobrement : « De pareils appels dans les journaux gouvernementaux annoncent d'ordinaire les fusillades ».

Mais le 16 août, Marat approfondissait son analyse de la Démocratie : le droit de s'assembler est imprescriptible, sans lui la Nation n'existe plus ; ne subsistent que des individus atomisés face à un pouvoir toujours envahissant et oppresseur. Les citoyens ne peuvent donc déléguer leurs droits politiques à leurs représentants sans maintenir leur exigence d'un droit de contrôle, ce qui suppose la révocabilité des élus.

Les députés de la Constituante ayant failli doivent être remplacés par d'autres députés désignés par le suffrage universel.

Révocabilité des élus, suffrage universel, tels étaient les mots d'ordre les plus avancés auxquels parvenait Marat dès les derniers jours de la Constituante.

Il reviendrait à la Convention de les mettre en application.

Echo fidèle de la misère populaire, défenseur intransigeant de tous les droits démocratiques — droit de pétition, de réunion, de manifestation, suffrage universel, contrôle constant des élus — journaliste honnête et intrépide n'hésitant pas à dénoncer ceux qu'il jugeait gagnés à la Contre-Révolution alors même que leur passé leur préservait une auréole de popularité devant les masses abusées, Necker, Mirabeau, La Fayette, Marat fut certainement, dans ces années, celui qui contribua le mieux à l'éveil politique des couches populaires trompées ; il s'attira très légitimement la haine de tous ceux qu'il avait pourfendus dans *Les chaînes de l'esclavage* : les complices d'un pouvoir oppresseur.

Morris Slavin

Les Enragés et la Révolution Française

Les révolutions modernes donnent vie à un paradoxe bien connu — l'opposition de révolutionnaires dévoués qui rompent avec le régime qu'ils ont aidé à établir. Les Anglais ont eu leurs Niveleurs et John Lilburne au XVIIe. Les Russes ont produit l'Opposition ouvrière d'Aleksandr Gavrilovitch Chliapnikov et Mme Aleksandra Kollontai, suivie par l'Opposition de gauche de L.D. Trotsky. Les Chinois n'ont laissé fleurir cent fleurs que pour les couper quand elles ont produit des Mu Fu Cheng ou Zhang Guotao qui suivaient les pas de Chen Duxiu. Les Yougoslaves ont produit Milovan Djilas. Les Français ont eu leurs Enragés. Comment cela arrive, c'est un sujet en soi qui exige plus d'espace que ce dont dispose cet article. Il faut relever cependant que ce phénomène se produit dans toute révolution sociale importante.

Marx a écrit :

« Le mouvement révolutionnaire qui prit naissance en 1789 au Cercle social¹, qui, en cours de route, eut pour représentants principaux Leclerc et Roux² et finit par succomber temporairement avec la conspiration de Babeuf, avait fait éclore l'idée communiste que Buonarroti, l'ami de Babeuf, réintroduisit en France après la révolution de 1830. »³

Qui étaient ces hommes qui, selon Marx, étaient les « représentants principaux » du mouvement révolutionnaire « en cours de route » ? Les historiens les ont appelés les Enragés.⁴

1. Le Cercle social était une loge maçonnique qui lança plusieurs revendications démocratiques en 1789.

2. A Leclerc et Roux, Marx aurait dû ajouter Varlet.

3. Marx et Engels, *La Sainte Famille*, La Pléiade, t. III, p. 557.

4. Voir Morris Slavin, *Left of the Mountain : The Enragés and the French Revolution*, (La Gauche de la Montagne : les Enragés et la Révolution française), dissertation non publiée, Case Western Reserve, 1961 ; et idem, « Jacques Roux : A Victim of Vilification » (Jacques Roux : une Victime du Dénigrement), *French Historical Studies*, 3, 1964, pp. 525-537 ; idem, « Jean Varlet as Defender of Direct Democracy » (Jean Varlet, défenseur de la démocratie directe), *Journal of Modern History*, 39, 1967, pp. 398-414 ; idem, « Théophile Leclerc : an Anti-Jacobin Terrorist » (Théo-

Un enrégé, littéralement, c'est un fou, ou comme diraient certains conservateurs, « un socialiste enrégé ». Peter Weiss, dans son puissant drame *Marat/Sade*, présente Jacques Roux (1752-1794) dans une camisole de force, hurlant et gesticulant comme un malade mental⁵. En réalité, Roux était un prêtre de profession, très instruit, qui enseignait philosophie et physique avant de quitter le séminaire. Il avait 37 ans quand éclata la révolution et il soutint une jacquerie dans la campagne où il vivait. Accusé de prêcher « la doctrine dangereuse qui assurait au peuple que la terre appartenait également à tous, qu'il ne fallait plus payer les droits seigneuriaux », il fut obligé de partir de chez lui et d'aller à Paris.⁶

Peu après son arrivée dans la capitale, il rejoignit le club extrémiste des Cordeliers, prêcha à Saint-Nicolas-des-Champs, une église importante dans la section des Gravilliers, écrivit et publia un certain nombre de brochures. Il fut d'abord un monarchiste modéré, pas différent de centaines d'autres, mais, avec l'aggravation de la crise, il devint un républicain déterminé. Après la chute de la monarchie, il commença à attaquer de plus en plus les contre-révolutionnaires et exigea une politique de terreur contre les spéculateurs et les accapareurs.⁷

phile Leclerc, terroriste anti-jacobin) *The Historian : A Journal of History*, 33, 1971, pp. 398-414 ; idem, « L'Autre Enrégé : Jean-François Varlet », *Eine Jury für Jacques Roux*, Berlin, 1981, pp. 34-67 ; J.M. Zacher, *Dvijenie « Beshenich »* (Le Mouvement des Enrégés), Moscou, 1961 ; Walter Markov, « Robespieristen und Jacquesrouxins » (Les robespierristes et les partisans de Jacques Roux), *Maximilien Robespierre 1758-1794. Beiträge zu seinem 200. Geburtstag* (Berlin, 1958), pp. 159-217 ; idem, *Jacques Roux oder vom Elend der Biographie* (Jacques Roux ou De la Misère de la Biographie), Berlin, 1966 ; idem, *Die Freiheiten des Priesters Roux* (Les Libertés du prêtre Roux), Berlin, 1967 ; idem, *Jacques Roux Scripta et Acta*, Berlin, 1969 ; idem, *Excuse zu Jacques Roux*, Berlin 1970 ; R.B. Rose, *The Enrégés : Socialists of the French Revolution* (Les Enrégés : socialistes de la Révolution française, Londres 1965 ; Maurice Dommanget, *Jacques Roux, le Curé rouge* (Paris, 1948).

5. Le titre complet du drame est *La Persécution et l'Assassinat de Marat réalisés par les internés de l'asile de Charenton sous la direction du marquis de Sade*. Roux disait sur la scène : « Nous exigeons que les greniers gorgés soient ouverts aux nécessiteux. Nous insistons pour que tous les ateliers et usines soient transférés en notre possession. Nous demandons que des écoles soient installées dans les églises afin qu'une fois pour toutes il s'y trouve quelque chose d'utile. Il est évident que seul un fou pouvait insister pour qu'on nourrisse les affamés, qu'on crée des écoles et qu'on arrête la guerre. Rien d'étonnant que Roux se présente dans une camisole de force !

6. Archives Nationales (ci-après, AN), F7 3664 (lettre de Turpin, commissaire du roi au ministre de l'Intérieur sur les émeutes dans lesquelles il impliquait Roux, 30 avril 1790).

7. Ce qui est ci-dessus et une grande partie de ce qui suit sur Roux est basé sur les sources suivantes : AN F7 4775 3 (dossier sur Roux et ses partisans dans le comité révolutionnaire de la section des Gravilliers) ; AN W 20 1073 (« Jacques Roux à Marat », et les brochures suivantes à la Bibliothèque nationale ci-après BN) ; *Le triomphe des braves Parisiens sur les ennemis du bien public*, Paris 1971 ?, 32 pp ; *L'apôtre, martyr de la Révolution, ou discours d'un curé patriote qui vient d'être assassiné par dix-huit aristocrates* Paris, 1791, 24 pp ; *Discours sur les moyens de sauver la France et la Liberté* (Paris, 1792), 48 p. ; après la chute de la monarchie, Roux publia *Discours sur le jugement de Louis-le-dernier, sur la poursuite des agitateurs, des accapareurs et des traîtres*, Paris, 1793, 16 pp. Voir également *Discours sur les causes des malheurs de la république française*, ed. Walter Markov, « Zu einem Manuskript von Jacques Roux », dans *Wissenschaftliche Zeitschrift der Karl-Marx-Universität, Leipzig* 1958-1959.

Tout aussi important fut Jean Varlet (1764-1832), jeune homme de 25 ans lors de la chute de la Bastille, avec une source propre de revenus qui lui permit de publier des brochures à ses frais. Quand la révolution éclata, il la salua avec enthousiasme, composa des chants patriotiques, s'adressa à des foules au Palais Royal et porta des pétitions de défense des causes populaires.⁸ Il était présent à Versailles quand fut adoptée la Déclaration des Droits de l'Homme, et participa à la préparation du Champ de Mars pour la Fête de la Fédération de l'été 1790. Après Varennes, il fut très connu pour la virulence de ses attaques contre « le roi parjure ». Le massacre du Champ de Mars le 16 juillet 1791 accrut sa haine contre La Fayette. « Peuple souverain, écrivait-il, La Fayette est, fut et sera toujours un scélérat, un traître à la patrie, je me porte son accusateur. Un citoyen qui n'a pas peur ». Il continua à faire de l'agitation sur les places publiques, prit l'initiative de diverses pétitions contre La Fayette et le roi, et joua un rôle clé dans la présidence du comité central révolutionnaire qui renversa la Gironde (31 mai-2 juin 1794).¹⁰

Dans un essai remarquable écrit en 1792, Varlet critiqua le Club des Jacobins pour sa procédure anti-démocratique, son mépris des sociétés-soeurs, sa froideur avec les extérieurs comme avec ses propres membres et son manque d'ardeur morale. Ces objections reposaient sur sa propre expérience d'avoir été empêché à plusieurs reprises d'exprimer ses idées. Il proposait entre autres que législateurs et citoyens ordinaires se mélangent dans les salles des sociétés populaires afin de pouvoir partager leurs expériences. Comme les députés étaient révoqués selon la Constitution et afin d'empêcher la renaissance d'une nouvelle aristocratie privilégiée, il proposait d'encourager une fréquente rotation dans les fonctions et un élargissement du corps électoral.¹¹

Le troisième Enrégé était un jeune homme nommé Jean Théophile Victor Leclerc, qui n'avait que 18 ans en 1789. Après avoir servi dans la Garde nationale de Clermont-Ferrand, il s'était embarqué à Bordeaux pour l'île de la Martinique afin d'y rejoindre ses deux frères. Peu après son arrivée éclata une guerre civile entre planteurs et « patriotes » qui étaient influencés par les idées révolutionnaires de la mère-patrie. Après l'arrivée de Jean Pierre Antoine, comte de Béhague, dont les troupes mirent fin à la guerre civile, Leclerc fut ar-

8. Pour le milieu dans lequel agissait Varlet, voir Morris Slavin, *The French Revolution in Miniature. Section Droits-de l'Homme 1789-1795*, Princeton, 1984.

9. Alexandre Tuetey, *Répertoire général des sources manuscrites de l'histoire de Paris pendant la Révolution française*, 11 vol., Paris, 1890-1914, V, n° 3578, 29 mai 1792.

10. AN F7 4774 40 (dossier Varlet). Parmi ses brochures les plus importantes on trouve à la BN : *A ses chers concitoyens des tribunes et des Jacobins*, Paris 1792, 7 pp. ; *Voeux formés par des français libres*, Paris 1792, 8 pp. ; *Projet d'un mandat spécial et impératif aux mandataires du peuple à la Convention nationale*, Paris, 1792, 22 pp. Les conflits, l'organisation et l'issue de l'insurrection sont discutés par Morris Slavin, *The Making of An Insurrection : Parisian Sections and the Gironde* (Cambridge, Ma, 1986).

11. BN, *Plan d'une nouvelle organisation de la Société mère des amis de la Constitution suivi de la religion du philosophe dédié aux indigents*, Paris 1792, 58 pp.

rété avec d'autres « patriotes » et détenu sur un bateau transformé en prison, avant d'être embarqué et réexpédié en France à l'été 1791.¹²

Dans son adresse aux Jacobins au printemps 1792, Leclerc attaqua les adhérents modérés à la Révolution. Son argument était que, dans la mesure où l'on ne pouvait connaître leurs intentions, contrairement aux ennemis ouverts, ils étaient encore plus redoutables. Sa suspicion du « modérantisme » allait caractériser sa conduite politique à travers toute sa carrière révolutionnaire. Il commença à réclamer ce qu'il appelait « un machiavélisme populaire », c'est-à-dire une politique de terreur. Après un séjour à Lyon, où il rencontra Joseph Chalié, le chef jacobin de cette ville, avant son exécution, Leclerc fut plus convaincu que jamais qu'il fallait appliquer « une politique machiavélique » contre « les aristocrates », un terme large qui englobait une grande variété d'adversaires du gouvernement. Le 29 mai 1793, il fut élu au Comité central révolutionnaire et participa au déclenchement de l'insurrection contre les Girondins. Mais il ne fut pas satisfait de son déroulement et le 4 juin déclara au conseil général de la Commune de Paris qu'il était faux de penser que la révolution était terminée. D'abord, les suspects n'avaient pas été emprisonnés. « Pourquoi craignez-vous de répandre quelques gouttes de sang ? » demanda-t-il. Il fut immédiatement chassé de la tribune dans « l'indignation universelle » et une motion fut adoptée stipulant que quiconque proposerait de verser le sang serait considéré comme un « mauvais citoyen »¹³. Leclerc, comme Roux et Varlet, allait peu après répudier la terreur.

Outre ces hommes, il y avait deux femmes remarquables : Claire Lacombe et Pauline Léon, qui fondèrent la Société des femmes républicaines révolutionnaires. Cette organisation joua un rôle important en appuyant les revendications des Enragés en faveur de diverses mesures sociales, en promouvant la cause du féminisme et en vérifiant que les prix des denrées de première nécessité étaient conformes au maximum. Elles aidèrent l'insurrection contre les Girondins et méritèrent les louanges des autorités parisiennes. Les Jacobins également louèrent leur courage et leur dévouement à la révolution, mais seulement pour les blâmer sévèrement peu après.¹⁴

Claire Lacombe avait 24 ans au début de la révolution, c'était une actrice belle et talentueuse avec un grand don oratoire. Elle était née à Pamiers le 4 mars 1765, près de la frontière espagnole, et, à partir de ses vingt ans, joua dans des théâtres de Lyon, Marseille et Toulon, avant d'aller à Paris en mars 1792. A

12. Voir article sur Leclerc note 3

13. J.P. Buzot et P.C. Roux, *Histoire parlementaire de la Révolution française*, 40 vol., Paris 1834-38, XXVII, 17. « Il faut établir le machiavélisme populaire... », prononcé aux Jacobins, Réimpression de l'ancien *Moniteur* depuis la réunion des Etats Généraux jusqu'au Consulat (Mai 1789-Novembre 1799), 32 vol. Paris 1840-11845, XVI, n° 158, 7 juin 1793, p. 566.

14. Pour Lacombe, voir AN T1001 1-3 (papiers séquestrés) ; pour Pauline Léon, AN F7 4774 9 (papiers séquestrés de Théophile Leclerc et Pauline Léon).

son arrivée dans la capitale, elle plongea tout de suite dans le travail politique et, à l'été 1792, joua un rôle important dans le renversement de la monarchie. Le 25 juillet 1792, elle prononça une adresse importante à l'Assemblée législative attaquant La Fayette et exigeant l'épuration de l'état-major général.¹⁵ Quelques jours après le renversement de Louis, elle reçut une vibrante attestation pour son action héroïque dans l'attaque du Palais des Tuileries de Pierre-Louis Manuel, procureur syndic de la Commune de Paris :

« Nous, président et secrétaire de l'assemblée générale des frères, amis de la liberté et de l'égalité, certifions et attestons que Melle Lacombe était présente en personne à l'affaire du 10 [août], qu'elle a non seulement combattu les satellites d'une cour perfide, mais que, par son courage et sa vaillance, auparavant moins communs chez les personnes de son sexe, elle a rassemblé les citoyens sous un feu nourri et leur a donné une magnifique preuve d'ardeur, en reconnaissance de laquelle nous lui avons délivré le présent certificat, emblème sublime de la liberté qu'elle a si glorieusement défendue »¹⁶

Un an plus tard, elle fut encore louée pour son courage quand le président de séance au Club des Jacobins lui donna « le baiser républicain ».

François Buzot, un des chefs des Girondins, la calomnia, elle, ainsi que son club, dans ces termes :

« Une société de femmes perdues, venues des allées sombres de Paris, dont le cynisme n'avait d'égale que l'impudeur, femelles monstrueuses qui possédaient toutes la cruauté de leur sexe [...] ces femmes ont joué un grand rôle dans la Révolution de 1793. Elles étaient commandées par une vieille arpenteuse des rues de Paris et leurs poignards appartenaient à quiconque voulait bien les payer plus. Il semble que Lacombe, leur chef, avait une grande autorité ; dans les débats entre Robespierre et ses amis et Danton et les siens, cette impudique femelle faisait souvent pencher la balance en faveur du parti pour lequel elle se prononçait »¹⁷

Jacques Roux, contrairement à Buzot, faisait au conseil général l'éloge de ces femmes, leur attribuant « en partie la gloire d'avoir sauvé la République pendant les journées du 31 mai et du 2 juin ». Quelques jours plus tard, les autorités du département de Paris et les commissaires des sections adoptèrent une résolution vigoureuse les soutenant. « Les Républicaines révolutionnaires ont bien mérité de la Patrie », déclarèrent-ils.¹⁸

La co-dirigeante avec Lacombe des Républicaines révolutionnaires était Anne-Pauline Léon, née à Paris en 1768, qui n'avait pas 21 ans lors de la prise

15. BN, Claire Lacombe, *Discours prononcé à la barre de l'Assemblée nationale*, Paris, 25 juillet 1792, 3 pp.

16. AN, T 1001 2, signé Manuel, président.

17. François Nicolas Léonard Buzot, *Mémoires sur la Révolution française*, Paris, 1828, p. 84.

18. *Journal de la Montagne*, n°22, 21 juin 1793, AN T 1001 2, dans lequel la résolution se poursuit : « leur zèle est infatigable, leur surveillance pénètre les complots, leur activité les déjoue, leur défiance écarte les intrigues, leur audace prévient les dangers, leur courage les surmonte ; elles sont enfin républicaines et révolutionnaires ».

de la Bastille. Elle allait épouser Théophile Leclerc à l'automne 1793, après la dissolution de son club. La Fayette éveilla très tôt ses soupçons et elle jouissait du rare plaisir de détruire son buste quand elle menait un groupe de femmes contre une maison de monarchiste.¹⁹

En mars 1791, elle présenta une pétition à l'Assemblée nationale pour le droit d'armer et d'entraîner un bataillon de 300 femmes. Elle affirma qu'il était impossible de prétendre que les Droits de l'Homme ne s'appliquaient pas aux femmes. Pourquoi les femmes ne pouvaient-elles aider à la défense de la patrie, demandait-elle. Les femmes préféraient la mort à la vie dans l'esclavage, assurait-elle aux députés :

« Un poignard, dirigé contre leur sein, les délivrerait des maux de l'esclavage ! [...] Elles mourront, ne regrettant pas d'avoir perdu la vie [...] mais la futilité de leur mort, parce qu'elles n'auront pas pu plonger leurs mains dans le sang impur des ennemis de la patrie ».²⁰

Elle était à la hauteur de ses paroles, car, la veille même du renversement du roi, elle passa la nuit dans sa section de Fontaine de Grenelle avec une pique « pour combattre le tyran et ses satellites ». Ce n'est qu'après plusieurs demandes désespérées de ses camarades sectionnaires qu'elle remit son arme à un sans-culotte désarmé. Pendant le printemps et l'été 1793, elle continua à parler devant des sociétés populaires et de larges foules. La veille de l'insurrection du 31 mai, Léon s'adressa à d'importants rassemblements dans les faubourgs Saint-Antoine et Saint-Marceau, les faubourgs les plus avancés de Paris, « appelant à l'insurrection sacrée qui (délivrerait) la Montagne de ses entraves », à savoir la Gironde.²¹

Quand le gouvernement révolutionnaire ne toléra plus les désaccords, il commença par dissoudre les clubs de femmes. A l'automne 1793, il décréta que les femmes n'avaient pas de droits politiques, que leur place était à la maison et qu'elles n'avaient pas le droit d'adhérer aux sociétés populaires. « Chaque sexe est fait pour le type d'occupation qui lui est propre », déclarait la loi, « une femme ne doit pas quitter sa famille pour se mêler des affaires du gouvernement ». La Commune de Paris, elle aussi, condamna les femmes « qui courent dans les rues avec des bonnets rouges et veulent gouverner la République au lieu de s'occuper de leur ménage ».²²

19. AN F7 4774 9 « Précis de la Conduite révolutionnaire d'Anne-Pauline Léon, femme Leclerc », Tuetey, II, n° 2580.

20. BN, *Adresse individuelle à l'Assemblée nationale par les citoyennes de la capitale*, Paris, 1791, 4 pp.

21. AN F7 4774 C 9. Sur la question du féminisme, voir Morris Slavin, « Feminists and Anti-Feminists in the French Revolution », in *Women in History, Literature and the Arts*, Youngstown, 1988.

22. *Moniteur*, XVII, n° 59, 17 novembre 1793 dans la Commune, pp. 450-451. « Les Femmes révolutionnaires sont devenues un danger pour les robespierristes incapables de satisfaire la revendication de pain de Paris ». Les Jacobins brisaient avec leurs anciens partenaires et commençaient à supprimer leurs critiques, « y compris ceux qui étaient en fait plus révolutionnaires qu'eux. La so-

En quoi ces Enragés différaient-ils des autres révolutionnaires et pourquoi sont-ils devenus des opposants de ce gouvernement révolutionnaire à l'établissement duquel ils avaient fait tant de sacrifices ? La plupart des historiens sont d'accord pour en faire un groupe distinct en dépit des divergences qu'ils avaient entre eux. Ils n'étaient pas simplement des Jacobins ou des Cordeliers de gauche. Ils n'étaient pas non plus des hébertistes, partisans de Jacques Hébert, le journaliste extrémiste du *Père Duchesne*, le journal le plus populaire de France jusqu'à son interdiction. Nombre d'entre eux appartinrent à une ou plusieurs de ces factions. Peut-être en un sens composèrent-ils un « parti » de transition entre les révolutionnaires bourgeois et les partisans plébéiens de Gracchus Babeuf. Contrairement aux Jacobins, ils rejetaient les axiomes de l'économie du « laissez-faire », mais divergeaient des futurs babouvistes en ce qu'ils acceptaient la nécessité de la propriété privée. Ce qu'ils dénonçaient avec une passion qui frisait le fanatisme, c'était le marché libre et non réglé sur les produits de première nécessité, surtout le pain.

C'est ce souci de la vie chère qui les sépara des Jacobins. La Révolution leur enseigna certains faits de la vie économique. L'un d'eux était qu'il était impossible de bénéficier d'une économie de laissez-faire pendant que l'armée réquisitionnait des vivres, pendant que des milliers de Français combattaient sur divers fronts et que la contre-révolution continuait à faire rage dans de nombreux départements. Pour mettre fin aux disettes et aux prix élevés, ils exigeaient l'adoption d'un *maximum*, c'est-à-dire un contrôle des prix sur les produits de première nécessité. Les Montagnards furent obligés d'accepter cette revendication, mais à contre-cœur et dans l'inquiétude. Car il est clair que l'application d'une telle mesure, si elle avait été appliquée à la lettre, aurait mené à la nationalisation du commerce des céréales et de la manufacture du pain. Plus encore, elle aurait transformé les boulangers en ouvriers municipaux liés à leur emploi, comme ce fut le cas parfois. Bref, le maximum menaçait de modifier profondément l'économie de propriété privée. La Convention, bien entendu, ne cessa jamais d'affirmer son adhésion à cette dernière et continua de dénoncer ce que des députés appelaient « la loi agraire », cette loi qui impliquait la redivision du sol.²³

Bien que des dirigeants jacobins, comme Robespierre, aient accepté l'idée que la propriété était une catégorie sociale, soumise par conséquent à la loi,

ciété des Femmes révolutionnaires fut de ceux qui payèrent les pots cassés », Scott H. Lytle, « The Second Sex (september 1793) », *The Journal of Modern History*, XXVII, n° 1, mars 1955, p. 25.

23. Il y a une abondante littérature sur le sujet du maximum, que l'on peut consulter dans de nombreuses sources sur la Révolution française, y compris les travaux sur les Enragés cités dans les notes ci-dessus. Citons Henri Calvet, *L'Accaparement à Paris sous la Terreur*, Paris, 1933 ; Albert Mathiez, *La Vie chère et le mouvement social sous la Terreur*, Paris, 1927 ; Jean Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, 8 vol. New York, 1973. Dans son *Défenseur de la Constitution*, n° 4, Robespierre écrivait : « Ne les a-t-on pas vu, dès le commencement de cette révolution, chercher à effrayer tous les riches par l'idée de la loi agraire, absurde épouvantail présenté à des hommes stupides par des hommes pervers ? », Albert Laponneraye, *Œuvres de Maximilien Robespierre*, 3 vol. New York, 1970, I, 388.

rars ont été ceux qui l'ont analysée avec autant de soin que Jean Varlet. Il arriva à la conclusion que c'était le fait que l'on possédait ou que l'on n'avait pas de propriété qui était à la base de l'inégalité des conditions. Il écrivait qu'on pouvait distinguer quatre types de richesse dans la société civile. La première et la plus sacrée était celle qui garantissait le droit à l'existence. La seconde, non moins essentielle, était celle qui était gérée pour les pauvres et les sans-défense. La troisième était le produit du commerce et de l'agriculture ou les gains tirés d'une situation privée ou publique. Finalement, la propriété résultait du patrimoine ou d'un don. Le droit à l'existence venait d'abord : toute activité menaçant ce droit devait être réprimée. Personne ne pouvait priver le menu peuple de ses moyens de vivre. La propriété sociale était une catégorie sociale placée sous la protection du public et par conséquent soumise à sa réglementation. Mieux, les non-propriétaires avaient l'obligation inhérente de se défendre contre « l'oppression des riches ». Cela signifiait que la société avait le devoir de tracer des limites à l'ambition de ces derniers d'acquérir de la propriété. Si nécessaire, la société devait, « par de justes moyens », disait Varlet, mettre un terme à « l'énorme disproportion de richesse ».²⁴

Il était bien entendu vrai que chacun pouvait disposer à son gré de sa propriété. Ce droit aussi était pourtant limité par le titre supérieur de la société. Le premier ne pouvait être exercé que si « son usage ne menaçait pas de détruire la société », soulignait Varlet. La richesse acquise au détriment de la communauté par le vol, l'agiotage, l'accaparement, devait être nationalisée.²⁵ Ainsi, une fois de plus, l'utilité sociale l'emportait sur le droit individuel à la propriété. Varlet ne posait pas la question de savoir qui déterminait si une accumulation particulière mettait en fait la société en danger. Probablement, c'était le peuple souverain qui devait trancher. En tout cas, le principe que l'utilité sociale l'emportait sur le droit d'un individu à la propriété contenait des éléments potentiellement explosifs qui menaçaient d'ébranler les vues traditionnelles sur les droits de propriété.

Comme les autres révolutionnaires, Varlet ne limitait pas sa constitution à justifier un processus politique normal et pacifique. L'article 22 déclarait audacieusement que « la résistance à l'oppression est le droit précieux à l'insurrection ; il ne doit reconnaître aucune loi, si ce n'est celle de la nécessité ». Il définissait donc un état d'oppression comme celui où la souveraineté de la nation était usurpée par les rois, les dictateurs ou les ambitieux ; quand un régime militaire devient la force principale d'un Etat ; quand les autorités vont au-delà des limites que leur prescrit le Contrat Social ; et quand les fonds publics sont pillés et le crédit public sapé.

« Dans un tel état de choses, une insurrection universelle devient la sauvegarde de l'indépendance, le plus légitime des droits, le plus sacré des de-

24. BN, *Déclaration solennelle des Droits de l'Homme dans l'état social*, Paris, 1793 ? 24 pp. Référence à pp. 18-19.

25. *Ibid.* art.19, p. 19, souligné par Varlet.

voirs ».²⁶ Quant à la question de savoir si les conditions existantes correspondaient aux critères qu'il avait indiqués et faisaient ainsi de l'insurrection un devoir, ou de savoir qui devait appeler le peuple aux armes, Varlet les laissait sans réponse. Il est possible que la brièveté et le caractère formel de ce document empêchaient qu'il soit répondu à ces problèmes.

Si cette attaque contre le saint des saints de la bourgeoisie n'avait pas encore exactement prouvé à quel point les Enragés étaient fous, leur insistance pour que l'assignat devienne une monnaie de papier convainquit leurs ennemis qu'ils étaient effectivement mentalement malades. Les Enragés reconnaissaient que le déclin précipité de ce bon qui reposait sur les biens du Clergé était responsable de l'inflation incessante. Tout en enrichissant spéculateurs et profiteurs, il apportait misère et souffrances à la grande masse des consommateurs urbains et particulièrement aux sans-culottes pauvres. « Pourquoi l'argent d'une république devrait-il avoir moins de valeur que celui d'une monarchie ? » demandait Théophile Leclerc. C'était parce qu'il y avait une méfiance largement répandue à l'égard des assignats, écrivait-il, qu'ils sont convertis en valeurs réelles. Le retour de la confiance permettrait l'extinction de la masse de cette monnaie de papier en circulation et il proposait des mesures concrètes pour élever leur valeur sur le marché.

Leclerc insistait sur le fait que le gouvernement devait fixer les prix de tous les produits de première nécessité et faire de l'agiotage un crime. Pour empêcher accaparement et stockage, il proposait la loi suivante : « La République française se déclare acheteur de tout le grain récolté sur son territoire ; on ne peut donc vendre qu'à l'Etat les produits de première nécessité ».²⁷ Il argumentait que la République avait assez de grain pour nourrir tout le monde, mais qu'il était ridicule et horrible de voir vendre le grain, dans certaines parties du pays, quatre à cinq fois sa valeur. C'était dû à l'agiotage qu'on pouvait arrêter si ceux des départements ou districts qui produisaient un surplus fournissaient ceux qui ne produisaient pas assez. Il fallait stocker ce surplus dans des « greniers d'abondance », écrivait-il, et son prix devait être fixé par la Convention à un niveau accessible à tous. Les pauvres cependant ne devaient pas payer pour le grain. La société devait leur assurer le droit de survivre en distribuant gratuitement ce grain. Le coût de cette mesure serait supporté par une taxe sur les produits de luxe achetés par les riches, suggérait-il. En outre, personne n'avait le droit de posséder plus qu'il ne pouvait consommer d'une récolte à une autre. Combien sonne désagréablement aux oreilles ce terme d'« indigent », continuait-il. La France a cent fois plus de grain qu'il ne lui est nécessaire pour nourrir le peuple. Elevez la valeur des assignats, concluait-il, et les Fédéralistes eux-mêmes nous vendront du grain.²⁸

26. *Ibid.*, art.20, 22, pp. 19-20.

27. BN Lc2 704, *L'Ami du Peuple par Leclerc de Lyon*, n° 2, 23 juillet 1793 et n° 6, 2 août 1793. L'épigraphe du journal : « Je périrai, Français, ou vous serez sans maîtres. »

28. *Ibid.*, n° 10, 10 août 1793 et n° 12, 17 août 1793.

En plus de ces divergences sur la façon de réglementer l'économie et sur la monnaie, il existait un principe fondamental qui séparait les Enragés de leurs adversaires politiques. Ils étaient des démocrates au sens rousseauiste. Comme Jean-Jacques, ils croyaient en la démocratie directe, en l'idée que la volonté de tous différerait de la volonté générale et que la volonté générale ne peut être représentée.

Rousseau avait écrit dans son *Contrat social* :

« La souveraineté, ne peut être représentée, par la même raison qu'elle ne peut être aliénée; elle consiste essentiellement dans la volonté générale et la volonté ne se représente point [...] Les députés du peuple ne sont donc, ni ne peuvent être ses représentants; ils ne sont que ses commissaires et ils ne peuvent rien conclure définitivement. Toute loi que le peuple en personne n'a pas ratifiée est nulle; en fait, ce n'est point une loi [...]. Quoiqu'il en soit, à l'instant qu'un peuple se donne des représentants, il n'est plus libre, il n'est plus »²⁹.

La clé de ce principe de démocratie directe était contenue dans le terme de mandat impératif. Sous l'Ancien Régime, on attendait d'un député qu'il défende l'intérêt de sa propre classe, non qu'il représente toute la France. Puisque chaque état, théoriquement, connaissait ses propres intérêts, il pouvait diriger la mission de son délégué. Cette obligation imposée par les électeurs à leurs délégués de voter de façon prédéterminée sur des questions examinées d'avance était ce qu'on entendait par le terme de « mandat impératif ».

Quelques mois après la chute de Louis, Roux mit en garde ses partisans dans une adresse publiée ultérieurement sous forme de brochure contre « le despotisme sénatorial aussi terrible que [...] celui des rois ». Il les exhortait à ne pas permettre à leurs mandataires d'oublier un seul instant que leur devoir est de consulter la voix du peuple.³⁰ Leclerc était plus explicite dans son avertissement qu'un peuple représenté n'était pas libre, quand il pressait ses lecteurs de ne pas mettre l'épithète de représentants sur leurs mandataires. Les magistrats, quels qu'ils puissent être, n'étaient que ces délégués de la volonté du peuple, écrivait-il, et il avertissait que « de l'abus dans les mots découlait l'abus dans les actes »³¹.

Il était particulièrement épouvanté de la concentration de pouvoir aux mains du Comité de Salut Public et, comme ses compagnons Enragés, réclamait la suspension de la Terreur en appliquant la Constitution avortée de 1793. Il avertissait :

« S'il existe une mesure dangereuse, impolitique et subversive de tout l'ordre social, c'est sans aucun doute ce qui a été proposé à la Convention nationale, la création du Comité de Salut Public en comité de gouvernement. Je vois dans cette proposition une usurpation de pouvoirs qui m'apparaît mal conçue par son auteur. Je la considère

29. Jean Jacques Rousseau, *Le Contrat social*.

30. *Discours sur Louis-le-dernier*, pp. 5 et 6.

31. *L'Ami*, n° 13, 21 août 1793.

comme un outrage à la liberté, un coup indirect visant la révolution et un pas vers la dictature ».³²

En réponse, Robespierre attaqua durement Roux et Leclerc aux Jacobins le lendemain de la publication des critiques de ce dernier (8 août 1793). Il accusa Leclerc d'être d'une certaine manière responsable de la mort de Chaliot et qualifia de traîtres et d'« émissaires de Coblenz ou de Pitt » ces deux critiques.³³ Le jeune révolutionnaire répliqua à son tour dans son prochain numéro et mit Robespierre au défi de prouver ses accusations :

« Le peuple ne sera jamais éclairé sur ses véritables intérêts [...] aussi longtemps que des hommes continueront à être suffisamment lâches pour se courber servilement devant n'importe quel despote qui insulte l'opinion publique, ou assez pervers pour suivre intentionnellement les perfides suggestions de certains individus, bien que connaissant parfaitement tant leurs manœuvres que leurs plans ».³⁴

Varlet dénonça également le pouvoir despotique du Comité de Salut Public. Dès le 13 mai 1793, il s'adressa aux Jacobins :

« Une vérité nous est bien démontrée : l'homme, par sa nature pétri d'orgueil, dans les postes élevés incline forcément au despotisme. Nous sentons maintenant qu'il faut tenir en arrêt, en bride les autorités créées, sans quoi elles deviennent toutes des puissances opprimentes. Ne cherchons pas à les contre-balancer entre elles; tout contre-poids qui n'est pas le Peuple lui-même est faux. Le Souverain doit constamment présider le corps social : il ne veut point qu'on le représente »³⁵.

Son expérience sous la Convention girondine ne fit que renforcer sa conviction qu'il avait projetée en axiome dans ses écrits de l'année précédente, à savoir que le peuple souverain devait contrôler ses députés pour les empêcher d'ériger un nouveau despotisme. Aucun système artificiel de freins et contrepoids ne pouvait faire obstruction à ce pouvoir. Seule la souveraineté du peuple lui-même pouvait l'empêcher ;

« Ce que nos mandataires ne peuvent ni ne veulent, faisons-le nous-mêmes; donnons à ces messieurs des leçons de républicanisme », poursuivait-il.

Sa propre version des Droits de l'Homme soutenait que la liberté était un concept moral et que l'égalité était le résultat direct de la liberté. La souveraineté appartenait à toutes les nations, elle pouvait être déléguée, « mais jamais, jamais représentée ». Les autorités établies étaient de simples émanations de la

32. *Ibid.*, n° 7, 4 août 1793.

33. Alphonse Aulard, *La Société des Jacobins. Recueil de documents pour l'histoire du Club des Jacobins de Paris*, 6 vol., Paris, 1889-1897, V, 330.

34. *L'Ami du Peuple*, n° 9, 8 août 1793.

35. *Déclaration solennelle*, pp. 4-5.

nation souveraine et par conséquent devaient lui rester subordonnées. Ce concept fut mieux élaboré dans l'article suivant :

« Lorsqu'une nation souveraine se constitue en Etat social, ses diverses sections envoient des députés revêtus de mandats explicatifs; rassemblés en commun, ces fondés de pouvoir développent les intentions de leurs commettants, leur font des propositions de lois ; si la majorité les accepte, ces conventions fondamentales forment un ensemble, nommé le Contrat social ».³⁶

En plus des droits du corps collectif, Varlet élaborait ceux de l'individu. Il devait garantir la liberté de pensée et de culte, et, en outre, la jouissance du droit de vote, de la sécurité de la personne et de la propriété. Les femmes n'étaient pas comprises dans ce plan cependant, parce que, comme tant de ses camarades révolutionnaires, Varlet demeurait un chauviniste mâle. Finalement, « les récompenses sociales devaient être mesurées aux services accomplis et n'être accordées que sur la base du mérite et de l'utilité commune ».³⁷

Les représentants du peuple ne voulaient pas cependant devenir de simples mandataires. En juillet 1793, ils avaient adopté une Constitution démocratique, mais qui était destinée à ne pas entrer en vigueur. Roux l'attaqua violemment parce qu'elle n'empêchait ni spéculation ni accaparement :

« La liberté n'est qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément. L'égalité n'est qu'un vain fantôme quand le riche, par le monopole, exerce le droit de vie et de mort sur son semblable. La république n'est qu'un vain fantôme quand la contre-révolution s'opère, de jour en jour, par le prix des denrées, auquel les trois quarts des citoyens ne peuvent atteindre sans verser des larmes ».³⁸

Les députés, hors d'eux, le firent taire. Trois jours plus tard, le 28 juin, Robespierre dénonça Roux dans ces termes :

« On calomnie les Jacobins, les Montagnards, les Cordeliers, les vieux athlètes de la liberté. Un homme couvert du manteau du patriotisme, mais dont il est permis de suspecter au moins les intentions, insulte à la majesté de la Convention nationale. Sous prétexte que la Constitution ne contient point de lois contre les accapareurs, il en fait conclure qu'elle n'est point propre au peuple pour qui elle est faite [...]. Croyez-vous qu'un tel prêtre qui, de concert avec les Autrichiens, dénonce les meilleurs patriotes, puisse avoir des vues bien pures, des motifs bien légitimes ? Si, depuis quatre ans, placé à la Montagne, il lui en avait fallu soutenir tous les assauts, [...], pensez-vous qu'il eût été plus ferme ? Gardez-vous de le croire et mettez-le du moins à une si longue épreuve. Croyez-vous que l'on puisse d'un coup surmonter l'Autriche, l'Espagne, Pitt, les Brisotins et Jacques Roux ? Non, citoyens ! »³⁹

36. *Ibid.*, art. 1,6,8, 23, pp. 13, 15, 20-21.

37. *Ibid.* art. 6, pp. 12-13.

38. AN, W 20 d.1073. Les Historiens appellent cette adresse du 25 juin 1793 « Manifeste des Enragés ».

39. Aulard, *Jacobins* pp. 277-279.,.

Peu après, Roux fut exclu du Club des Jacobins et des Cordeliers et fut écarté du comité de rédaction du journal officiel de la Commune, *Affiches de la Commune*. Rien de cela ne le fit taire cependant. Le 16 juillet 1793, il lança un journal dans lequel il dénonçait le gouvernement, écrivant qu'on ne pouvait « aimer et chérir un gouvernement en dominant les hommes par la terreur ».⁴⁰

Quand la Convention adopta sa Loi des Suspects, une mesure si large qu'elle ne pouvait que conduire à des abus, Roux la dénonça en ces termes :

« Les suspects sont arrêtés par les ordres de gens plus suspects encore.[...] C'est le comble de la cruauté de faire incarcérer comme suspects [...] ceux qui ont eu le malheur de déplaire à un commissaire de section, à un mouchard de la police, à un garçon de bureau, à un secrétaire de la trésorerie, à un huissier de la Convention nationale, à un guichetier, à un président d'une société populaire et à la catin d'un homme en place ».⁴¹

Il était particulièrement amer à l'égard des tribunaux révolutionnaires dont les membres jouissaient du droit de vie et de mort sur leurs victimes. « Quelles sont maintenant les personnes qui peuvent occuper les places de commissaires ? » demandait-il, et il répondait :

« Celles qui savent lire et écrire. Par conséquent, dans les campagnes les gros propriétaires, les fermiers, des ci-devant privilégiés et les gens de robe. Dans les villes, les gros marchands, les avocats et les grippé-sous de l'Ancien Régime. Il résulte de ce raisonnement que la destinée des patriotes est entre les mains des ennemis de la république [...] que l'arrestation des gens suspects est confiée à des scélérats, à des contre-révolutionnaires qui se sont enveloppés du manteau du civisme pour tuer la liberté dans la personne de ses plus zélés défenseurs ».⁴²

A la question de l'égalité des hommes devant la loi, il répondait :

« Ils le sont lorsqu'ils sont pauvres, mais ils ne le sont pas lorsqu'ils sont riches [...] L'aristocrate qui a un portefeuille plein rempli est bientôt mis en liberté. Les incarcérations sont devenues un commerce dans l'Etat [...] [...] Toujours les gros mangent les petits [...] et des sans-culottes mourront dans les cachots pour avoir dit des vérités dures [...] et pour n'avoir pas cru à la vertu de quelques clubistes qui ont flatté le peuple pour le ruiner et l'enchaîner ».⁴³

Roux continuait à blâmer le gouvernement révolutionnaire parce qu'il ne faisait rien contre les spéculateurs et les accapareurs, « parce qu'à la tête des administrations, il n'y a que des riches, des propriétaires, des hommes qui ne

40. BN, Lc 2 227 et Lc 2 227 bis. *Le Publiciste de la République française par l'ombre de Marat, l'Ami du Peuple*.

41. *Ibid.* n° 265, nd. Dans le même numéro, il écrivait : « Aujourd'hui, quelques insolents démagogues, qui se sont popularisés, se partagent entre eux les lambeaux de pourpre royale et te forgent peu à peu de nouvelles chaînes ».

42. *Ibid.* n°267, nd..

43. *Ibid.* n° 266, nd..

s'occupent qu'à remplir leurs portefeuilles ». Le résultat était qu'un accapareur n'en dénoncerait pas un autre, ni un monopoleur, écrivait-il.⁴⁴

Les Comités de Salut Public et de Sûreté générale ne pouvaient lui permettre de continuer à attaquer le gouvernement. Ils étaient d'accord avec Saint-Just qu'on ne peut gouverner innocemment. Roux fut arrêté, relâché, arrêté de nouveau. Il se suicida. Peut-être écrivait-il sa propre épitaphe quand il déclarait : « De tous temps, on s'est servi des hommes à grand caractère pour faire les révolutions [...] Quand on n'a plus besoin d'eux, on les brise comme un verre ».⁴⁵

Varlet aussi commença à dénoncer le gouvernement révolutionnaire. Il fut arrêté le 18 septembre 1793, le lendemain de son adresse à la Convention, peu après avoir convaincu sa section des Droits-de-l'Homme de refuser le subside de 40 sous voté par la Convention pour indemniser les sans-culottes les plus pauvres. Ils avaient été sous les armes pendant trois jours durant le soulèvement contre la Gironde, perdant ainsi leurs salaires. L'argument de Varlet était que « dans un Etat libre, le peuple ne peut pas se payer pour exercer ses droits », et il refusait cette aide « au nom des sans-culottes de Paris »⁴⁶. Le résultat fut qu'il fut emprisonné « pour avoir fait une proposition contre-révolutionnaire ».

Dans une courte brochure, Varlet répondit à ses détracteurs :

« Celui qui, le 21 juin 1791, le 10 août, le 31 mai, conspirait avec le peuple contre la tyrannie royale et législative est-il un agent de Pitt, de Cobourg, capable d'exciter pour eux des soulèvements ? [...] Répondez, Collot d'Herbois, Robespierre [...], Jacobins, Cordeliers et vous, sans-culottes [...] Je suis un patriote et dans les fers [...] Je me vois isolé, abandonné, oublié, après avoir tout sacrifié au bonheur de mon pays, parents, amis, fortune (...) Varlet fut banni des Jacobins, des Cordeliers. Varlet est un intrigant, Varlet soudoyé, Varlet chassé, Varlet par ci, Varlet par-là. La source vive des calomnies s'épanche, coule et ne tarit plus. Souverains dispensateurs du blâme et de la faveur publique, petits acteurs de ténèbres, quels sont vos noms ? Paraissez. Qu'avez-vous fait dans la révolution ? Quels sont vos titres ? [...] Pourquoi ne lancez-vous pas vos attaques à la face du peuple, devant le tribunal révolutionnaire ? »⁴⁷.

Le résultat de cet appel fut que la section de Varlet prit une initiative pour le libérer. Elle fut appuyée par d'autres sections et des Jacobins individuellement dans un appel au Comité de Sûreté générale, qui le libéra le 14 novembre 1793 (24 Brumaire an II).

Peu après, il attaqua les députés en accusant : « Vous décrêtez les droits de l'Homme et vous les déshonorez ». Après avoir été libéré, puis arrêté de nouveau, il conclut que le despotisme n'avait fait que passer du palais du roi aux confins du Comité de Salut public. A l'automne 1794, après l'exécution des robespierristes, il analysa les événements du 2 juin 1793, à savoir l'insurrection,

44. *Ibid.*, n° 260, 24 août 1793.

45. AN W 20 d/ 1073, « Roux à Marat ».

46. *Moniteur*, XVII, n° 262, 19 septembre 1793 ; Buchez et Roux, XXIX, 112.

47. *L'Apôtre*, pp. 2-6

et conclut que « les véritables républicains » dans le comité central révolutionnaire avaient été châtrés par « la plus destructrice des factions [...] la ligue de Caligula », c'est-à-dire les robespierristes. Il n'avaient vu dans la chute des Girondins que la possibilité de réaliser leurs propres ambitions. Il conseillait : ne cherchez pas au-delà du gouvernement révolutionnaire l'origine de l'oppression que subit la république, et il expliquait ainsi la désillusion après l'insurrection du 31 mai :

« Le comité insurrectionnel contenait les germes d'un gouvernement révolutionnaire conçu en secret depuis le début. Les faux insurgés remplacèrent Brissot par Robespierre, le fédéralisme par une dictature révolutionnaire, décrétée au nom du salut public. Quant à moi, j'étais trop honnête pour qu'on m'initie. Je fus laissé en-dehors ».⁴⁸

En dénonçant les terroristes, Varlet reconnaissait son amour de la modération, terme d'opprobre appliqué par les révolutionnaires, lui compris, pour attaquer leurs adversaires plus conservateurs. Il avouait maintenant qu'il aimait la modération parce qu'elle l'avait rendu « humain, tolérant, réfléchi ». Il est vrai qu'il s'était rebellé contre le gouvernement révolutionnaire du 31 mai parce qu'il se sentait le devoir de le combattre, mais « la terrible dictature de Robespierre ne justifie point la tyrannie de Brissot », écrivait-il, refusant de répudier son propre passé. Aujourd'hui cependant des haines personnelles détruisent des milliers de citoyens innocents. Le gouvernement [thermidorien] corrompt afin de gouverner, tandis que « le tribunal criminel » condamne tout le monde. « Nos oreilles sont frappées d'un seul cri : la mort, la mort ! ; le temple de la justice représente l'ancre des cannibales » et pourtant « les monstres responsables de tout cela y parlent d'humanité [...] Vivent les droits du peuple souverain ! A bas les usurpateurs ! Périssent le gouvernement révolutionnaire plutôt qu'un seul principe », criait-il.⁴⁹

Quelle était l'issue ? Varlet forgea un nouveau mot d'ordre qui incarnait son opposition à la terreur et préservait pourtant son dévouement à la révolution : « Vive la Dictature des Droits de l'Homme ! ». Cette dictature serait exercée par les sans-culottes parce qu'ils étaient vertueux et purs. Il leur rendit hommage en ces termes :

« Peut être ai-je conçu quelques idées utiles. Si je peux m'en flatter, je dois en remercier le peuple sans-culotte. Pendant quatre ans, toujours sur les places publiques, dans les groupes populaires, dans la sans-culotterie, au milieu de la guenille que j'aime, j'ai appris que, naïvement et sans contrainte, les pauvres diables des greniers raisonnent plus sûrement, plus hardiment que les beaux messieurs, les grands parleurs, les savants tâillons. S'ils veulent trouver la vraie connaissance, qu'ils aillent comme moi fréquenter le peuple ».⁵⁰

48. BN Lb41 4090, *L'Explosion*, Paris, 1794, 15 pp, et Lb41 1330, *Gare l'Explosion*, Paris 1974, 16 p. Les citations renvoient à la première pp. 4 et 6.

49. *Ibid.*, pp. 7, 8, 9, 11, 14-16.

50. Déclaration solennelle, « Note historique », p. 23.

Varlet survécut aux thermidoriens, au Directoire, à Napoléon et à la Restauration et vécut même assez pour saluer la révolution de 1830. Il avait vécu à Nantes, s'y était marié et avait eu un garçon. Quand éclata la révolution de 1830, Varlet fut choisi comme électeur. A cette époque, il était aussi devenu propriétaire. Il mourut à Nantes en 1832.⁵¹

Leclerc continua aussi de critiquer le gouvernement révolutionnaire. Comme Varlet, il s'adressa de façon pressante à la Convention :

« Ne vous coupez pas du peuple ; vous ne pouvez que gagner à le voir de près et trois heures passées à la porte d'une boulangerie feront de vous un meilleur législateur que quatre ans sur les bancs de la Convention. Dans les temps anciens, nous disions aux despotes : entrez dans les maisons et ne prenez pas la fuite devant la pauvreté : ils vous donneront de grandes leçons de gouvernement ».⁵²

« Oui, » admettait-il, « nous réclamions l'arrestation des suspects, mais nous n'incluons pas parmi eux [...] les patriotes ; nous ne voulions pas utiliser cela comme un instrument de vengeance personnelle ».⁵³ Dans le dernier numéro de son journal, Leclerc écrivait :

« Ils exigent qu'on mette la terreur à l'ordre du jour. Ils ont invoqué le mortel esprit de vengeance et de haine personnelle. Les forts écrasent les faibles et les mettent sous clef »⁵⁴.

C'est sur cette question qu'il prédisait sa propre arrestation. Leclerc rejoignit l'armée peu après et, avec sa femme Pauline Léon, disparut de l'Histoire.

Que peut-on en conclure ? Si les Enragés n'étaient pas encore socialistes, ils voulaient modifier le régime de la propriété en faveur des sans-culottes. Pour garantir le droit à l'existence, ils réclamaient des mesures qui auraient maîtrisé l'anarchie dans la production et la distribution et qui, ainsi, encourageaient d'un côté les profits et la pénurie et de l'autre l'inflation ; cependant ils n'avaient pas grand chose à dire en faveur des paysans pauvres et moyens. Leur foi dans les petites gens des villes les encourageait à affirmer que les députés de la Convention nationale n'étaient que de simples délégués des votants, non leurs représentants. C'est pourquoi ils réclamaient que le gouvernement révolutionnaire suspende la terreur et applique, au contraire, la Constitution démocratique de 1793.

C'est aussi pourquoi ils furent les premières victimes de la Terreur, victimes de la Gauche. A cet égard, notre propre époque peut fournir de nombreux exemples d'une expérience semblable — depuis la Russie stalinienne jusqu'à l'Iran de Khomeiny. Il semble que le Hamlet révolutionnaire ne puisse pas comprendre le machiavélien Fortinbras. Mais si c'est vrai, Fortinbras ne peut

51. Archives de la Loire Atlantique, 1 M 64-65.

52. *L'Ami du Peuple*, n°17, 30 août 1793.

53. *Ibid.*, n° 22, 11 septembre 1793.

54. *Ibid.* n°24, 15 septembre 1793.

pas non plus comprendre Hamlet. Les Enragés ont aidé à forger le glaive de la loi, pensant que son tranchant ne serait utilisé que contre les contre-révolutionnaires de droite. Malheureusement, comme nous l'avons vu, un gouvernement révolutionnaire peut frapper avec cette arme aussi bien à gauche qu'à droite. Car, comme nous le rappelle Saint-Just, « personne ne peut gouverner innocemment ».

Jean Marc Schiappa

Sur le communisme de la conjuration pour l'égalité

La question essentielle concernant la Conjuración des Egaux dirigée par Babeuf est, bien sûr, celle de sa caractérisation. Etait-ce la première tentative politique de l'histoire de France d'inscrire le communisme dans la réalité sociale ? S'agit-il donc d'un fait majeur de l'histoire du Directoire au même titre que la spéculation financière, la guerre, la montée du militarisme, c'est-à-dire la victoire politique de la bourgeoisie ou bien est-ce un symbole intéressant parce qu'à l'enchevêtrement des idées de la Révolution et du socialisme ?

Pour F. Furet, il s'agit du « dernier sursaut du jacobinisme »¹ ; d'ailleurs, « dans l'historiographie de la Révolution française, Babeuf occupe une place hors de proportion avec la part qu'il y a prise »². Pour C. Mazauric, au contraire, il faut insister sur « tout ce que le babouvisme et après lui le néo-babouvisme de 1830 ont apporté de positif et de négatif à l'idéologie ouvrière en France et *a fortiori* au travers de la Commune de Paris, au mouvement socialiste et communiste mondial »³ et c'est l'aspect « prophète » de Babeuf qui importe⁴. Alors, que sont le babouvisme et la Conjuración des Egaux ? Un sursaut du jacobinisme ou un apport au mouvement ouvrier du 19^{ème} siècle ? Une survivance ou une anticipation ? Arrivé à ce stade, ce n'est plus Gracchus Babeuf dont on parle mais Janus Bifrons, un visage tourné vers le passé, un visage tourné vers le futur, mais rien, aucune épaisseur, aucune substance pour le présent. Ceci est explicitement indiqué par R.M. Andrews : la conjuration serait le fait « d'hommes écartelés entre un passé mort et un avenir imaginaire, d'hommes sans présent »⁵. C'est pourtant le présent de ces hommes et de leurs contemporains qu'il faut d'abord représenter.

1. F. Furet - D. Richet, *La Révolution française*, éd. 1973, p. 347.

2. F. Furet, article « Babeuf » in F. Furet - M. Ozouf, *Dictionnaire critique de la Révolution française*, Paris 1988, p. 199.

3. C. Mazauric, *Sur la Révolution française*, Paris, rééd. 1988, p. 43.

4. C. Mazauric, *Babeuf, écrits*, Paris, 1988 ; le terme « prophète » est utilisé page 12 ; « visées prophétiques de Babeuf » page 63 ; « personnage attachant, prophétique » page 71.

5. R.M. Andrews, « Réflexions sur la conjuration des Egaux » in *Annales E.S.C.*, 1974, n° 1, p. 105.

Coup d'oeil sur le Directoire en 1795-96

L'histoire de la Conjuraction commence en fait avec la place que reprennent entièrement les propriétaires dans les faits et dans les textes (constitution de l'an III) avec l'instauration du Directoire sur la base de la constitution de l'an III. Comme le précise Suratteau, « la propriété va être la pierre de touche du texte constitutionnel, ce sont les propriétaires qui vont diriger de façon autoritaire ce régime libéral »⁶. Le développement de l'industrie capitaliste commença en fait sous le Directoire. Ce développement fut permis par une gigantesque spéculation financière notamment avec les mandats territoriaux.

Les assignats, monnaie révolutionnaire, étaient totalement discrédités (1 % de leur valeur nominale au début du Directoire), une nouvelle monnaie fut créée qui était entièrement gagée par la vente des biens nationaux réquisitionnés sur les ennemis de la nation ; le mandat devant remplacer l'assignat, un taux d'échange entre l'un et l'autre fut fixé. On comprend comment la spéculation fut possible : il suffisait d'acheter dans une monnaie et revendre dans l'autre pour modifier sa richesse dans des proportions considérables. Entre de très multiples exemples, citons une maison estimée à 25 000 francs qui fut vendue à un particulier 540 francs payés en mandats. Ce fut la mise au « pillage de la république »⁷. L'écrasement des sans-culottes en prairial an III avait cassé toute possibilité d'une solution plus ou moins favorable aux pauvres. Mais la politique du Directoire créait aussi les conditions d'une mobilisation des « pauvres gens » par les défenseurs de l'économie dirigée, c'est-à-dire surtout les babouvistes. « Les anciens militants qui furent les plus réceptifs à la propagande babouviste appartenaient... surtout aux couches les plus socialement vulnérables qui dépendaient du capital marchand, et qui, déçues par la Révolution, étaient les plus sensibles aux théories égalitaires »⁸.

Marx a analysé la genèse du capital industriel : « dès leur naissance, les grandes banques, affublées de titres nationaux n'étaient que des associations de spéculateurs privés s'établissant à côté des gouvernements et, grâce aux privilèges qu'ils en obtenaient, à même de leur prêter l'argent du public »⁹. Sans la nommer, Marx raconte ici l'histoire financière du Directoire. C'est dès les premiers jours de l'an IV que la première tentative de création d'une banque prétendument nationale avorte sous la double opposition de Lindet, ancien membre du Comité de Salut public, et des démocrates renforcés par le journal de Babeuf. Des députés liés aux banques déclarent que Lindet sera « arrêté ou déporté »¹⁰ suite à cette affaire. Quand on constate une telle violence contre un

6. J.R. Suratteau « Le Directoire, comme modèle de régime ou mode de gouvernement » in *Actes du colloque Mathiez-Lefebvre*, Paris, 1978, p. 383.

7. A. Mathiez, *le Directoire*, Paris, 1935, p. 108.

8. R. Monnier, A. Soboul, *Répertoire du personnel sectionnaire parisien en l'an II*, Paris, 1985, p. 25.

9. K. Marx, *Le Capital*, livre 1, chapitre XXXI, Ed. Sociales, 1977, p. 551.

10. R. Montier, *Robert Lindet*, p. 339.

homme, somme toute du sérail politique, on entrevoit déjà l'échafaud de Vendôme pour les conspirateurs communistes.

La stricte chronologie fait ressortir « le lien entre l'échec du mouvement babouviste, le cours de la vente des biens nationaux, les « débauches bourgeoises » du Directoire et la victoire du bonapartisme »¹¹ : 30 pluviôse (19 février), abandon des assignats ; 3 ventôse, échec du projet de banque nationale ; 9 ventôse, fermeture du club du Panthéon où les babouvistes, influents, menaient une virulente campagne pour la défense des assignats et la distribution des biens nationaux aux défenseurs de la patrie, contre les banquiers ; 28 ventôse (18 mars), création des mandats territoriaux ; 13 germinal (30 mars), constitution du directoire secret babouviste pour regrouper les démocrates. Ajoutons que, le 29 floréal, « il y eut un coup de théâtre sous la forme d'un message du Directoire qui, bien avant que le mandat eut été mis en circulation effectivement, déclarait qu'il fallait l'abandonner, attendu qu'il s'était déjà effondré, qu'on allait commencer la vente des biens nationaux »¹² ; le 29 floréal : Babeuf, Buonarroti et leurs amis sont arrêtés depuis une semaine ! « L'on observera bientôt... le redéploiement des capitaux engagés dans la spéculation vers les activités productives »¹³.

Le journal *Le Tribun du peuple* qui stigmatise le Directoire, son « système d'avilissement » de l'assignat, sa décision « d'enlever les aides aux indigents » alors que « tout le monde est indigent d'après ce régime-ci, excepté la poignée d'agioteurs et de coquins qu'il protège », est lu au Club du Panthéon, seul club d'opposition démocratique dans les premiers jours de 1796, qui sera fermé suite à cette affaire. Cette question de la spéculation est appréhendée non seulement par la direction de la Conjuraction mais aussi par son échelon subalterne : ainsi Bouilhon de Sète, le 14 ventôse, écrit à Babeuf : « Tous les ouvriers journaliers ne sont payés qu'en assignats et, lorsqu'ils veulent acheter du pain, de la viande, de l'huile et du vin, ils n'en trouvent pas avec cette monnaie nationale... La perfidie est si grande que ceux-là même qui ne payent leurs ouvriers journaliers qu'en assignats ne veulent vendre leurs denrées ou marchandises qu'en écus et au moment où ils doivent payer les journées de leurs ouvriers, ils vont agioter quelque peu d'écus contre les assignats dont ils ont besoin »¹⁴.

Comme on peut l'imaginer, la masse de la population vivait dans une situation proche de la misère totale et généralisée ; les secours gouvernementaux qui allaient bientôt cesser ne suffisaient plus et on ne comptait plus le nombre de suicides, de morts de faim et de malnutrition etc.

11. V. Daline, *Gracchus Babeuf à la veille et pendant la grande Révolution française (1785-1794)*, Moscou, 1976, p. 13.

12. G. Lefebvre, *La France sous le Directoire*, Paris, 1978, p. 129.

13. J.C. Perrot, « Voies nouvelles pour l'histoire économique de la révolution » in *Actes du colloque Mathiez-Lefebvre*, p. 118.

14. M.A. Iafelice, « Le babouvisme en province. Les abonnés méridionaux au *Tribun du Peuple* » in *Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches Marxistes* (ex Institut Maurice Thorez), n° 17, 1984, p. 94-114.

La Conjuraton a-t-elle été dangereuse pour l'ordre directorial ? A-t-elle constitué une réelle menace ? Il convient de laisser ici la parole à l'organisme le mieux habilité pour répondre : le Directoire exécutif lui-même, qui a parlé dans le langage le plus clair, celui de la répression. Une unité militaire à composition plébéienne, la Légion de Police de Paris, travaillée par les babouvistes, se mutina ; les Egaux ne purent généraliser cette rébellion et la répression fut sauvage : 17 soldats fusillés ; des dizaines d'autres condamnés aux fers. Après l'arrestation de Babeuf, nouvelle tentative d'insurrection babouviste au camp militaire de Grenelle ; on estime à plus d'une vingtaine le nombre de militants tués et 30 autres démocrates furent fusillés dans la foulée. Près de soixante-dix morts avant même l'ouverture du procès de Babeuf. Soit très précisément le double du nombre de victimes en prairial an III, qui fut nommé « la défaite des sans-culottes »¹⁵. N'est ce pas particulièrement éclairant sur l'ampleur de la Conjuraton ?

Les historiens et la conjuration

Le premier point du débat historiographique se situa sur la question du communisme de Babeuf et de ses proches camarades. Après de multiples débats et, essentiellement, grâce aux travaux de Dommanget, de Daline et de Lefebvre, il a bien fallu reconnaître le communisme de Babeuf et celui des dirigeants de la conjuration comme Maréchal, Buonarroti ou Germain¹⁶. C'est un des grands mérites du chapitre « Babeuf dans la littérature historique » de l'ouvrage de Daline¹⁷, remarquable étude historiographique que l'on peut reprendre, mot pour mot, vingt-cinq ans après sa rédaction. Les arguments de Mathiez sur le communisme de Babeuf qui serait un « fronton rapporté » par dessus la politique robespierriste, les considérations sur le communisme « de consommation et non de production » (Willard) « économiquement rétrograde » (Mazauric) caractérisé par le « pessimisme économique » (Dautry), tout cela, après Daline, est désormais relégué. Le débat semble s'être déplacé : puisque ce n'est pas le communisme de « l'élite présumée du mouvement » (Andrews) qui est contesté, ce sera l'influence de cette « élite » sur le mouvement.

15. K.D. Tonesson, *La défaite des sans-culottes*, Oslo, rééd. 1978.

16. M. Dommanget, *Babeuf et la conjuration des Egaux*, Paris 1922, rééd. 1970 ; *Sur Babeuf et la conjuration des Egaux*, Paris 1970 ; Sylvain Maréchal, *l'Egalitaire...*, Paris, 1950 ; V. Daline, *Gracchus Babeuf à la veille et pendant la grande Révolution française (1785-1794)*, Moscou, 1976 ; G. Lefebvre « Où il est question de Babeuf » et « Les origines du communisme de Babeuf » in *Etudes sur la Révolution française*, Paris, 1954 ; à noms, il faut ajouter celui de l'historien italien A. Saitta d'une biographie de Buonarroti (*Filippo Buonarroti, contributi alla storia della sua vita et del suo pensiero*, Roma, 1950) toujours inédite en français depuis 1950 (!) et d'un recueil sur Babeuf et Buonarroti dont on craint que la médiocre qualité de l'édition française ne le laisse inédit pour de longues années. Sur Germain, voir également l'étude de R. Legrand, *Babeuf et ses compagnons de route*, Paris 1981, pp. 375-395.

17. V. Daline, *op.cit.*, pp. 7-41.

Andrews estime qu'on ne trouve « aucun indice de l'adhésion au socialisme des agents d'arrondissements »¹⁸ : aucun indice, à moins de lire la correspondance des agents d'arrondissements Morel, Monroy, Pâris, Bodson, Guilhem, etc, où l'attachement à la doctrine babouviste éclate.

Ce n'est pas « un mouvement communiste de masse » dit Mazauric¹⁹ qui polémique ainsi avec Marx, caractérisant la conjuration comme un « parti communiste réellement agissant »²⁰. La conjuration fut-elle « une sorte d'alternative de gauche, d'ailleurs plus verbale que réelle »²¹, comme le pense Mazauric ? Notons, au passage, ce parallèle entre l'opposition « verbale » de Mazauric et le « culte du geste et de la parole vantarde » attribué par Andrews²² à la conjuration. Mais le Directoire a répondu avec des balles et des guillotines, jugeant ainsi de la réalité de la tentative babouviste.

Pour Wartelle, enfin, avec « les babouvistes du Pas-de-Calais... on est plus près de l'idéal sans-culotte que des propos communistes »²³ ; pour Legrand, « nombreux étaient les conjurés qui voulaient seulement renverser le gouvernement, et non changer la société » ; il cite six communistes (pas un de plus !) auxquels « il convient d'ajouter Germain et Pâris »²⁴. On passe donc d'un doute sur le communisme de tel ou tel dirigeant à un doute sur le communisme de l'ensemble du mouvement.

Quelques mots sur le communisme de la Conjuraton

Reprenons les écrits de Babeuf et de la Conjuraton, notamment le document *Analyse de la doctrine de Babeuf*, document majeur diffusé et affiché à profusion tant à Paris qu'en province : « Nul n'a pu, sans crime, s'approprier

18. R.M. Andrews, « Réflexions sur la conjuration des Egaux », *Annales E.S.C.*, 1974, n° 1, pp. 73-106.

19. C. Mazauric, « Du nouveau sur le mouvement babouviste » *Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches Marxistes*, n° 17, 1984, pp. 87-93.

20. K. Marx « la critique moralisante et la morale critique » *Marx-Engels Textes 1842-1847*, Ed. Spartacus Paris, p. 103.

21. C. Mazauric, *art.cité*, p. 92.

22. R.M. Andrews, *art.cité*, p. 99.

23. F. Wartelle, « Babeuf, babouisme et mouvement populaire dans la France du nord en l'an II et en l'an IV » in *Cahiers d'histoire de l'Institut de Recherches Marxistes*, n° 18, 1984 p. 171. On peut noter qu'il interroge : « Le babouisme est-il une *surimposition artificielle* (souligné par nous comme ce qui suit NDLR) inadaptée à la conjoncture politique et aux mentalités ? » (p. 148) ou qu'il conclut « La conspiration n'apparaît pas ici (dans le Nord NDLR) comme elle a pu apparaître, *artificiellement plaquée* sur un mouvement populaire laminé depuis l'échec des insurrections de prairial. Et les conjurés eux-mêmes étaient conscients de cette *singularité* du nord de la France » (pp 168-169) ; ou encore, « la greffe du babouisme comme idéologie communiste avait, semble-t-il, été un échec... » (p. 170).

24. R. Legrand, *op. cité*, p. 258 ; en relevant ici un désaccord avec R. Legrand, qu'il nous soit aussi (et surtout) donné l'occasion de noter la grande qualité de ses recherches qui sur de multiples points ont sensiblement modifié la connaissance de Babeuf et ses siens.

exclusivement les biens de la terre ou de l'industrie »²⁵ ; quelque mois auparavant, dans le *Manifeste des Plébéiens*, publié dans son journal et qui fonde, en quelque sorte, sa tentative, Babeuf écrit que « le prétendu droit d'aliénabilité (des propriétés NDLR) est un crime popuicide » et qu'il faut « établir l'administration commune » et « supprimer la propriété particulière »²⁶. On pourrait multiplier à loisir les exemples. Aucun ambiguïté donc sur ce qu'écrit la conjuration et ce dont elle entend convaincre les masses.

On considère aussi que les Egaux se préoccupèrent plus de la Constitution de 93 (ou du régime robespierriste) que du communisme. Ceci se trouve sous la plume d'Andrews, « La Conspiration ne semble nullement avoir dépassé les images conjointes de la Constitution de 1793 et du régime de l'an II »²⁷. Andrews est rejoint - presque dans les mêmes termes - par Iafelice pour qui le programme babouviste c'est, « prioritairement », « le retour à la Constitution de 1793 et à la démocratie politique de l'an II »²⁸.

Mais les Egaux, s'ils soutenaient inconditionnellement la Constitution de 1793, aux incontestables qualités démocratiques, contre celle de 1795, éminemment bourgeoise, n'étaient pas bouche bée devant la première²⁹. Babeuf considère cette Constitution de 1793 comme un « grand acheminement » vers « le plus haut degré de bonheur social » (*Tribun du peuple*), ce qui est explicitement une réserve. Des réserves tout aussi importantes sont exprimées par Buonarroti (« les vieilles et désespérantes idées sur le droit de propriété » sont contenues dans la Constitution de de 1793). Les babouvistes, « l'insurrection une fois victorieuse... sont fermement décidés à ajourner toute application immédiate de cette Constitution de 1793 »³⁰.

Là encore, il faut revenir aux écrits des Egaux car on peut lire dans une note de Guilhem, agent d'arrondissement : « Des braves sans-culottes que j'emploie dans les sections respectives de mon arrondissement pour faire des prosélytes m'ont dit hier et aujourd'hui que les principes contenus dans cet écrit (*l'analyse de la doctrine de Babeuf*, NDLR) étaient un mobile beaucoup plus grand pour faire agir le peuple que l'appât de la Constitution de 93 elle-même. Enfin, disent les bonnes gens, nous voyons (sic) qu'on va s'occuper de nous et que nous aurons quelque chose cette fois. Je ne perdrai pas de vue ces heureuses dispositions »³¹. C'est le témoignage d'un (parmi d'autres) agent d'arrondissement actif, non seulement sur ce qu'il pense, lui, de la doctrine des Egaux, mais sur ce qu'en pensent ses soutiens, ses « prosélytes », indiquant

25. Document cité par Buonarroti in *La Conspiration pour l'Egalité dite de Babeuf*, Paris 1957, t. 2, pp. 99-107.

26. « Le Manifeste des Plébéiens, M. Dommanget *Pages choisies de Babeuf*, Paris, 1935, pp. 250-265.

27. R.M. Andrews, *art. cité*, p. 104.

28. M.A. Iafelice, *art. cité*, p. 114.

29. M. Dommanget, « les Egaux et la Constitution de 93 », *op. cité*, pp. 174-203 ; ainsi que les citations qui suivent.

30. *Ibidem*, p. 203.

31. *Suite de la Copie des pièces saisies*, p.105.

l'étendue et la profondeur de la propagande babouviste dans les masses parisiennes.

Une question importante développée par les babouvistes est celle de la restitution des propriétés usurpées : Les Egaux se prononcent, y compris dans leurs discours publics, pour « rendre au peuple ce qui appartenait au peuple »³², ou encore pour « que le peuple déclare qu'il entend avoir la restitution de tous ces vols, de ces honteuses confiscations des riches sur les pauvres »³³, ou « le peuple ne pille point : les pillards, ce sont les riches accapareurs, les Gouvernants... mais le Peuple saura se faire restituer ce qui lui appartient légitimement »³⁴. Comment ne pas penser à l'expropriation des expropriateurs dont parle Marx³⁵ ? Peut-être le babouisme est-il une forme de l'égalitarisme (aussi appelé loi agraire), c'est-à-dire du partage du sol en parcelles égales ? Babeuf répond sans ambiguïté : La loi agraire ne peut durer qu'un jour ; dès le lendemain de son établissement, l'inégalité se remonterait ; lors d'une discussion du directoire secret, il la qualifie même de « sottise »³⁶. Pourtant, Marx et Engels qualifient le babouisme « d'égalitarisme grossier »³⁷. Cette définition est reprise par Furet et Richet (qu'on est bien surpris de trouver en accord avec Marx et Engels) qui considèrent la doctrine babouviste comme un « égalitarisme de la misère »³⁸. Mazauric est, pour sa part, aussi catégorique : le *Manifeste des Plébéiens* témoigne de « l'égalitarisme niveleur » des babouvistes³⁹. L'historien soviétique Volguine distingue soigneusement égalitarisme et socialisme : le but de l'égalitarisme est d'éliminer « les défauts de la production individuelle tout en conservant son caractère individualiste » ; le socialisme cherche à développer « l'organisation sociale du travail sur la base des moyens sociaux de production »⁴⁰.

Pourquoi Marx et Engels qui connaissaient ces distinctions ont-ils paru ambigus ? Il faut reprendre ce qu'écrivait Engels en 1885 à propos de l'histoire de la Ligue des Communistes (donc dans la période de rédaction du *Manifeste*) ; il parle du « communisme ouvrier allemand, inspiré des réminiscences de Babeuf, qui ce développait à cette époque même à Paris ; la communauté des biens (mot d'ordre babouviste NDLR) était réclamée comme une conséquence nécessaire de l'égalité » (souligné dans le texte) et Engels précise « par communisme égalitaire, je n'entends, comme je l'ai déjà dit, que le communisme qui s'appuie exclusivement ou surtout sur la revendication de

32. Discours du babouviste Robin, Ph. Le Duc *Histoire de la Révolution dans l'Ain*, 18, tome VI, p. 210.

33. Babeuf dans « le manifeste des Plébéiens ».

34. « Le Cri de l'indignation du peuple français » in J.M. Schiappa « deux inédits de la Conspiration des Egaux », *A.H.R.F.* n° 2, 1986.

35. K. Marx, *Le Capital*, livre 1, chapitre XXXII, p. 557.

36. *Le Tribun du Peuple*, n° 35.

37. K. Marx et F. Engels, *Le manifeste du Parti Communiste*, Ed. Sociales, Paris, 1976, p.67.

38. F. Furet et D. Richet, *op. cit.*, p. 345.

39. C. Mazauric, *Babeuf, écrits*, 1988, p. 276.

40. V. Volguine cité par Daline, *op. cit.*, p. 112 (en effet, l'étude est inédite en français !).

l'égalité »⁴¹. Aucune ambiguïté donc quand Marx et Engels qualifient d'égalitarisme le babouvisme : il s'agit pour eux du communisme mettant au premier plan la revendication d'égalité et non d'une doctrine prônant le partage des biens, du socialisme « de partageux » comme l'on dira.

Les raisons de l'échec

Mazauric explique l'échec des Egaux par « l'idée de complot »⁴² mais « la « conspiration » était beaucoup plus une révolution ouvertement préparée qu'un complot »⁴³. Cette appréciation de Lehning est à contre-courant de nombreuses études qui parlent indistinctement de « complot », de « conspiration », de « conjuration ». Soboul indique : « Quant à l'organisation de la Conspiration, la mutation paraît moins nette qu'on ne l'a souvent dit, par rapport aux méthodes jusque-là caractéristiques de l'action révolutionnaire, qu'elle ait été sans-culotte ou jacobine. Conspiration organisatrice par excellence, a-t-on affirmé. Sans doute, mais débouchant sur une insurrection populaire, non sur un coup d'Etat ou sur un coup de main »⁴⁴. Pour certains, Babeuf est le « précurseur de la technique du coup d'état »⁴⁵ ou il « élabore la théorie du putsch révolutionnaire »⁴⁶. D'ailleurs, Soboul souligne qu'il existe « quelque exagération à faire dériver la pratique blanquiste de la théorie babouviste »⁴⁷. Par là même, il scie la confortable planche où sont installés de nombreux chercheurs qui estiment que « Blanqui est le disciple de Babeuf »⁴⁸.

Quant aux raisons de l'échec, ne s'agit-il pas d'une difficulté organique qui renvoie à l'imaturité des conditions objectives, permettant une victoire de la tentative communiste ? Il est très significatif de noter que Marx et Engels donnent toujours, à part égale, deux raisons à l'échec de la conjuration : « Le complot communiste ne réussit pas parce que le communisme d'alors était lui-même encore très grossier et superficiel et que, d'un autre côté, l'opinion publique n'était pas encore assez avancée »⁴⁹ et « les premières tentatives directes du prolétariat... échouèrent nécessairement, tant du fait de l'était embryonnaire du prolétariat lui-même que du fait de l'absence des conditions matérielles de son émancipation »⁵⁰. On est loin du « facteur essentiel (souligné par nous NDLR) de l'effondrement [qui] réside dans la nature même du mou-

41. F. Engels, « Quelques mots sur l'histoire de la ligue des communistes » (8 octobre 1885) K. Marx - F. Engels, *La première Internationale*, Ed. Spartacus, Paris, p. 12 et n° 1, p. 13.

42. C. Mazauric, *Babeuf et la conspiration pour l'Egalité*, Paris, 1962, p. 220.

43. A. Lehning, *Colloque de Stockholm*, p. 140.

44. A. Soboul, « Problèmes de l'Etat révolutionnaire », *Comprendre la Révolution*, pp.102-103.

45. R. Legrand, *op. cit.*, p. 247.

46. F. Furet - D. Richet, *op. cit.*, p. 345.

47. A. Soboul, *ibidem*.

48. J. Lépine, *Babeuf*, Paris, p. 248.

49. F. Engels, « progrès de la réforme sociale sur le continent », *Sur la Révolution française, écrits de Marx et Engels*, anthologie de C. Mainfroy, Paris, 1985, p. 41.

50. K. Marx et F. Engels, *Le Manifeste du Parti Communiste*, Ed. Sociales, Paris, 1976, p. 67.

vement babouviste » selon Mazauric⁵¹. Le facteur « essentiel » n'est pas à l'intérieur, mais à l'extérieur de la conjuration : la faiblesse des conditions objectives, un contexte de réaction, d'atonie et de misère. D'ailleurs, l'importance donnée aux conditions objectives quant à l'échec du babouvisme par Engels ne s'est jamais démentie (ce qui n'est pas étonnant pour un matérialiste). Ainsi dans *l'Anti-Dühring*, il parle de la « tentative insensée de Babeuf de sauter immédiatement du Directoire au communisme, car le Directoire était tout de même un gouvernement bourgeois et paysan »⁵².

Marx et Engels

Revenons à Marx : La première apparition d'un parti communiste réellement agissant se produit dans le cadre de la révolution bourgeoise, au moment où la monarchie constitutionnelle vient d'être mise de côté »⁵³. Et Marx cite « en Angleterre, les Niveleurs, en France, Babeuf, Buonarroti ». Cette idée a été reprise et reprise par Engels dans *l'Anti-Dühring* : « Dès sa naissance, la bourgeoisie était grevée de son contraire ; les capitalistes ne peuvent pas exister sans salariés et à mesure que le bourgeois des corporations du moyen âge devenait le bourgeois moderne, dans la même mesure le compagnon des corporations et le journalier libre devenaient le prolétaire »⁵⁴.

C'est donc le processus même du développement économique qui fait surgir tout naturellement le contraire de la bourgeoisie ; rien d'artificiel. « On vit... à chaque mouvement bourgeois se faire jour des mouvements indépendants de la classe qui était la devancière plus ou moins développée du prolétariat ». Pour Engels, il s'agit donc d'une constante que le surgissement d'un mouvement « prolétariat » au sein même du processus révolutionnaire bourgeois. On peut noter, d'une part, que le *Manifeste du parti Communiste* qui parlait de « prolétariat » (quasiment au sens romain du terme) à propos de la tentative de Babeuf se voit précisé : Engels parle de « la classe plus ou moins devancière du prolétariat » ; d'autre part, le mouvement indépendant a lieu dans la révolution bourgeoise mais pas à n'importe quel moment, « au moment où la monarchie constitutionnelle vient d'être mise de côté », après la victoire de la révolution.

Ainsi, au temps de la Réforme et de la Guerre des Paysans en Allemagne, la tendance de Thomas Münzer ; dans la grande Révolution anglaise, les Niveleurs ; dans la grande Révolution française, Babeuf ». Engels poursuit : « la revendication de l'égalité ne se limitait plus aux droits politiques, elle

51. C. Mazauric, *Babeuf et la Conspiration pour l'Egalité*, Paris, 1962, pp. 219-220.

52. F. Engels, *Anti-Dühring*, Ed. Sociales, Paris, 1977, p. 384.

53. Voir note 20.

54. F. Engels, *Anti-Dühring*, p. 134.

devait s'étendre aussi à la situation sociale des individus ; ce n'étaient plus les privilèges de classe qu'on devait supprimer, mais les différences de classes elles-mêmes ». N'est ce pas la démarche même d'un ancien noble comme Antonelle, dirigeant de la Conjuración, écrivant que « la nature n'a pas fait plus de propriétaires que de nobles » qui est retracée ici ⁵⁵ ? Après avoir rejeté avec force la société par ordres d'avant 1789, il avait par là-même rejeté toute division en classes sociales. « Les revendications bourgeoises d'égalité sont accompagnées de revendications prolétariennes d'égalité... les prolétaires prennent la bourgeoisie au mot : l'égalité ne doit pas être établie seulement en apparence, seulement dans le domaine de l'Etat, elle doit l'être aussi réellement dans le domaine économique et social ».

Sans l'avoir probablement connu, Engels se fait ici l'écho d'un texte de Babeuf de 1791, dans lequel Babeuf écrit « Qui peut tenir à une égalité nominale ?... Je comprends bien combien il serait difficile de faire accepter tout d'un coup un système d'égalité générale, mais l'égalité des droits étant admise, si l'on ne veut pas qu'elle soit pure déception, il faut bien commencer par la mettre en pratique quelque part » ⁵⁶. Engels écrit plus loin : « Et surtout depuis que la bourgeoisie française à partir de la grande révolution a mis au premier plan l'égalité civile, le prolétariat français lui a répondu coup pour coup en revendiquant l'égalité économique et sociale ; l'Egalité est devenue le cri de guerre spécialement du prolétariat français » ⁵⁷. Engels reprend ici la tradition babouviste : il ne s'agit plus de la revendication de l'égalité, mais du « cri de guerre de l'Egalité », c'est-à-dire comme l'écrivait le *Tribun du Peuple*, de « l'Egalité pure et sans taches ».

Des millions d'hommes et de femmes ne pouvaient être mobilisés au nom de l'égalité sans que cette revendication ne fut prise au sérieux. Les restrictions apportées à cette égalité (même formelle, même seulement civique) entraînaient inévitablement la partie la plus dure, la plus résolue (et qui n'avait été ni réduite par la contre-révolution blanche ou les querelles intestines de la révolution ni démoralisée) à continuer à se réclamer de l'égalité et à chercher non seulement à la défendre, mais aussi à la développer. Parce qu'il a compris la place incomparable de l'égalité dans la conjuration, Georges Lefebvre a pu donner la meilleure définition du babouisme, « démocratie communiste seule capable de réaliser pleinement l'égalité des droits » ⁵⁸ ; « en ce qui concerne l'égalité, Babeuf et ceux qui prirent part à sa conspiration tirèrent des idées de la démocratie de 1793 les conclusions les plus poussées qui pouvaient l'être à l'époque » ⁵⁹.

55. Antonelle, « observations sur le droit de cité », *Le Tribun du Peuple*, textes présentés par A. Saitta, Paris, 1969, p. 196.

56. M. Dommanget, *Babeuf, Pages choisies*, pp. 152-161.

57. F. Engels, *op. cit.*, p. 134.

58. G. Lefebvre, *Etudes sur la Révolution française*, Paris, 1954, p. 443.

59. F. Engels, « Das fest der Nationen in London », cité par G. Bloch (pp. 627-628) dans son édition de la *Vie de Karl Marx* de Mehring.

Mazauric falsifie Marx

Mazauric affirme : « Marx écrit à propos des babouvistes et d'autres utopistes : A l'activité sociale, ils [avaient substitué] leur propre ingéniosité, aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions fantaisistes » ⁶⁰. Il ne donne pas de références, ce qui est très rare chez lui. Or, ce passage est tiré du Manifeste du Parti Communiste et de son chapitre « littérature socialiste et communiste », plus précisément de la partie « le socialisme et le communisme critico-utopiques ». Mais il y a un problème, ô une babiole, une paille ! Marx écrit l'exact inverse de ce que lui fait dire Mazauric.

Reprenons dans le détail ce passage parce que le problème est d'importance. Nous suivrons ici l'édition des Editions Sociales de 1976.

Marx et Engels (et non Marx tout seul) écrivent :

« Il ne s'agit pas ici de la littérature qui, dans toutes les grandes révolutions modernes, a formulé les revendications du prolétariat (écrits de Babeuf) » ⁶¹.

Après cette phrase, suit un paragraphe dans lequel Marx et Engels expliquent pourquoi les premières tentatives du prolétariat... échouèrent nécessairement.

C'est après, après seulement, dans le paragraphe suivant, que commence la critique des « systèmes de Saint-Simon, de Fourier, d'Owen » et s'ensuit un paragraphe dans lequel nos auteurs estiment que les « inventeurs de ces systèmes » « n'aperçoivent aucune activité autonome » du prolétariat.

Paragraphe suivant :

« ils (toujours Saint-Simon, Fourier, Owen NDLR) n'aperçoivent pas davantage les conditions matérielles de l'émancipation du prolétariat ».

Paragraphe suivant, enfin :

« A l'activité sociale doit se substituer leur (toujours donc Saint-Simon, Fourier, Owen) propre ingéniosité ; aux conditions historiques de l'émancipation, des conditions imaginaires ».

Il n'y a donc aucune ambiguïté : ceux qui sont visés par Marx et Engels comme utopistes sont les inventeurs des systèmes, Saint-Simon, Owen, Fourier, et non Babeuf, qui fait explicitement l'objet d'un traitement particulier, d'un paragraphe distinct. Là où Marx et Engels écrivent « nous NE parlons PAS... de Babeuf », Mazauric dit « Marx écrit A PROPOS DE Babeuf... ». Marx et Engels disent « blanc », Mazauric leur fait dire « noir ». Mazauric méconnaît-il cet extrait ? Point du tout ! Dans la même étude, il en cite fort correctement la première phrase : « Il ne s'agit pas ici de la littérature qui dans les grandes révolutions modernes a formulé les revendications du prolétariat (écrits de Ba-

60. C. Mazauric, *Sur la Révolution française*, Paris, 1970, rééd. 1988, p. 157.

61. K. Marx et F. Engels, *Manifeste du Parti Communiste*, Ed. Sociales, Paris, 1976, pp. 67-68.

beuf etc) » (Cf *Manifeste du Parti Communiste*, « le socialisme et le communisme critico-communiste ») »⁶².

C'est purement et simplement une falsification que commet Mazauric. Comment ne pas noter que le secrétaire général du Parti Communiste Français, Georges Marchais, dans le livre qu'il a signé⁶³, assimile également Babeuf et les socialistes utopistes. Pourquoi cette insistance ? Il s'agit de marquer du sceau de l'utopie celui qui s'est dressé contre la réaction thermidorienne, celui dont l'Opposition de Gauche, Trotsky et Rackovsky en tête, se sont inspirés pour chercher à comprendre le processus de dégénérescence bureaucratique de l'URSS et du parti bolchevique. Les utopistes, ce furent Babeuf et aussi ceux qui s'opposèrent à Staline. Les scientifiques, les réalistes ce furent Staline et les siens ; la réaction c'est le réalisme ! On reconnaît là l'antienne stalinienne classique.

En guise de conclusion

C'est ainsi qu'on peut considérer qu'une réaction à la réaction était obligée. Parce qu'elle tendait à opérer une synthèse des combats révolutionnaires antérieurs (pour cela, il ne pouvait s'agir d'un « retour à 1793 », pas plus d'ailleurs qu'une réédition de Prairial an III), cette contre-réaction ne pouvait se tenir sur le même terrain que la réaction première. Le terme de « catalyseur » utilisé par Andrews et par Iafelice⁶⁴ pour caractériser la place de la réaction thermidorienne dans le processus de la conscience révolutionnaire est impropre, car il nie toute interaction des phénomènes, en réduisant l'un d'entre eux (et lequel !) au simple fait de révélateur. La réaction étant bourgeoise (ou propriétaire), rejetant jusqu'à l'égalité formelle, la contre-réaction sera « prolétarienne » (au sens large), cherchant l'Égalité Parfaite, donc communiste. En ce sens, l'opposition communiste à la réaction bourgeoise n'était ni « plaquée artificiellement » (Wartelle), ni « sans présent » (Andrews), mais inévitable ; même si la forme n'était nullement inscrite à l'avance et découlait de la rencontre entre un homme et une situation ; un homme attaché aux conditions concrètes de vie des gens humbles, communiste depuis longtemps, révolutionnaire de la première heure et toujours acharné au prosélytisme, dans une situation où la révolution la plus ardente laissa brutalement place à la contre-révolution non moins ardente. Dans cette situation, non sans courage, il fallait tenter de « révolutionner après avoir dérévolutionné » comme l'avait écrit Babeuf.

62. C. Mazauric, *Sur la Révolution française*, p. 152.

63. G. Marchais, *Le Défi démocratique*, Paris, 1973, p. 148.

64. R.M. Andrews, *art. cité*, p. 103 ; M.A. Iafelice *art. cité*, p. 114.

Chroniques

Gilles Vergnon

Je Suis Partout et le cent-cinquantième de 1939

Y a-t-il une lecture fasciste de la Révolution française ?

Les Cahiers Léon Trotsky ont déjà abordé dans leur premier numéro sur la Révolution, le cent-cinquantième de 1939 : Patrick Enreille, étudiant le discours du PCF dans *Les Cahiers du Communisme*, y décelait une « auto-commémoration du stalinisme »¹. Il nous semble intéressant cette fois, alors que sont parus maints ouvrages sur « le fascisme français »², polémique les uns contre les autres sur ses origines intellectuelles, son caractère massif ou marginal, de revenir sur la « lecture » de la Révolution française que l'on trouve dans *Je Suis Partout* en 1939.

Cet hebdomadaire, initialement maurassien, est dirigé de 1930, date de sa création, à 1937, par Pierre Gaxotte. Ce monarchiste de stricte obédience, secrétaire de Maurras entre 1914 et 1918, est un historien de métier : agrégé d'histoire, directeur de la collection « Les grandes études historiques » chez Fayard, il a publié en 1928 sa version de *La Révolution française*.

En mai 1937, Gaxotte cède sa place de rédacteur en chef de *Je Suis Partout* à Robert Brasillach.

Faut-il y voir un changement d'orientation et une « fascisation » du journal ? Ce n'est pas sûr : le rajeunissement de la rédaction est bien antérieur à la démission de Gaxotte et c'est entre 1932 et 1936 que Pierre-Antoine Cousteau, Georges Blond, puis Lucien Rebatet et Robert Brasillach s'intègrent à l'équipe.

1. *Cahiers Léon Trotsky*, n° 30, juin 1987, pp. 97-102.

2. Il s'agit bien sûr des ouvrages de Zeev Sternhell, *La Droite révolutionnaire 1885-1914. Les origines françaises du fascisme*, et *Ni Droite ni gauche*, Paris 1983. Les thèses de Sternhell ont été contredites par Pierre Milza, *Fascisme français* et Philippe Burrin, *La Dérive fasciste, Doriot, Déat, Bergery*, Paris 1986.

Surtout, c'est en mai 1936, quand Fayard, jusque là éditeur du journal, veut en arrêter la parution, que ces jeunes rédacteurs, en plein accord avec Gaxotte, décident de le reprendre en mains et de continuer. Ils fondent une nouvelle société éditrice et vont gérer eux-mêmes un hebdomadaire dont le ton devient plus agressif.

C'est la naissance de la bande de *Je Suis Partout*, du « soviét » comme disent Brasillach et Gaxotte³, où se retrouvent les noms déjà cités, plus Alain Laubreaux, critique théâtral, Claude Jeantet et le dessinateur Ralph Soupault, ancien de *l'Humanité*. Des « fascistes » ? C'est vrai pour certains, ce n'est pas le cas de tous, même si l'ensemble de la rédaction est confrontée à la « tentation fasciste » caractéristique de l'après 1933 et qui séduit « néo-socialistes » en mutation, « non-conformistes » des années 30 et contre-révolutionnaires traditionnels. Par-delà l'intérêt propre de chacun des articles qui lui sont consacrés, le cent-cinquantième de 1939 peut être considéré comme une sorte de « test » : l'appréciation de la Révolution française permet de mesurer le degré d'imprégnation fasciste du journal et, inversement, la pérennité des thèmes monarchistes classiques. Sur un plan plus général, l'analyse des commentaires de *Je Suis Partout* sur la Révolution permettra de s'interroger sur ce qu'est une lecture « fasciste » de la Révolution française et surtout sur la possibilité d'une telle lecture, différente de l'interprétation maurrassienne.

Pierre Gaxotte et la commémoration officielle du cent-cinquantième

C'est le 24 février 1939 que paraît le premier article de fond. Décrivant les cérémonies officielles à venir, Gaxotte affirme :

« Ce sera gai comme un service funèbre à la synagogue de la rue des Victoires. Naturellement on lira la Déclaration des Droits de l'Homme à la radio et on entendra un peu partout des discours politiques. M. Herriot célébrera le régime qui lui a permis de remplir un ventre si rond. M. Zay honorera d'un souvenir ému les lois qui ont établi sur la nation française la domination de la nation juive. M. Vincent Auriol saluera les assignats et M. Paul Reynaud le tiers consolidé. Les fournisseurs de guerre iront déposer une couronne à la statue de Danton, patron des grands tripoteurs et les staviskyens s'inclineront pieusement devant les grands ancêtres, ceux qui cambriolèrent le garde-meuble et les bijoux de la Couronne »⁴.

3. Gaxotte écrit dans *Je Suis Partout* le 1er mai 1937 : « Robert Brasillach se chargera du journal comme chef de notre soviét amical ». Brasillach note de son côté : « La nouvelle société qui fut organisée quelques mois plus tard ne fit que mieux mettre en valeur les étranges principes du seul soviét qui existe aujourd'hui dans la presse française. Je veux dire le seul journal qui soit en fait dirigé par une équipe et qui appartienne aux collaborateurs » (*Notre Avant-Guerre*, Poche 1973, p.275.)

4. « Et vive la Révolution ! Petit programme pour les cérémonies, » *Je Suis Partout* (plus loin JSP), 24 février 1939.

Gaxotte imagine ensuite un défilé de notables, hauts fonctionnaires et corps constitués qui, chacun, saluent dans la Révolution le point de départ de la décadence française.

Ainsi le vice-amiral célèbre « la fin de la prépondérance maritime de notre pays... la ruine irrémédiable de nos escadres » et boit « à la gloire de 1789 et à notre décadence maritime »⁵. Le président de la Ligue pour la Natalité lève son verre « à la disparition de l'enfance », les ouvriers « à l'avènement de la ploutocratie et à la fin des corporations ».

Puis tombe l'estocade finale :

« Sur le soir arriva un télégramme de Berlin : Suis reconnaissant à révolution de 1789 d'avoir imposé à l'Europe principe des nationalités qui a donné naissance à Grande Allemagne. Adolf Hitler, Führer des 80 millions d'Allemands unis grâce à la Révolution française »

L'article de Gaxotte n'innove en rien par rapport à la critique maurrassienne : on sait que celle-ci caractérisait la Révolution comme une des « trois plaies de la France » avec la Réforme et le Romantisme, germes de décadence et rupture de la continuité française. Le Romantisme permet de raccorder idéalement Révolution française et principe des nationalités qui trouvent leur postérité... chez Hitler et sa « Grande Allemagne ». La malhonnêteté du raisonnement est évidente, à moins de présenter Hitler comme représentatif du mouvement national allemand du XIXe siècle : c'est ce que permet la germanophobie traditionnelle de *l'Action Française* qui reste encore le « meilleur » ciment de ce type d'explications.

Le numéro spécial du 30 juin 1939

Ce numéro, dédié à « ceux qui ont lutté, par tous les moyens, contre la barbarie révolutionnaire et particulièrement aux paysans vendéens morts pour la vérité, ainsi qu'à la haute et sainte mémoire de Charlotte de Corday », mobilise l'ensemble de la Rédaction, toutes générations confondues.

On retrouve sans surprise Pierre Gaxotte qui affirme :

« La Terre est l'essence de la Révolution.. Ce n'est ni un excès à blâmer, ni un expédient de défense, c'est la révolution elle-même, parce que la Révolution est, à son dernier stade, une entreprise d'expropriation et d'extermination »

Reprenant la célèbre formule de Clemenceau sur la Révolution comme « bloc », il en détourne le contenu et conclut :

« La Révolution est un tout qui ne se détaille pas ; les parties en sont exactement liées. Les événements s'engendrent les uns les autres avec une exacte rigueur et une irrégularité »

5. « Les deux moteurs de la Révolution : guerre et inflation », JSP, 30 juin 1939.

futable logique ; elle est horrible, elle n'est pas absurde. Ce que les gens de bien et les timides appellent pudiquement « excès regrettables » est toujours une étape nécessaire, une phase obligée de l'évolution... »

Les « jeunes » collaborateurs du journal s'expriment sur un registre un peu différent. Laisant « l'étude » de la Révolution à Gaxotte, ils préfèrent se consacrer à l'établissement systématique de parallèles entre 1789 et 1939.

Pour Pierre-Antoine Cousteau, « la République, c'est la guerre », et « les judéo-marxistes contemporains n'agissent pas autrement que les gens du *brain-trust* de Mme Roland. »⁶. Assimilant les Girondins de 1792, qui poussent à la guerre contre « le roi de Hongrie et de Bohême » pour démasquer la monarchie, et les « communistes » qui appellent à la guerre antifasciste pour jeter la France dans les bras de Staline (le pacte germano-soviétique n'est pas encore passé par là !), il écrit :

« Ils savent bien que le communisme n'a de chances de succès que si la France fait la guerre, que si la France est battue et ils sont logiques avec eux-mêmes en s'efforçant inlassablement de rendre inévitable la grande catastrophe ».

En effet, pour ce « fasciste pacifiste », la guerre contre les puissances de l'Axe (seul conflit envisageable en 1939) accélérerait encore la décadence française et, lorsqu'il décrit les funestes conséquences des guerres révolutionnaires, il faut lire sous la date de 1792 le conflit auquel toute l'Europe pense en 1939 :

« Du 20 avril 1792, date le déclin de la France dont nous continuons à supporter les conséquences. La France était la nation la plus redoutable d'Europe, sur terre et sur mer, la plus peuplée, la plus riche. Elle sortira de l'aventure révolutionnaire souillée, diminuée, mutilée, avec sa suprématie maritime définitivement anéantie et les meilleurs de ses fils pourrissant dans les charniers, aux quatre coins de l'Europe ».

Cette crainte de la guerre s'explique bien entendu par des raisons « conjoncturelles » (la nature des ennemis potentiels de la France, puissances totalitaires qui suscitent l'admiration de l'extrême-droite, et la nature de ses alliés, anglo-saxons « corrompus » et « moscoutaires ») Il existe aussi des raisons plus profondes, bien dégagées par Pierre Milza : l'appartenance de la France au camp des « nantis », les vainqueurs de 1918, prive le « fascisme français » d'un ressort essentiel, l'agressivité guerrière et expansionniste : puissance affaiblie et déclinante, la France doit défendre ses « acquis » menacés par la guerre et elle aurait tout à perdre et rien à gagner, à la différence de l'Italie et de l'Allemagne, puissances « révisionnistes ». Finalement, on ne peut que constater une curieuse convergence méthodologique entre les lectures de la Révolution que développent *Je Suis Partout* et le PCF : l'un et l'autre, à partir

6. « La République, c'est la guerre... fraîche et joyeuse pour les Lumières », *ib.*

de points de vues totalement différents, ont une vision purement utilitaire de l'événement, qu'ils exploitent au profit de leurs stratégies politiques dans la France de 1939.

Tous deux communient dans le culte de l'Armée française, « républicaine » et « antifasciste » pour le PCF et que *Je Suis Partout* décrit ainsi :

« Oui, cette armée est intacte, plus belle que jamais. C'est elle qui sauve la foi des Français en leur destin »⁷.

Brasillach et Drieu la Rochelle

Il reste à examiner les « cas » de Brasillach et de Drieu, ces parangons du « fascisme intellectuel à la française »⁸. Brasillach consacre un long article aux écrivains du XVIII^e siècle et compare leur vision idéaliste de l'Amérique, paradis des « bons sauvages », puis terre des Droits de l'Homme et l'éloge de l'URSS des écrivains communistes ou communisants :

« En même temps que ces rêves, les écrivains du siècle avaient leur terre de la réalisation, leur utopie, leur paradis terrestre. Ce n'était pas encore l'URSS, c'était l'Amérique. Dans son état naturel, l'Amérique des Iroquois avait montré à l'univers le chemin de la vertu, dans son état civilisé, l'Amérique de la Déclaration des Droits de l'Homme de Jefferson lui montrait le chemin de la liberté... »

Il faut penser que La Fayette partit pour l'Amérique comme Malraux partit pour l'URSS : il quittait la civilisation, la routine de l'Europe, pour une terre vierge, pour la liberté. Et, comme Malraux fit le trafic d'armes pour la guerre d'Espagne, Beaumarchais en fit pour les Insurgents. »⁹.

Cette comparaison douteuse permet à Brasillach de transformer Franklin et Jefferson en précurseurs et équivalents de Staline et de présenter Beaumarchais comme un compagnon de route avant la lettre. Jacques Duclos n'aurait pas renié cette conception de l'Histoire : il lui suffit d'inverser les termes de valeur et d'exalter dans « le pays de Staline » le lieu de la réalisation des aspirations de 1789.

Poursuivant son raisonnement, Brasillach décrit les « sociétés de pensée » d'avant 1789 et les clubs révolutionnaires. Il les rapproche de « ce que peut être aujourd'hui soit une cellule communiste, soit un club de cinéma d'avant-

7. C. Lesca, « La fête de la force française », JSP, 21 juillet 1939.

8. Le numéro spécial de JSP contient d'autres articles que nous ne pouvons analyser, faute de place, ceux en particulier de Lucien Rebatet, « Les Juifs et la Révolution », et de Pierre Lucius, « Un siècle et demi de Révolution sociale permanente ».

9. « Le snobisme révolutionnaire, ce sont les « Maisons de la Culture » du 18^e siècle qui ont préparé la Révolution », JSP, 30 juin 1939.

garde », et reprend ainsi presque mot pour mot ce qu'écrivait Augustin Cochin en 1909 :

« Le Club des Jacobins, c'est notre Grand Orient, notre CGT, tous les lobbies contemporains »¹⁰.

La conclusion de l'article s'inscrit dans la même tradition contre-révolutionnaire, établissant une continuité de Fénelon à Gide en passant par Rousseau, celle de la « destruction de l'homme occidental ».

Finalement Drieu est le seul à s'écarter de ces interprétations trop homogènes. Sous le titre « 22 ans en 1789 », il salue en Saint-Just « le seul révolutionnaire auquel on puisse songer avec amitié », car « il n'est point prisonnier d'une seule pensée comme Robespierre ou de la vulgarité comme Danton »¹¹.

Comme Rimbaud et Pascal, Saint-Just est de « ces êtres miraculeux qui sont nés sous le signe bicéphale de la pensée et de l'action, de l'expression artistique et de la création politique. Seul le hasard d'une date les a fait choisir entre un cabinet et la place publique ». Définissant la Révolution comme un « énorme défi à la nature des choses », il affirme tout de même, parlant de la fin tragique du jacobin :

« L'homme qui avait sans doute beaucoup découvert, sans doute refait le tour des choses dans le sens opposé à celui qu'il avait d'abord choisi et qui, revenu du front à l'Assemblée, n'eut que le tort de se taire et de se livrer après avoir poussé un dernier cri de mépris »

On retrouve dans cet article des éléments essentiels de la rhétorique fasciste : juvénilité, proclamations révolutionnaires et anti-conservatrices, goût de l'héroïsme et de la « fraternité virile », appels à la synthèse du nationalisme et du socialisme pour constituer ce « mélange explosif...de quoi faire pétarader tous les moteurs de l'Histoire » dont parlera Marcel Déat en 1940. Drieu propose une lecture fasciste de la Révolution, c'est-à-dire, comme l'écrit Pascal Ory, « un renouvellement intellectuel à droite, sur des bases anti-démocratiques, mais populaires »¹². Reste à expliquer l'« isolement » de Drieu dans une interprétation de droite qui reste imprégnée de maurrassisme.

Selon Pascal Ory, cela signifie tout simplement « qu'il n'y avait pas de culture fasciste française »¹³.

Ce jugement, totalement contradictoire à celui de Zeev Sternhell, semble confirmé par les textes que nous avons examinés. Il n'est cependant pas totalement satisfaisant, peut-être parce qu'il se place sur le même terrain que

10. Rappelons qu'Augustin Cochin (1876-1916), fort loué aujourd'hui pour ses travaux sur les sociétés de pensée, appartient à l'aile la plus réactionnaire des historiens de la Révolution.

11. « 22 ans en 1789 », JSP, 9 juin 1939.

12. Pascal Ory, « Le Cent-cinquantième », dans *La Légende de la Révolution au XXe siècle*, Paris, 1988, p. 152.

13. *Ibidem*.

l'historien israélien .On sait que Sternhell — c'est une des principales critiques à son égard — définit le fascisme comme « un système idéologique complet » et s'intéresse surtout à ce « fascisme platonicien » dont il surestime la cohérence et la présence dans la société française. Pascal Ory, en niant l'existence d'une culture fasciste en France, a la même vision restrictive.

Sans doute serait-il préférable de dire que la nébuleuse fasciste française, à quelques exceptions près, s'est imbriquée d'emblée à la contre-révolution sous sa forme la plus classique, en abandonnant très vite ses virtualités « révolutionnaires ».

Essayons enfin une dernière interprétation : au-delà de la démagogie populiste et des positions individuelles de quelques-uns, une lecture spécifiquement « fasciste » de la Révolution française est peut-être impossible... Le « superbe lever de soleil » salué par Hegel, le mouvement d'émancipation politique et sociale qu'il appelle, est irréductible à toute « récupération » de ceux qui sont fondamentalement hostiles à l'émancipation humaine. C'est là une des raisons de l'hostilité politique qu'inspire toujours la Révolution à certains, deux siècles après 1789.

Pierre Roy

Le Condorcet des Badinter

(Elizabeth et Robert Badinter, *Condorcet. Un Intellectuel en Politique*, Fayard, 660 p.)

Lumières, peuple et révolution

Le personnage de Condorcet est passionnant à plus d'un titre.

Il est, comme on l'a souvent remarqué et comme le montre de façon détaillée le livre des Badinter, un homme des lumières appartenant à la plus jeune génération des Encyclopédistes.

Il est à la charnière du mouvement de recherche de réformes sociales et politiques menée par l'avant-garde intellectuelle de la bourgeoisie montante d'une part et du mouvement que les masses populaires engageront contre l'Ancien Régime d'autre part ; c'est ce mouvement populaire qui fut l'indispensable accoucheur des solutions politiques idéologiquement préparées par la bourgeoisie : grâce à lui, l'événement a lieu et permet la mise en pratique de celles-ci. L'événement jette dans la fournaise de la Révolution des hommes comme Condorcet, plus habitué aux travaux de la pensée qu'à l'action de masse, mais déjà impliqué dans la politique.

Il y a chez Condorcet, homme des lumières, entraîné par la dynamique d'une Révolution qu'il cherche à rationaliser au maximum, une hauteur de vue, une maîtrise intellectuelle qui en font dans le domaine des idées souvent l'égal de ses maîtres encyclopédistes plus âgés. La triple influence que le livre des Badinter met à jour dans la formation de sa pensée : les mathématiques avec d'Alembert, l'exigence de justice et la haine du fanatisme, notamment clérical, avec Voltaire, l'engagement politique avec Turgot, tout cela fait de Condorcet un de ces porte-parole de la bourgeoisie qui disposaient d'une vue d'ensemble sur les problèmes de leur époque, ce qui ne l'a pas mis d'ailleurs — et les Badinter ne le dissimulent pas — à l'abri d'erreurs importantes.

1. Au passage, si besoin était pour les lecteurs des CLT, on pourrait prendre l'exemple de Condorcet parmi quantité d'autres pour épingle le déterminisme sociologique qui passe pour une école de pensée moderne et qui fait des générations successives d'un même ordre et d'une même classe les héritiers idéologiques obligés de leurs devancières ! Non seulement celui qui naquit « marquis » de Condorcet combattit pour l'abolition des privilèges mais ce fut lui qui proposa à la Législative que soient brûlés tous les titres de noblesse déposés dans les archives publiques (p. 421)

Pensée et action politiques dans le mouvement réel

Sa répulsion pour les membres des parlements, si longtemps gardiens du fanatisme et de l'intolérance, lui interdit de comprendre le sens profond de la révolte parlementaire de 1787-1788. Cette fracture au sein des couches dirigeantes et de l'appareil politique de l'Ancien Régime n'annonçait-elle pas, à sa manière, ce qui allait suivre ? De même, engagé qu'il était dans l'élaboration d'un système de représentation différent, il ne comprit pas tout de suite la signification des Etats généraux. Plus tard encore, lorsqu'il aura achevé son projet de Constitution pour la Convention, il proposa un système assez complexe qui revenait à rendre les ministres indépendants de l'Assemblée nationale et soumis au suffrage direct du citoyen, ce qui ouvrait la porte à des formes plébiscitaires de gouvernement. On sait que les girondins affirmèrent se reconnaître dans le projet de Condorcet.

On peut débattre sur certaines implications différentes des deux formules constitutionnelles, celle de Condorcet : « Le but de toute réunion d'hommes en société est le maintien de leurs droits naturels, civils et politiques », et celle de la Constitution montagnarde : « Le but de la société est le bonheur commun. Le gouvernement est institué pour garantir à l'homme la jouissance de ses droits naturels et imprescriptibles ».

S'agissant de la Terreur, l'historien, me semble-t-il, se doit de réfléchir aux conditions générales dans lesquelles se débattait le gouvernement révolutionnaire : est-ce se rendre complaisant à l'argument des « circonstances » que de les rendre, au moins en partie, responsables de la tournure prise par la Terreur ? Il paraît difficile de soutenir que la formule du « bonheur commun » en était porteuse !²

Le livre des Badinter y oppose le libéralisme et l'humanisme des conceptions de Condorcet. Mais les forces sociales en lutte sont allées jusqu'au bout de leur affrontement dans les conditions de l'époque. Ainsi la révolution a-t-elle labouré plus profond, ainsi a-t-elle peut-être préparé la voie de façon plus ouverte à une situation où le prolétariat, une fois généralisées les bases matérielles de son existence comme classe sociale, fut mieux à même de reprendre le fil des événements là où la « force des choses » avait contraint à l'interrompre ?

Une Biographie passionnée et passionnante

Le livre des Badinter, on l'aura compris, ne considère pas Condorcet dans cette perspective. Pourtant, la richesse de la documentation, la sympathie pour le sujet, la chaleur de l'écriture font de cette biographie un ouvrage passionnant. S'en détache la figure d'un homme d'une intelligence hors pair et d'une

2. Cette idée est suggérée par Catherine Kintzler dans son livre par ailleurs remarquable intitulé *Condorcet, l'Instruction publique et la naissance du citoyen*, Le Sycomore, ici, p. 128.

honnêteté intellectuelle scrupuleuse. Est-il excessif de dire que le personnage n'est pas de ceux qui avaient jusque là beaucoup intéressé les biographes ? Cette destinée d'intellectuel exemplaire ayant mis ses capacités au service de l'idéal démocratique qu'il portait en lui, n'a pas le piment canaille de celle d'un Mirabeau, elle n'a pas non plus la fulgurance de celle d'un Saint-Just, mais, sous la plume des Badinter, elle laisse apparaître toute sa richesse humaine qui s'investit, là dans la lutte contre l'esclavage, ailleurs dans sa passion féministe, ailleurs encore dans son exigence de justice et d'égalité, tous ces engagements étant, comme on le constate, fortement apparentés.

L'ouvrage des Badinter étudie de façon attentive et chaleureuse l'enfance timide de ce jeune noble bientôt gagné à la cause de l'abolition des privilèges. L'ouvrage montre aussi la précocité intellectuelle de Condorcet, sa passion pour les mathématiques que l'amitié avec d'Alembert va fortifier. Nous le voyons bientôt secrétaire de l'Académie des Sciences et auteur obligé de plusieurs dizaines de notices biographiques, par nature élogieuse (quoi qu'il ait pu parfois en coûter à leur auteur !). Nous le voyons, ce savant qui aurait pu rester confiné dans des travaux de pure abstraction, se passionner pour les affaires publiques, pour la « politique » en un mot, et mettre au service de cette passion les exigences de son esprit d'analyse nourri d'une culture encyclopédique³. La rencontre avec Turgot a été à cet égard décisive.

Les Badinter étudient également l'homme « sensible » et ils évoquent l'équilibre amoureux qu'il trouve auprès de Sophie de Grouchy, femme intelligente, instruite, volontaire et... très belle

Un exemple de projet révolutionnaire dû à Condorcet : l'Instruction publique

Mais ce sont, sans aucun doute, les intentions réformatrices de Condorcet qui occupent la place la plus importante dans sa biographie, étant donné leur place dans la vie même du révolutionnaire.

Il n'est pas possible d'en faire dans ce compte rendu une recension complète. Mais on aimerait évoquer simplement l'un des fils conducteurs de cette pensée qui était rigoureusement athée et anticlérical⁴ mais qui, respectueuse de l'opinion privée de chacun, trouva dans une stricte séparation de l'école et de l'Eglise une première réponse à cette difficulté.

Premiers jalons : 1774, *Lettre d'un théologien à l'auteur du Dictionnaire des trois siècles*, véritable pamphlet anticlérical⁴ qu'il publie de façon anonyme et un autre ouvrage, laissé inédit⁵ *L'Almanach antisuperstitieux*, plus de deux

3. Pp. 79 sq.

4. Les organisateurs du Bicentenaire trouveront-ils les motifs et les fonds pour le publier ?

5. pp. 395 sq

cents pages sur les méfaits historiques de la religion catholique où il affirme un athéisme absolu, laissant ses maîtres à leur déisme, dépassé à ses yeux.

Deuxième jalon : sa prise de position, au lendemain de la fuite de Varennes, pour la République. Les Badinter écrivent joliment :

« A ce moment crucial pour la Révolution, alors que ses chefs trahissent ou se dérobent, se lève un homme seul, le dernier des Encyclopédistes, l'ami de Voltaire et de d'Alembert, l'incarnation de l'esprit des Lumières qui ont éclairé ce XVIII^e siècle finissant ! Et cet homme proclame haut et fort que la liberté est républicaine ».

Troisième jalon enfin, le plus connu à juste titre, parce que probablement le plus considérable, le plus riche d'avenir : ses différents projets de fondation d'un système d'instruction publique, tant il est vrai que, pour lui, l'instruction fonde la citoyenneté réelle : ainsi, c'est le savoir et l'accès égal de tous à celui-ci qui font le citoyen. Les Badinter évoquent cet aspect (5) de l'oeuvre de Condorcet de façon assez rapide, car il existe sur cette question l'ouvrage fondamental et exhaustif de Catherine Kintzler⁶, mais ils résument l'essentiel en ces termes :

« Le message de Condorcet dépasse la définition du cadre des disciplines de l'enseignement. Quand bien même la Nation assurerait à tous l'instruction indispensable et, à chacun selon ses capacités, l'accès aux connaissances, elle n'aurait pas encore rempli son devoir. L'Instruction publique doit être l'instrument privilégié de la libération de l'esprit humain.. Or le risque est toujours grand qu'elle devienne au contraire le moyen privilégié pour son pouvoir, d'asservir la pensée. Dès lors, il ne saurait y avoir d'éducation publique que libre, protégée contre tout dogmatisme, et ouverte à la raison critique. L'Instruction publique ne sera donc asservie à aucune doctrine politique : c'est le principe de neutralité de l'école⁷. Elle ne sera assujettie à aucune autorité religieuse : c'est le principe de la laïcité de l'école⁸. Elle ne sera soumise à aucun dogme intellectuel ni pédagogique : c'est le principe d'objectivité de l'école. « L'indépendance de l'instruction fait en quelque sorte partie des droits de l'espèce humaine », écrit Condorcet qui ajoute superbement : « Puisque la vérité seule est utile, puisque toute erreur est un mal, de quel droit un pouvoir, quel qu'il fût, oserait-il déterminer où est la vérité, où se trouve l'erreur ? [...] Seul le mouvement de la raison, seule la difficile recherche de la vérité ouvrent à la pensée la voie d'avancées infinies »⁹.

6. Cf. n.2.

7. « La première condition de toute instruction étant de n'enseigner que des vérités, les établissements que la puissance publique y consacre doivent être aussi indépendants que possible de toute autorité politique ».

8. « Il est rigoureusement nécessaire de séparer de la morale les principes de toute religion particulière et de n'admettre dans l'instruction publique l'enseignement d'aucun culte religieux ». Enseignants et parents des trois départements encore concordataires en 1989 apprécieraient ! Pour des raisons inverses, Mgr Decourtray aussi d'ailleurs ! Et bien d'autres !

9. pp. 398-399.

Quelques questions en manière de bilan

Les auteurs, en concentrant leur attention de façon quasi exclusive sur le sort de Condorcet — en tant qu'individu — à partir de l'élimination des girondins de la Convention, fin mai-début juin 1793, rendent-ils compte de la complexité du moment historique que traversait alors la Révolution ? A ne retenir que la destinée individuelle de leur personnage dans leur récit, ils accordent, me semble-t-il, une sorte d'exclusivité à l'enjeu individuel. Certes cette existence de Condorcet fut superbe à beaucoup d'égards, mais ne s'est-elle pas trouvée en quelque sorte « circonscrite » par le système de pensée de l'héritier des lumières ? A partir du printemps 1793, est-il excessif de considérer que tout s'est passé comme si Condorcet ne percevait plus, sous l'écume de tel ou tel événement qui le choquait, l'élan de la vague révolutionnaire ? Lui, le penseur génial qui bientôt, comme rasséréné dans sa solitude forcée, allait rédiger les pages splendides de *l'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, a-t-il senti la poussée de ces millions d'hommes, soucieux de défendre leurs acquis, nationaux, politiques, sociaux, contre tous les ennemis massés aux frontières ou tapis dans les mille et une tanières de la contre-révolution ou le territoire national lui-même (La Vendée, Lyon, Marseille, etc.) ?

Poser ces questions ne diminue en rien la tragique grandeur du destin de Condorcet. En accordant plus de place à l'environnement historique où se sont situées la proscription puis la mort, les biographes échappaient au reproche d'un point de vue unilatéral sur la Terreur qu'on peut, à mon avis, leur adresser. Au moins pouvaient-ils évoquer les pièces du dossier historique et des jugements, parfois inattendus, auxquels il a donné lieu. Après tout, c'est Engels qui écrivait à Marx le 4 septembre 1870 :

« La terreur, ce sont en grande partie des cruautés inutiles, commises par des gens qui ont eux-mêmes peur et cherchent ainsi à se rassurer eux-mêmes. Je suis convaincu que la responsabilité de la terreur de l'an 93 incombe presque exclusivement au bourgeois apeuré qui joue au patriote, au petit-bourgeois qui chie dans son froc et à la racaille en loques qui, pour faire sa pelote, profite de la terreur »¹⁰.

Le même Engels « récidivait » dix-neuf ans plus tard dans une lettre à Victor Adler en écrivant :

« Je t'ai recommandé d'étudier le *Cloots* d'Avenel pour les raisons suivantes. D'après moi (et d'après Marx), le livre contient la première description exacte s'appuyant sur des études d'archives de l'époque critique de la Révolution française en particulier, à savoir la période allant du 10 août au 6 thermidor.

Pour la guerre de propagande, la Commune de Paris et Cloots furent le seul instrument de salut, alors que le Comité de salut public jouait à l'homme d'Etat, avait peur de la coalition européenne et cherchait la paix en divisant les membres de la coalition. Danton voulait la paix avec l'Angleterre, c'est-à-dire avec Fox et l'opposition anglaise

10. Citée dans *Marx Engels. Sur la Révolution française*, Messidor, Editions sociales, p. 181.

qui espérait arriver au pouvoir aux élections. Robespierre intriguait à Bâle avec l'Autriche et la Prusse voulait s'arranger avec ces dernières. Tous deux marchaient contre la Commune, pour avant tout renverser ceux qui voulaient la guerre de propagande et la républicanisation de l'Europe.

Cela réussit, la Commune (Hébert, Cloots, etc.) fut décapitée. Mais, à partir de ce moment-là, la paix fut impossible entre ceux qui voulaient conclure la paix avec l'Angleterre seule et ceux qui voulaient conclure la paix avec les puissances allemandes. Les élections en Angleterre furent favorables à Pitt, Fox fut exclu du gouvernement pour des années, cela mina la position de Danton, Robespierre vainquit et le décapita. Mais — et Avenel n'a pas assez insisté sur ce point — *si, à ce moment-là, le règne de la Terreur atteignit les limites de la folie*, parce qu'elle était nécessaire pour garder Robespierre à la barre dans les conditions intérieures inexistantes, la victoire de Fleurus, le 26 juin 1794, la rendit totalement superflue, non seulement en libérant les frontières, mais en donnant à la France la Belgique et, indirectement, la rive gauche du Rhin, et effectivement Robespierre devint également superflu et tomba le 28 juillet.

Toute la Révolution française est dominée par la guerre de coalition, toutes ses pulsations en dépendent. Que l'armée de coalition entre en France, et c'est la prédominance du nerf vague, de la palpitation violente, de la crise révolutionnaire. Qu'elle s'éloigne, alors prédomine le sympathique, la palpitation ralentit, les éléments réactionnaires affluent à nouveau au premier plan, les plébéiens, prémices du prolétariat futur, dont l'énergie seule a sauvé la révolution, sont ramenés à la raison et à l'ordre.¹¹

A un autre point de vue, l'historien, fût-ce dans un ouvrage biographique sur Condorcet, est-il obligé de renoncer à prendre à son compte l'héritage jacobin, « sous bénéfice d'inventaire », comme le disait Trotsky pour l'héritage culturel de la bourgeoisie ? Il me semble que Jean Jaurès, citant longuement *l'Esquisse d'un tableau historique des progrès de l'esprit humain*, à la fin de sa propre contribution à *l'Histoire socialiste de la Révolution française*, sans pour autant dissimuler sa solidarité politique avec Robespierre durant cette période de la Terreur, rassemble mieux que l'ouvrage des Badinter les apports variés, voire antagoniques à l'époque, des différents courants politiques qui ont fait la richesse de la révolution française. En conclusion d'une très belle page, après avoir cité les dernières phrases de *l'Esquisse*, Jaurès écrit :

« Rayonnantes paroles, qui dissipent jusqu'à l'infini les ténèbres de la mort et qui répandent sur toute la Révolution, sur ses égarements même et sur ses crimes, une sérénité plus haute que le pardon. Qu'importe donc qu'au moment même où Condorcet méditait tout bas ces sublimes espoirs, Robespierre, qui ne lui pardonnait point quelques railleries sur son caractère de prêtre, ait parlé à la Convention du « lâche Caritat »¹² ? Qu'importe que Condorcet, en un jour de germinal, fatigué de sa longue réclusion volontaire, se soit risqué hors de son asile et reconnu, arrêté, n'ait échappé que par le poison¹³ à l'échafaud que les révolutionnaires lui destinaient ? Malgré tout, *sa pensée est le patrimoine de la Révolution*. En d'innombrables consciences, le même et noble esprit de

11. *Ibidem*, pp. 250-251.

12. Le nom complet de Condorcet est Marie Jean Antoine Nicolas Caritat de Condorcet.

13. Condorcet s'empoisonna-t-il ou mourut-il d'une crise d'apoplexie ? La question n'est pas tranchée, cf. pp. 619 et sq.

l'Encyclopédie circulait, la même sève généreuse du siècle. Ceux qui s'égorgeaient les uns les autres n'étaient pas mûs seulement par des pensées basses, par des jalousies, des fureurs et des haines. Ils croyaient défendre, ils croyaient sauver l'idéal commun, et le couteau de la guillotine ne suffit pas à trancher l'invincible lien idéal qui les unit »¹⁴.

Cette générosité, cette hauteur de vue permettent à mon avis de soustraire la personnalité de Condorcet à une conception trop unilatérale des choses. Elles n'auraient pas déparé le beau livre des Badinter.

Un autre problème peut être soulevé. C'est celui de la place accordée à la *Laïcité* dans cette biographie de celui qui en est l'un des « pères fondateurs ». N'est-il pas *aujourd'hui* de la plus haute importance d'*insister* sur cette position décisive, pierre de touche de tout régime démocratique, quel que soit son contenu de classe ? La séparation des Eglises et de l'Etat n'est-elle pas une conquête majeure de la civilisation ? Condorcet n'en eut-il pas la conscience aiguë ? Tout ce qui remet en cause la laïcité ne constitue-t-il pas une régression qu'une biographie de Condorcet se doit de signaler ?

Force est bien de reconnaître que le livre des Badinter reste en retrait sur ce point. Et pourtant ! N'est-elle pas aveuglante la contradiction entre les positions défendues par Condorcet, reprises par les législateurs des débuts de la IIe République et cet ensemble de dispositions institutionnelles et législatives (lois Debré-Pompidou en faveur de l'école privée, soumission de l'école publique aux intérêts privés et aux pressions publiques), de pratiques politiques (relations entre le chef de l'Etat et les Eglises, notamment l'Eglise catholique, composition de la « mission » néo-calédonienne, etc.) de valorisation médiatique..., ensemble auquel la Ve République a donné naissance, espace et impulsion ?

Faut-il attribuer ce silence à un aveuglement ou à une forme de solidarité avec ce qu'il est convenu d'appeler une « culture de gouvernement » ? Certes, l'un des auteurs fut ministre et il est actuellement membre du Conseil constitutionnel qui veille sur cette Ve République, mais il y aurait eu du courage à signaler cet abîme entre Condorcet et ceux qui aujourd'hui n'hésitent pas à s'en réclamer en agissant à l'inverse de ce qu'il préconisait.

On pourra m'objecter : cette opposition entre la pensée républicaine de Condorcet et la Ve République se lit en filigrane dans la biographie. Peut-être, mais ces subtilités ne sont pas, selon moi, de mise pour un problème aussi considérable.

Quoi qu'il en soit, tel qu'il est, le livre des Badinter est un beau et bon livre d'Histoire. Son objectif est de faire aimer Condorcet et il y parvient indiscutablement. Un grand bonheur d'écriture lui permet d'équilibrer l'événement et l'analyse sans sacrifier ni à la simplification ni à la facilité anecdotique.

Les remarques faites ci-dessus n'atténuent en rien le plaisir pris à la lecture de cet ouvrage. A chacun d'y puiser de quoi faire son miel.

14. J. Jaurès, *Histoire socialiste de la Révolution française*, Ed. sociales, 1972, VI, pp. 478-479.

TROTSKY

Pierre
Broué



Lavard

Pendant plus de 30 ans
Pierre Broué a patiemment rassemblé,
consulté, interrogé
les écrits publics et privés de Trotsky,
les témoignages
de ceux qui l'ont approché.

Avec l'exigence de l'historien
et la passion du militant
Pierre Broué fait revivre Trotsky
dans toute son humanité.

Il reste encore
quelques livres
de la souscription
faite en octobre 1988
au prix de 158 frs +
22 frs de port.

S'adresser à
C.L.T.
63 rue Thiers
38000 Grenoble

René Revol

François Furet, historien ou idéologue ?

Manifestement, le bicentenaire de la Révolution est en train de devenir le sacre de François Furet, historien officiel, référence oblige, maître à penser de toute une génération d'historiens. Aussi est-il intéressant de s'arrêter sur le chemin qu'il a parcouru dans l'analyse de la Révolution française.

Sa première expression majeure date de 1965, avec *La Révolution française*¹, écrite avec Denis Richet. S'inspirant d'une préoccupation dominante dans la Nouvelle Histoire, c'est-à-dire chez la majorité des historiens des *Annales* de l'époque, il cherche à replacer l'événement dans la longue durée. Cela signifie d'abord gommer les aspérités du jaillissement révolutionnaire pour l'intégrer à une vaste période historique qui va de 1750 à 1850 pour produire dans la deuxième moitié du XIXe siècle la France républicaine. Bref, la Révolution n'est plus une rupture, mais un maillon parmi d'autres d'une vaste chaîne historique. Voilà une conclusion surprenante pour quiconque a étudié ce bouleversement historique, mais cela s'éclaire très vite avec la filiation historique à laquelle Furet cherche à intégrer l'événement révolutionnaire : la montée du libéralisme. Dès lors, la Terreur apparaît comme une anomalie monstrueuse et une parenthèse incongrue dans la marche de l'Histoire.

Notons, avec ironie, que des gens qui, comme François Furet, se sont spécialisés dans la critique du « sens de l'Histoire » et d'une vision téléologique de celle-ci, y retombent les pieds joints en refusant cette fois d'y intégrer un événement réel pour non-correspondance au plan préétabli... A partir de là, la distinction fameuse entre le temps béni de 89-90-91 et le temps maudit de 92-93-94 va faire florès... Le temps béni, c'est d'abord, pour notre auteur, celui du consensus et de l'unité. Difficile à soutenir, l'idée que 90 est « l'Année heureuse »², sans conflit. Elle n'est soutenable qu'en portant le regard sur un seul lieu de la Révolution : l'Assemblée, où la dynamique révolutionnaire ne trouve qu'un écho amorti... Il faut pour cela vite oublier les deux révolutions qui traversent le pays, la révolution des campagnes et celle des villes, qui fusionneront au grand jour à la deuxième étape, avec l'apparition de ce formidable ac-

1. F. Furet, D. Richet, *La Révolution française*, Hachette 1965, rééd. Marabout 1980.

2. Titre du chapitre consacré à 1790.

célérateur de l'histoire qu'est la guerre. Mais le décor selon Furet est planté : les élites libérales étaient prêtes à assurer une évolution sans heurts, avant que l'intervention des masses fasse tout basculer. Un accident fait « déraiper » la révolution libérale.

« Libéral » est d'ailleurs un adjectif discutable pour 1790 : les objectifs de liberté et d'égalité officiellement affichés sont loin d'être réalisés, le suffrage étant encore censitaire, la terre étant accaparée par les seuls paysans riches... En lisant l'ouvrage de Furet et Richet, on est frappé par leur sympathie, à chaque étape de la Révolution, pour les éléments les plus modérés, ceux qui veulent arrêter la Révolution : les monarchiens en 1789, les Feuillants en 1791, les Girondins en 1793. Leur élan n'atteindra pas Danton, car il semble bien que, pour nos auteurs, tout le mal vienne des sans-culottes, dont l'insurrection ne serait comparable qu'aux émeutes urbaines du XVI^e siècle, comme d'aucuns disent, de nos jours, que la lutte des classes n'est que la survivance d'un archaïsme du XIX^e siècle. Ainsi, en 1965, Furet divise la Révolution en deux blocs : un bloc libéral issu de 89, animé par des élites éclairées, prêtes à suivre le modèle anglais, et un bloc jacobin, « le dérapage » vers la Terreur, à contre-sens de l'Histoire. Cette interprétation n'est guère nouvelle ; elle fut inaugurée par la bourgeoisie libérale du début du XIX^e, notamment par Madame de Staël³, la thèse du dualisme de la Révolution ayant été ensuite étouffée par les travaux de Jaurès, d'Aulard et de Mathiez.

François Furet va pourtant aller plus loin. La deuxième étape importante de son travail est sans conteste *Penser la Révolution française*, publié en 1978⁴. Avant d'aborder la thèse développée dans cet ouvrage, il faut s'arrêter un instant sur la virulente critique qu'il y fait de l'historiographie alors dominante. Il a en effet l'habileté de démontrer que « l'historiographie marxiste » contredit Marx et le marxisme, donc d'utiliser Marx dans une critique de Mathiez, dans un premier temps, avant de donner son interprétation personnelle de la Révolution qui, elle, est franchement réactionnaire. En affirmant que l'école de Mathiez et Soboul n'est pas marxiste, mais néo-jacobine, faisant du gouvernement de la Montagne son modèle politique, Furet fait une remarque pertinente : il n'a d'ailleurs pas de mal à trouver nombre de citations de Marx et Engels combattant pour que le mouvement ouvrier s'émancipe des vieux souvenirs de 89 et de 93 et acquière son indépendance de classe avec son programme propre. Cela se vérifie avant 1848 dans leur combat contre les démocrates républicains pour fonder le parti communiste. Ainsi Engels écrivait-il dès 1843 :

« La Révolution française développa la démocratie en Europe. Or la démocratie est une contradiction dans les termes, un mensonge et, au fond, une pure hypocrisie - une théologie comme diraient les Allemands [...]. La liberté politique est un simulacre et le pire esclavage possible, cette liberté fictive est le pire asservissement. Il en va de même

3. Mme de Staël, *Considérations sur les principaux événements de la Révolution française*, 1818.

4. F. Furet, *Penser la Révolution française*, Gallimard, 1978 rééd. Folio Histoire.

de l'égalité politique : c'est pourquoi il faudra réduire en pièces la démocratie aussi bien que n'importe quelle autre forme de gouvernement. Cette forme hypocrite ne doit pas subsister »⁵.

Cela se vérifie également dans la I^{ère} Internationale quand Marx, combat notamment vis-à-vis de la France à la veille de la Commune, pour l'indépendance de classe du prolétariat.

« Les ouvriers doivent remplir leur devoir de citoyen, mais en même temps ils ne doivent pas se laisser entraîner dans les souvenirs nationaux de 1792, comme les paysans français se sont laissés duper par les souvenirs nationaux du Premier Empire. Ils n'ont pas à recommencer le passé, mais à édifier l'avenir. Que, calmement et résolument, ils profitent de la liberté républicaine pour procéder méthodiquement à leur propre organisation de classe »⁶.

Mais si Marx n'est pas jacobin, il n'en est pas pour autant « anti-jacobin ». Marx et Engels ont souvent et longuement expliqué que la petite-bourgeoisie radicalisée et les sans-culottes, qui allaient servir de base au gouvernement de la Terreur, avaient été contraints par les circonstances de la guerre à combattre radicalement la bourgeoisie libérale et que, dès que la victoire de Fleurus du 24 juin 1794 ramena la paix, « Robespierre était désormais superflu »⁷. Marx et Engels font une analyse de classe de la Révolution française, expliquent la Terreur, puis Thermidor, par le développement des contradictions de classes à une époque où aucune classe n'était capable de porter définitivement atteinte au régime de la propriété privée. Il fallait donc souligner la pirouette de Furet qui oppose Marx à l'historiographie dite marxiste (qui s'est formée dans le giron stalinien des années 30), pour pouvoir mieux cacher l'analyse véritable de Marx et développer une position aux antipodes du marxisme. Furet va plus loin ; en 1978, pour lui, la Révolution n'est plus seulement un dérapage. L'essence de la Révolution est totalitaire. La Révolution n'obéit pas à des forces de classes en lutte ou à des circonstances exceptionnelles comme la guerre ; elle a une logique idéologique interne qui mène à la Terreur. « Le vrai est que la terreur fait partie de l'idéologie révolutionnaire »⁸.

Dans son article « Terreur », du récent *Dictionnaire critique de la Révolution française*, il écrit :

« Si bien qu'il n'est pas possible de la réduire [la Terreur] aux circonstances qui ont entouré sa naissance, qu'il s'agisse de la situation de salut public ou de la pression du petit peuple urbain. Non que ces circonstances n'aient joué aucun rôle, elles ont bien évidemment servi de milieu de développement à l'idéologie et à la mise en place pro-

5. F. Engels, « Progress or Social Reform on the Continent », in *The New Moral World and Gazette of the National Society*, 4 novembre 1843.

6. K. Marx, *La Guerre civile en France*, 1871.

7. F. Engels à V. Adler, 4 décembre 1889.

8. F. Furet, *Penser...*

gressive des institutions terroristes. Mais cette idéologie, présente dans la Révolution dès 1789, leur préexiste et a une réalité indépendante d'elles, qui tient à la nature de la culture révolutionnaire française, à travers plusieurs cheminements d'idées »⁹.

La thèse est claire : il faut abandonner une explication sociale de la Révolution pour adopter une analyse purement idéologique. Les « circonstances », les événements, les forces sociales en mouvement, tout cela ne sert que de milieu favorable, le rôle moteur revient aux idées. C'est l'idéologie révolutionnaire qui est responsable de la Terreur. La césure de 1965 entre le bon grain libéral et l'ivraie jacobine est désormais dépassée, le bon grain, déjà pourri, mérite d'être jeté aux orties. Et lorsque François Furet recherche dans l'idéologie révolutionnaire les « cheminements d'idées » qui mènent à la Terreur, il en découvre trois :

- l'homme-nouveau ou la régénération de l'homme par la Révolution qu'il apparente à un messianisme religieux .
- l'omnipotence de la politique.
- la notion « totalitaire » du peuple-roi.

Bref, on n'a pas le sentiment de lire une analyse de la Révolution française, mais une de ces banales généralisations réactionnaires qui réapparaissent à chaque fois que les puissants de ce monde veulent justifier le maintien en l'état de l'ordre des choses par le caractère vain, inutile et nécessairement nuisible des révolutions.

Il n'est donc pas étonnant que Furet se saisisse d'une tradition historiographique particulière. Il va d'abord essentiellement s'appuyer sur Tocqueville. Quiconque a lu *L'Ancien Régime et la Révolution* sait que nous avons affaire ici plus à une philosophie de l'histoire qu'à un travail d'historien. Or que va chercher Furet ? Il répond sans ambiguïté :

« Tocqueville introduit le doute au niveau le plus profond : et s'il n'y avait dans ce discours de la rupture que l'illusion du changement ? »¹⁰

Non seulement la Révolution française est terminée, mais a-t-elle bien eu lieu ? Après avoir jeté l'eau sale (jacobine), le bébé (la Révolution), on se débarrasse de la baignoire... Car, au fond, que dit Tocqueville ? Que l'Ancien Régime a fourni toutes les structures administratives et juridiques que la Révolution et Napoléon ne font que parachever :

« L'Ancien Régime a fourni à la Révolution plusieurs de ses formes ; celle-ci n'y a joint que l'atrocité de son génie »¹¹.

La Révolution n'est plus une rupture : ce n'est donc plus une révolution. Un même fil joint Louis XVI, Robespierre et Napoléon, la consolidation d'un Etat fort. Ce que Tocqueville regrette, c'est que les élites éclairées, nobiliaire et

9. F. Furet, « Terreur » in *Dictionnaire critique de la Révolution française*.

10. F. Furet, *Penser...*

11. A. de Tocqueville, *L'Ancien Régime et la Révolution*, t.III, ch.6.

bourgeoise, n'aient pu assurer une évolution libérale, sans heurt, bousculées qu'elles ont été par l'intervention « des classes les plus incultes et les plus profondes »¹².

Déjà en 1965, pour combattre Marx, Raymond Aron a voulu fonder un renouveau libéral par la réhabilitation de Tocqueville. Il est pourtant difficile de présenter ce dernier comme le père du libéralisme : un fossé sépare le libéralisme anti-absolutiste du XVIII^e siècle et des Lumières du libéralisme anti-démocratique et anti-ouvrier d'un Tocqueville effrayé par juin 1948.

Pour s'en convaincre, il suffit de lire sa défense et illustration du colonialisme en Algérie, justifiant la répression contre les « indigènes » :

« La conservation des colonies est nécessaire à la force et à la grandeur de la France »¹³ ou encore : « Je ne pense pas que le mérite dominant de M. le maréchal Bugeaud soit précisément d'être un philanthrope ; non, je ne crois pas cela ; mais ce que je crois, c'est que M. le Maréchal Bugeaud a rendu sur la terre d'Afrique un grand service à son pays »¹⁴... « qu'on brûlat des moissons, qu'on vidât les silos et enfin qu'on s'emparât des hommes sans armes, des femmes et des enfants : ce sont là, suivant moi, des nécessités fâcheuses, mais auxquelles tout peuple qui voudra faire la guerre aux Arabes sera obligé de se soumettre »¹⁵.

Bref, faire de Tocqueville un chantre de la démocratie est une opération à la mode du temps mais parfaitement discutable.

Dans sa recherche d'une paternité historiographique, Furet ne s'arrête pas pourtant à Tocqueville ; avec Augustin Cochin (1876-1916), ami de Barrès, catholique intégriste, anti-dreyfusard notoire, qui écrivait dans *L'Action française*, il se rattache franchement à la tradition contre-révolutionnaire et monarchiste. Pour un auteur qui se veut au-dessus de la mêlée, consensuel et libéral, c'est un exploit. Mais qu'est donc allé chercher Furet dans les écrits d'Augustin Cochin¹⁶ ? La présentation de l'idéologie qui est à la source de la Révolution et expliquerait selon lui sa dérive totalitaire. Et cette idéologie, c'est la démocratie, « la démocratie pure » dit Cochin, où l'individu disparaît au profit de l'homme socialisé, où disparaissent les institutions, où les individus s'intègrent à des corps traditionnels et y trouvent l'harmonie, où le « grand peuple » se laisse dominer par « le petit peuple »... Augustin Cochin est un corporatiste qui ne cache pas sa haine des masses et de la démocratie. On touche là une des racines du libéralisme contemporain tel que l'a défini Raymond Aron :

« Le libéralisme n'implique pas la démocratie. Les grands libéraux ont toujours mis les droits des personnes et la limitation de l'Etat au-dessus de la démocratie définie

12. *Ibidem*, t.III, ch. 8.

13. A. de Tocqueville, « L'Emancipation des Esclaves » (1843), *Oeuvres complètes*, v.I, p. 80

14. « Intervention », *ib.* III, 1, p.299.

15. « Intervention », *ib.* III, 1, p.299.

16. Augustin Cochin, *La Révolution et la Libre Pensée ; Les Sociétés de Pensée et la Démocratie*.

par la souveraineté populaire ou par le gouvernement fondé sur le peuple ou le suffrage universel »¹⁷.

Le combat mené par François Furet contre les fondements démocratiques de la Révolution française constitue une pierre d'angle indispensable de l'entreprise libérale et réactionnaire qui s'est développée depuis les années 1970.

Enfin, en 1989, le temps du consensus national est arrivé. La Révolution française étant déclarée terminée, il s'agit désormais de l'intégrer, assagie et gommée, à l'héritage national millénaire. Dans le *Dictionnaire critique de la Révolution française*, François Furet et Mona Ozouf s'expriment très clairement :

« Enfin, si les mœurs ont changé, les lois et les institutions aussi. La fin du XIXe avait vu la fondation durable de la République dans notre histoire. Cette fin du XXe nous montre le consensus de l'opinion publique sur une nouvelle Constitution désavouée au départ par la tradition républicaine telle qu'elle était issue du legs révolutionnaire et du XIXe siècle. Non seulement la Cinquième République est née en 1958 d'une espèce de coup d'Etat, mais elle a institué en 1962 l'élection du Président au suffrage universel : double raison de refus pour les héritiers de la Révolution, des radicaux aux communistes, 1789 et 1793 ensemble. Or ce qui s'est passé dans l'opinion est différent : la disposition de 1962 y a complètement effacé l'origine incertaine du régime. La nomination directe du chef de l'exécutif par le peuple a acquis la valeur d'un droit trop longtemps ignoré et de Gaulle semble avoir trouvé la clé de cette République monarchique qui réconcilie, deux cents ans après, l'Ancien Régime et la Révolution »¹⁸.

Après cette ode à de Gaulle et à la Ve République, comme règlement pratique et définitif de la Révolution, nos auteurs relèvent une institution particulière de la Ve République qui leur paraît un modèle politique particulièrement antinomique à la tradition révolutionnaire, le Conseil constitutionnel. Et de conclure :

« Affaiblissement du législatif, élection de l'exécutif au suffrage universel, contrôle de la constitutionnalité : les trente dernières années ont marqué une triple rupture avec l'orthodoxie républicaine »¹⁹.

Bref, en guise de réconciliation, c'est d'un assassinat de la Révolution et de sa mémoire qu'il s'agit. Voilà qui éclaire singulièrement le contenu donné aux cérémonies du bicentenaire.

Au terme de la lecture des ouvrages de François Furet, une question vient naturellement à l'esprit : avons-nous affaire à un historien ? Il ne s'agit pas de nier l'existence des travaux qu'il a réalisés depuis de nombreuses années, mais force est de constater que ses ouvrages sont plus dominés par le commentaire

17. R. Aron, *Civilisation moderne et liberté*.

18. F. Furet et M. Ozouf, *Dictionnaire critique de la Révolution française*, 1988, Flammarion, p. 15.

19. *Ibidem*.

sur la signification et la portée de la Révolution que par l'étude et la confrontation des faits permettant d'étayer une interprétation du développement historique, quitte à écarter le réel lorsque les faits ne cadrent pas avec le commentaire.

Ses analyses cherchent plus à épouser la « mode » intellectuelle dominante qu'à construire une interprétation globale et cohérente. En 1965, l'heure est à la remise en cause du communisme pour cet ancien stalinien des années cinquante. Il s'en prend donc au « dérapage jacobin » qu'il oppose à la révolution libérale de 1789. En 1978, l'heure est aux « nouveaux philosophes », au Goulag, au totalitarisme, il lui faut donc s'attaquer à l'idéologie révolutionnaire en tant que telle, à la Révolution elle-même, comme produisant inéluctablement dictature et répression. En 1988, après deux années de cohabitation, l'heure est au consensus, la France ne doit plus connaître de crises politiques²⁰, le bicentenaire devient donc l'occasion de normaliser la Révolution, de l'intégrer à l'héritage national pour mieux vénérer les institutions du moment, ce qu'il fait...

François Furet n'est-il pas avant tout un idéologue avant d'être un historien²¹ ?

20. C'est ce que développe Michel Winock dans *La Fièvre Hexagonale*.

21. Cet article était terminé quand nous avons pris connaissance d'un ouvrage remarquable qui critique Furet avec beaucoup de pertinence : O. Bétourné, A. Hartig, *Penser l'histoire de la Révolution française*, La Découverte. Même remarque pour C. Guy, « François Furet ou la Fraude en histoire », *La Vérité*, n°603, avril 1989, et François Dosse, « 1789-1799 - Sous le linceul, la Révolution », in *Permanence de la Révolution*, La Brèche, mai 1989.

1789



LE FILM DE L'UNION DE LA
NATION FRANÇAISE
contre une minorité d'exploiteurs

LE FILM DES DROITS DE
L'HOMME ET DU CITOYEN

Pour la première fois un film sera commandité par
le Peuple lui-même par une vaste

SOUSCRIPTION POPULAIRE

2 Francs la part de commandite !

2 Francs le billet de souscription !

2 Francs qui viendront en déduction du prix des
places dans les salles où le film sera projeté.

SOUSCRIVEZ !

Chaque organisation, fédération, syndicat, se doit de collaborer
selon ses moyens à cette œuvre grandiose, et doit aider les
techniciens, les artistes et les ouvriers du cinéma qui travailleront
à la réalisation de ce film sous la direction de Jean **RENOIR**.

AFFICHETTES et TRACTS sont à votre disposition.

EN AVANT...

Pour que le Peuple de France ait son
film sur la Révolution Française de 1789.....

EN AVANT...

Pour la première expérience d'un
film pour le Peuple et par le Peuple.....

SOUSCRIVEZ !

FAITES SOUSCRIRE...

1937

POUR TOUTS RENSEIGNEMENTS ET TOUTS ENVOIS DE FONDS

LA MARSEILLAISE

27. Rue d'Anjou — PARIS (VIII^e)

Jacques Faucher

La Marseillaise de Renoir

La Révolution française a été portée au cinéma dès les origines de celui-ci (Un *Assassinat de Marat* a été tourné en 1897). Le nombre de films qui lui ont été consacrés est pourtant relativement faible. Sylvie Dallet, dans sa thèse ¹, a recensé deux cent films dont la moitié seulement sont français. La majorité sont des adaptations de romans et pièces de théâtre, plus inspirés de mémoires que nourris d'archives. *La Marseillaise* est l'une des rares œuvres « purement historique », ce qui ne peut qu'inspirer confiance dans ses qualités scientifiques. Sadoul n'écrivait-il pas dans *Le Point* en 1973 que ce film « a su traduire la réalité de la nation » ? Sans doute parce que « le scénario a été établi d'après des documents irréfutables, puisés non pas dans les livres d'histoire, mais dans les archives même de la Révolution, par une équipe d'historiens qualifiés », ainsi que le déclarait le réalisateur, Jean Renoir. Geneviève Guillaume-Grimaud a vérifié aux archives départementales des Bouches-du-Rhône, que Renoir « s'est fondé sur une solide documentation historique ». Il n'en reste pas moins que, de son propre aveu, il a voulu réaliser un film témoignant avant tout sur le Front populaire. Il le déclare à Jean Krès de *L'Avant-Garde* en février 37, avant le tournage :

« Depuis quelque temps, mes amis et moi, nous sentions la nécessité de faire un film représentant la France populaire face à toutes les productions qui n'ont rien à voir avec la France actuelle et qui sont, hélas, la majorité : la victoire de mai, les grèves de juin... Ce serait magnifique, mais le film ne sortirait jamais. Alors nous nous sommes rabattus sur l'époque qui offrait le plus de similitude avec la nôtre : la Révolution française ».

Sur cette lancée, Renoir réalise un « film national » à la gloire de « la seule époque d'union nationale, la seule qui puisse faire connaître le vrai visage de la France » (A. Bayet). Les organisations politiques et syndicales du Front populaire soutiennent l'initiative, Chautemps, Jean Zay, Sarraut, Blum, Herriot, Jouhaux, Frachon, Cachin, Paul-Boncour, Thorez, Bracke, Duclos, Basch, Ara-

1. Sylvie Dallet, *La Révolution française et le cinéma*, Lherminier, Quatre Vents. Thèse Paris X - Nanterre 1987, p. 32.

gon... patronnent l'entreprise ; une souscription populaire est lancée à travers toutes les organisations du Front populaire. *La Marseillaise*, c'est vraiment la grande entreprise politique dans le domaine du cinéma. Déjà le titre annonce la couleur. Malgré qu'en ait Pivert, engagé lui aussi dans l'affaire, c'est bien le chant des Versaillais qui, en 1937, pouvait le mieux symboliser la politique des organisations politiques et syndicales du Front populaire.

Il a donc été facile à la critique d'établir un parallèle quasi terme à terme entre le film et 1937. Le « Tu n'as pas le droit d'oublier les services que les prêtres ont rendu à la Révolution », d'Arnaud, le théoricien des Marseillais, fait écho directement à la main tendue aux catholiques de Maurice Thorez. Le ton général d'union nationale cadre avec la politique de collaboration de classes innovée par l'Internationale communiste en 1934. Mais le film ne se donne pas pour autre chose et il n'y a guère d'effort à faire pour signaler, avec Geneviève Guillaume-Grimaud² pour laquelle le film est « transparent », les rapports que la réalisation de Renoir entretient avec l'époque historique de sa réalisation. Quant à la relation entre les discours entrelacés à l'intérieur du texte filmique déterminé par la société, c'est un travail qui implique une analyse pas à pas pour essayer de comprendre comment l'histoire devient discours.

Le générique se déroule sur une représentation figée de Versailles et prend la forme d'une présentation de pièce de théâtre classique sur fond de musique ancienne. La première image du film fait donc de *La Marseillaise* et de l'histoire une représentation théâtrale. Ce que reprendra la Reine lors de la discussion à propos du *Manifeste* de Brunswick lorsqu'elle parlera de « sinistre comédie ». Un théâtre d'ombres n'est-il pas aussi le moyen de représenter l'affrontement Nation / Royauté ?

Au plan suivant, on est dans le château de Louis XVI où se déroule le lever du roi réglé selon une étiquette minutieuse. La relève de la garde s'effectue d'une manière mécanique, rythmée par une suite de commandements. Le soldat devant la tapisserie est parfaitement immobile. On est dans le domaine de l'ordre, de la règle figée auquel s'oppose le passage de soubrettes actives et bien vivantes. Même la nature qui pourrait introduire l'« animé » est une représentation (la tapisserie derrière le soldat).

A La Rochefoucauld-Liancourt qui demande à être introduit auprès du roi, un gentilhomme répond que « le roi dort comme Hercule après ses travaux », à la suite d'une « furieuse partie de chasse » ; il est cependant introduit et on découvre le roi assis sur son lit, volubile, familier, plaisantant et occupé à manger du poulet en buvant du vin.

Que peut-on organiser dans ce passage : d'abord le roi entre de plain pied dans la mythologie romaine, il est « comme Hercule », ensuite il chasse, ce qui

2. Geneviève Guillaume - Grimaud, *Le cinéma du Front populaire*, Lhemminier 1986, pp. 99-106

introduit un élément actif. Dans la chambre, il est immobilisé dans le lit, mais il est bon vivant — la fixité opposée à l'animé. De plus il mange, activité située du côté de la vie. Et il mange ce poulet que Picard a « ôté de sa portée ». Il viole donc un interdit, il s'oppose à la loi, il est du côté du désordre. Enfin, à l'intérieur du château règne l'étiquette, l'ordre ; à l'extérieur, le désordre : « Non, sire, c'est une révolution ». Ainsi, à la contradiction primitive figé / animé s'ajoute celle d'ordre / désordre, l'incluant.

Dans la séquence suivante, cette problématique se confirme. Un paysan enfreint la loi de son seigneur en chassant sur ses terres. Cette séquence s'ouvre sur un gros plan de pigeon picorant. Plan de nature et de vie prolongé par le geste du paysan faisant tourner la fronde. C'est la confirmation que l'extérieur est le lieu de l'« animé ». Mais la loi surgit, le comte et ses gardes interviennent pour faire respecter l'ordre.

Cet ordre, c'est le comte lui-même qui en est l'expression. Il renvoie Cabri — c'est le nom du paysan — à la justice du baillage, c'est-à-dire une justice purement automatique : avec eux, « c'est les galères », dit le maire Giraud, qui s'oppose au comte.

Il s'oppose par sa faconde méridionale, sa gestuelle, au ton empesé du comte. Il s'oppose aussi parce qu'il a un nom, Giraud, il est un personnage concret, avec des origines alors que le comte n'a pas de nom et est une abstraction, la loi. Giraud est du côté du vivant, du désordre, n'a-t-il pas déjà violé la loi à propos d'un délit précédent en ne poursuivant pas le délinquant ? Il dénonce le caractère ossifié de la justice dont les juges ont « un coeur comme un rocher » et « pas plus d'intelligence qu'un vieux chaudron ». Il ramène à une réalité concrète de pigeon maigre un oiseau dont le comte avait fait « un symbole de l'ordre social » qu'il défend, faisant passer du côté de l'« animé » et du désordre un pigeon, même mort, mais envisagé sous l'angle de la nourriture. On verra plus tard la place que prend ce-qui-se-mange dans le film. On peut déjà établir le lien avec le poulet du roi. Le pigeon et le poulet sont dans un même système de signes.

Le discours abstrait du comte sur les lois de Sa Majesté masque la réalité concrète des intérêts matériels de classe, comme le lui fait remarquer Giraud : « Vous avouez donc que ce sont vos biens et vos titres féodaux que vous défendez et non pas tant les lois de Sa Majesté ».

L'aristocrate tente de faire jouer la solidarité en incluant le maire, propriétaire enrichi, dans la hiérarchie sociale dont tous les niveaux sont solidaires et que justifie « l'ordre naturel et divin ». Mais la mise en scène montre que le maire, quelle que soit la force de la démonstration, n'est plus du côté de l'ordre, il est du côté du vivant, du dynamique — il fait rire —, du désordre qui clôt la séquence avec la fuite du prévenu.

Deux gros plans du couteau d'un paysan rompant les liens de Cabri, montrés en alternance de la discussion entre le maire et le comte ont préparé cette fuite et affirmé la solidarité paysanne. Plus profondément, ces deux plans sont

l'introduction du désordre au sein du tribunal, temple de l'ordre. Une fois de plus, l'intérieur est l'endroit de la loi, mais que mine son opposé (les liens tranchés). De l'intérieur de la pièce, Cabri saute de l'autre côté de la fenêtre dans la lumière extérieure, de la contrainte à la liberté. A ce moment, la mise en scène confirme de quel côté est le maire. Il accompagne du regard Cabri à l'extérieur et éclate de rire. Sa situation dans le conflit ordre-contrainte-figé / désordre-liberté-animé est claire. Le saut de Cabri permet d'avancer un nouveau concept, celui de franchissement, passage de l'intérieur-ordre à l'extérieur-désordre.

Mais on ne peut mécaniquement situer tel personnage, tel lieu, d'un côté ou d'un autre. Les uns et les autres sont travaillés par la contradiction. C'est à l'intérieur du tribunal que le désordre surgit : le lien rompu, le tohu-bohu de l'évasion, le maire se situe du côté de l'animé mais ne fait pas le saut vers l'extérieur. Le champ où roucoulent les colombes est extérieur, il n'est donc pas étonnant que la vie soit présente et la loi violée, mais le comte et ses gardes y font aussi intrusion.

Dans la séquence suivante, une cascade se précipite au flanc d'une forêt : il n'est donc pas surprenant d'y retrouver Cabri, l'homme du désordre. La symbolique de l'eau cascadiante et la présence de Cabri autorisent à associer la nature (extérieur) et la liberté (pas de loi), d'autant plus que cette eau, qui est aussi une entrave à la marche — toujours la contradiction —, est franchie par Cabri. Ces plans de montagne introduisent une nature qui a aussi ses lois que l'homme ne peut mépriser et doit subir. Cabri rencontre dans cette montagne Bomier, maçon marseillais, fuyant — avec son compagnon Arnaud, commis des douanes —, les aristocrates de la ville qui entendent y faire respecter l'ordre royal. Cabri le campagnard apprend à Bomier qu'il doit se plier à la loi naturelle s'il veut que sa cheminée tire. Au sein même de la nature règne le couple liberté / contrainte, autre forme de désordre / ordre. L'ordre semble l'emporter puisqu'il renvoie à une harmonie qui fait penser à un Eden retrouvé, pour peu qu'on sache « en observer les mystères ». « Ici on a la belle vie », dit Bomier, « tu veux un merle ? Tu prends la fronde et tu as un merle. Tu veux un lièvre ? Tu mets un petit bout de ficelle dans le buisson et le lièvre arrive ». Le discours gionisque fort en faveur dans les années 30 est ici évident, et rapidement mis à mal par le théoricien Arnaud, fort étrangement occupé à lire un gros livre tandis que Bomier s'affaire autour du lapin sur la braise. On doit remarquer à propos de ce lapin qu'il s'ajoute au poulet et au pigeon. Une série s'organise. Mais on en est à l'Eden. Ce paradis (les cailles tombent presque toute rôties !) exige ceinture, cuir, ficelle, sel, tabac. Autant de produits de la ville. Arnaud l'explique à Bomier et, par là-même, établit la nature sociale et historique de l'homme. Cette ceinture est un cadeau de la mère de Bomier dont il est dépendant comme il est donc dépendant d'un passé, d'une histoire auxquels sa mère renvoie. « Et ta mère ? Tu veux la revoir, ta mère ? » et il lui rappelle qu'on ne peut se passer « des commodités que nous devons au travail de nos parents ». Bomier s'affirme du côté du concret, du sensible, le lapin, la fronde, le feu, le

vent, tandis qu'Arnaud est du côté de l'abstrait, le livre, les commodités (mot qui généralise tout ce qui est dû au travail et l'exprime sous une forme abstraite). Bomier est sensoriel, Arnaud intellectuel. Bomier est à l'aise dans la montagne, Arnaud est un produit de la ville. Véritable tournoiement d'oppositions qu'ordre et désordre peuvent englober.

Il faut poursuivre l'examen de séquences d'introduction jusqu'au départ de la montagne.

Un nouveau personnage surgit, accédant au camp des fuyards : le curé. D'entrée, il est situé du côté de l'ordre : « C'est comme ça que vous montez la garde ? » et Bomier de lui répondre : « Et pourquoi ? Il vient personne par ici ! » dans une position diamétralement opposée. Le curé a sa place aux côtés d'Arnaud, ils sont filmés ensemble, debout, détachés sur le ciel, unis dans un geste fraternel de tapes dans le dos. L'ordre s'oppose au charnel. Cependant le curé est bien, lui aussi, du côté du sensible, puisqu'il apporte du pain, du fromage, du tabac. « Que peut apporter un pauvre curé ? » demande-t-il. Comme chacun sait, le curé fournit la nourriture à l'âme et ce pain, ce fromage sont la déconstruction de toutes les scènes de repas de la Bible et, par là, nourriture spirituelle. Arnaud et le curé vont bien ensemble, incarnation de l'idée de l'abstrait, de l'ordre. A Versailles, comme dans la montagne, s'affrontent l'abstrait et le sensible. Le film n'hésite pas à répéter que le curé incarne l'ordre, il le répète dans cette scène où le prêtre dénonce le désordre qui règne dans l'Eglise où des évêques de 22 ans transgressent la loi du seigneur.

A la fin de la séquence, un nouveau concept apparaît, celui de nouveauté, d'avenir. Tandis que Cabri, au début de la rencontre, avait affirmé son malthusianisme (« heureux que ses enfants soient morts » et affirmant que, « si les paysans étaient plus raisonnables, ils feraient moins d'enfants »), à la fin, il affirme sa foi dans les combats à venir, dans les « armes modernes » qui débarrassent des « mauvaises bêtes », même s'il ne part pas avec ses camarades « épurer la ville des aristocrates », sans passer du côté de l'avenir (il reste dans la montagne et reprend sa fronde).

Dans la plaine, des châteaux brûlent, un passé meurt, un avenir s'annonce. Bomier n'en mesure pas le sens historique, collectif. Il reste au niveau d'une réaction humaine individuelle : « si on me brûlait ma maison, je serais pas content ». Mais il part, alors que Cabri, sa position individualiste abandonnée, n'en reste pas moins dans la montagne. Le curé, porteur de toutes les nourritures, monté de la ville à la montagne, et « sergent de l'Eglise », unit dans une même disgrâce paysans, petits-bourgeois, militaires, en un mot le peuple et acquiert une stature de premier plan, de moteur de l'histoire. Il indique le chemin du devoir, de la nouvelle loi : « Les enfants, le moment est venu pour vous que vous quittiez la montagne, on a besoin de vous ».

« Il » a parlé, la séquence se termine et il disparaît du film à tout jamais. Ni lui, ni aucun de ses congénères ne réapparaîtra.

L'analyse de quelques séquences va confirmer ce qui a été mis à jour dans les séquences initiales.

Marseille, octobre 1790

La séquence s'ouvre sur un plan de voile blanche qui fait le lien avec l'idée de départ, d'avenir, qui a conclu la précédente. Cet avenir est lumineux comme la blancheur de la voile, comme l'était la vue par-delà la fenêtre du tribunal. Puis la camera descend dans un mouvement continu le long des mâts et on voit Bomier et Arnaud. Bomier s'étonne qu'on lui demande une carte pour entrer au Club des Amis de la Constitution.

« Est-ce qu'on a besoin d'une carte pour faire la révolution ? » dit-il.

— « Mon ami, on ne fait pas de l'ordre avec du désordre », lui répond Arnaud.

Sans rupture de plan, la camera pénètre dans le club, lieu où se forge l'avenir, une fois de plus lieu clos qui se révèle le centre de l'ordre. Toutes les interventions flétrissent ceux qui organisent le désordre à l'extérieur et proclament la nécessité de l'ordre dans la rue. « Nous, les portefaix... nous flétrissons les lâches attentats commis contre la tranquillité publique ». On dénonce la poignée d'agitateurs qui sèment le désordre « quand le roi et la nation sont unis dans le même amour du bien public ». Les factieux en train de compromettre l'avenir de la Révolution, « nous les voyons derrière les guichets des maisons de commerce où ils travaillent à faire monter les prix, nous les voyons dans l'administration où ils complotent contre l'exécution des mesures favorables à la Patrie. Nous les voyons dans l'Armée... »

Dans cette séquence, l'ordre est passé du côté de la Révolution.

La Prise du Fort

Dans le groupe de patriotes en attente de l'heure de l'attaque, un nouveau personnage : le peintre Javel. Ses premiers mots sont pour reprocher aux littérateurs de dénaturer la réalité. « Les levers de soleil ne sont pas ce qu'ils disent, ils magnifient ce qui est froidure et grisaille ». Mais, dans son activité de peintre, il joue le même rôle. Il prétend être en rupture avec le passé en ne peignant plus des « bergers et des bergères, bons pour les aristocrates », mais c'est pour leur substituer « des Romains, des héros de l'Antiquité, des Patriotes, quoi ! ». Dans des scènes à venir, il représentera les révolutionnaires sous les traits de Romains, et le couplet de *Ma Marseillaise*, « Nous entrerons dans la

carrière »... sous l'aspect de « la France de demain devant les restes de la Rome antique. » Autant de références qui le rattachent au passé, un passé dont Louis XVI (Hercule) n'est pas exclu. Sous une contradiction apparente, Javel incarne une sorte de continuité historique dans l'espace du figé.

Au moment de l'entrée dans le fort, l'écran est partagé en deux verticalement, à gauche la masse noire, statique, du fort, à droite, le ciel lumineux, la mer scintillante. C'est la reprise de la métaphore de la voile blanche ; le fort noir est le passé réactionnaire où les prisonniers deviennent aveugles, victimes des « humeurs malsaines qui suintent des murs » et le ciel est l'avenir de la lumière de la révolution, du futur.

On retrouve le concept de franchissement lorsque le chariot chargé du tonneau, cheval de Troie de la mythologie, passe à l'intérieur de la masse sombre, lieu de l'ordre royal où, à une première phase de désordre (l'attaque), va succéder l'installation d'un nouvel ordre. Les Patriotes revêtent les harnachements des soldats, s'emparent de leurs armes, leur deviennent semblables, interchangeables même, puisque l'un des attaquants reconnaît dans un défenseur un « pays » qu'il embrasse dans une étreinte, véritable fusion. La nouvelle loi s'impose : un soldat monte la garde, « de sa propre initiative », et Arnaud est désigné comme chef. En revanche, l'ordre ancien incarné par le marquis de Saint-Laurent commandant le fort s'effondre : les soldats éclatent de rire quand il leur demande de se retirer. Lui, « responsable devant Sa Majesté le Roi », avait « vu beaucoup de choses au cours de sa longue carrière, mais ça, il ne l'avait pas encore vu », ce qui montre bien que cette nouveauté est d'une qualité particulière, qu'elle a valeur de nouveauté totale. Elle est la grande lumière du drapeau montant dans le ciel. La nuit du passé prend fin, un ordre lumineux s'instaure.

Cette lumière accompagnera les Marseillais dans leur montée vers Paris et ne disparaîtra au cours de cette marche que lorsque les engagés évoqueront dans une scène nocturne la contre-révolution, la trahison des généraux.

L'opposition entre l'ancien et le nouveau est si forte que le marquis ne comprend pas les mots nouveaux : « Vous justifiez des actes que je considère comme une rébellion par des mots que je ne comprends pas : la Nation, les citoyens ». Arnaud se charge donc d'expliquer au marquis que « la Nation, c'est la réunion fraternelle de tous les Français, c'est vous, c'est moi, ce sont les gens qui passent dans la rue, c'est ce pêcheur sur cette barque ». Ce faisant, au moment où il lui dit « au plaisir de ne plus vous revoir » et le chasse vers les émigrés, en même temps, il l'inclut dans la nation, ce qui problématise l'appartenance de ces aristocrates à la patrie et laisse la porte ouverte à leur intégration.

Coblentz

Des émigrés réunis dans un hôtel jouent aux cartes et discutent. Ces gens d'ordre se livrent à un jeu qui implique une règle. Mais ils affirment leur confiance dans le roi de Prusse pour les rétablir dans leurs droits. Or le marquis, ex-commandant du fort de Marseille, ne les suit pas au nom de leur vieille loi aristocratique : des catholiques ne sauraient pactiser avec des protestants et attendre leur salut de l'ennemi héréditaire. Mais les aristocrates ont oublié leur loi comme ils ont oublié la façon dont on doit danser la gavotte.

C'est un monde qui a perdu la tête. Le marquis respecte la vieille loi d'honneur et, par là-même, est valorisé du fait de son refus de chercher aide auprès d'anciens ennemis et de sa lucidité quant aux forces militaires en présence. Le respect de la loi en elle-même est donc positif, alors que, jusqu'à maintenant, l'ancien et le nouveau, l'ordre et le désordre, semblaient antinomiques. Une fois de plus, un pont s'établit entre le passé et le futur. Ceux qui respectent l'ordre peuvent se retrouver dans la même communauté : le marquis a effectivement sa place dans la Nation.

Bomier et sa mère

L'affirmation du nouvel ordre s'est poursuivie au cours des discussions au Club des Amis de Marseille. Un certain nombre de mesures d'ordre ont été proclamées indispensables par les Marseillais avant leur départ pour la frontière : le rappel des ministres patriotes, les mesures de rigueur contre les prêtres réfractaires, les agents de l'étranger... Pour pouvoir s'engager, il faut satisfaire à certaines conditions et en particulier ne pas avoir de dette, ce qui interdit à Bomier de s'enrôler.

Dans la maison de sa mère, « on s'honore de parler français », proclame une affichette. Pas de doute, c'est la maison des idées nouvelles, mais c'est aussi la maison de l'ordre : les femmes restent debout quand les hommes sont à table comme le veut la tradition.

« Que dirait ton pauvre père, s'il voyait une femme attablée pendant que tu manges ? »

A quoi le fils oppose :

« Nos vieilles coutumes n'ont plus de raison d'être ».

Le poids des idées anciennes reste très lourd. Contrairement à l'oratrice du Club des Amis qui proclamait « Nous, les femmes, nous sommes là », la mère de Bomier, comme un contradicteur du club, pense que « la place des femmes est au foyer ». Elle tire son fils vers le bas, tente de le décourager, de l'éloigner de « ces bagarres contre des gens plus riches, plus forts, mieux armés ». Elle

affirme qu'« il y aura toujours des riches et des pauvres », que c'est « la lutte du pot de terre contre le pot de fer ». L'amour maternel entre en lutte contre l'intérêt collectif. Le personnel s'oppose au social, la famille à la nation. Dans cette scène, le problème est celui du passage de l'individuel au collectif, du dedans (la cuisine obscure où règne l'ordre familial) au dehors (la rue lumineuse où l'on entend chanter les engagés). Ce passage va pouvoir se faire grâce au respect de l'ancienne loi, de l'ordre du passé. Bomier va pouvoir payer sa dette (dette contractée pour sa maîtresse, donc personnelle, d'ordre sentimental) et s'engager pour la Révolution, car sa mère lui rappelle qu'il peut vendre la terre d'un vieil oncle. Comment s'explique ce revirement ? « Tu es l'homme, tu peux faire ce que tu veux ».

La mise en scène exprime ce problème du passage de la façon suivante : Bomier est d'abord filmé à sa fenêtre, regardant dehors, puis, quand la mère suggère la solution de la terre de l'oncle, il peut partir, il s'en va. La mère dit à la servante : « Ferme la fenêtre ». La camera part de la mère, assise, les yeux embués, parcourt l'intérieur de la cuisine, passe sur une cruche, des tomates rangées à plat et aboutit à la fenêtre ouverte, franchit l'encadrement et rejoint Bomier qui court dans la rue en chantant. Ainsi le mouvement de la camera effectue visuellement le saut de Bomier, de sa cuisine dans la rue, de son univers familial au monde du collectif, du passé au futur. La camera matérialise cinématographiquement le concept de franchissement. La loi des engagés, le collectif, le nouvel ordre, la Révolution, l'emportent sur le familial, le sentimental, l'ordre ancien, la réaction. Pourtant on ne peut manquer de mettre en parallèle la scène de la cuisine et celle de l'hôtel de Coblentz. Dans les deux cas, le positif est déterminé par le respect de l'ancienne loi. A Coblentz, le respect de la loi du passé conduisait à ne pas trahir la France, à Marseille, c'est au nom de la supériorité de l'homme (cette vieille loi qui n'a plus cours) que Bomier peut rejoindre les rangs révolutionnaires. Une fois de plus, la nouvelle loi naît du respect de l'ancienne. Le principe d'ordre assure le passage d'un monde à un autre.

La Montée à Paris

Une séquence commence sur un exercice de chargement du fusil sans autre intérêt, semble-t-il, que celui de témoigner d'un souci documentaire du respect de l'histoire. Mais comment ne pas mettre en rapport cette démonstration avec ce qu'on vient d'analyser sur l'ancien et le nouveau ? Ici encore, le souci de se plier scrupuleusement aux vieilles règles du chargement du fusil est la condition de la victoire. L'ancien conditionne le nouveau, l'un découle de l'autre. Coblentz, la cuisine de Bomier, le chargement du fusil sont autant de répétitions métamorphiques d'une même problématique.

Au cours de la montée vers Paris, décrite en plans fréquentatifs, les marches s'effectuent dans la lumière dont ces soldats sont porteurs et l'opposition passé/avenir, ordre ancien/ordre nouveau, nourrit toutes les images. Les soldats chantent alternativement en patois (l'ancien) et en français (le nouveau). Bomier, enfin conquis par *La Marseillaise* (ce chant qui pourtant ne respectait pas « les règles de l'harmonie ») n'en continue pas moins de subir l'attraction de la fuite hors du monde :

« Et là-haut à Paris, pas moyen de foutre le camp dans la montagne. Dis, Arnaud, tu te rappelles la montagne avec Cabri ? Que c'était beau ! »

La Fête de la Fédération

Un Fédéré est assis sur les planches d'une tribune. Un organisateur intervient et ce dialogue s'instaure :

« Citoyen, veuillez évacuer cette tribune réservée aux Fédérés bretons.

— Alors, c'est ça l'égalité ? Pourquoi les Fédérés bretons auraient droit à cette tribune et pas moi ?

— Et pourquoi toi et pas les Fédérés bretons ?

— Si tout le monde faisait comme toi, ce serait du propre ».

La caméra filme l'indiscipliné assis, écrasé par le regard de l'organisateur debout. On ne fait pas de l'ordre avec du désordre. Le texte se répète.

Le grand moment de l'arrivée des Marseillais sur la place de la Fédération reprend l'assimilation de l'histoire à une scène de théâtre. La place est révélée par un mouvement de camera qui, partant de ruines de toute évidence fausses, occupant tout l'écran et couronnées d'un écriteau « Ci-gît la Bastille » (artifice de théâtre), aboutit à la place elle-même, montrée en plongée se présentant comme scène de l'histoire et l'histoire comme représentation théâtrale.

Le Banquet de la Fédération

L'opposition ordre à l'intérieur/désordre à l'extérieur se répète ici. Les Marseillais avancent sur les Champs-Élysées dans le laisser-aller de promeneurs et les conversations sont un brouhaha où quelques membres de phrases seuls sont compréhensibles. Les aristocrates les provoquent. Dès qu'on est dans la salle, c'est la parfaite ordonnance des tables dressées qui s'impose, tandis qu'à l'extérieur, la conduite provocatrice des aristocrates engendre une mêlée générale qui fait bondir les banqueteurs hors de leur salle.

L'orage annonciateur du drame, comme dans toute bonne tragédie, met fin à la lutte armée.

Sous les apparences du même costume, l'ordre ancien et l'ordre nouveau se sont affrontés. L'échange entre Arnaud et un aristocrate est significatif :

« Tu portes le même costume de la Garde nationale, comme moi », dit Arnaud.

— Oui, mais toi, tu es républicain ; moi, je suis royaliste. Je suis un partisan de l'ordre.

— Si tu es un partisan de l'ordre, pourquoi es-tu venu troubler notre banquet fraternel ?

L'ordre ne se divise pas. Il a toujours le même costume. L'ordre abstrait, l'ordre en soi, doit régler les conduites.

Le Manifeste de Brunswick

Un mot, dans le Manifeste, choque particulièrement Louis XVI : la subversion de la ville. « Drôle de mot, dit-il, mais qui dit bien ce qu'il veut dire ».

La subversion est déjà à la cour. Un ministre est prêt à violer les lois de l'honneur, du patriotisme et de l'intérêt national en faisant siennes les paroles de son agent de change qui préférerait voir camper les Prussiens sur la place Louis XV et l'assignat tomber au-dessous de zéro que d'assister à une victoire qui renforcerait l'audace des éléments de désordre.

Comme à Coblenz, les représentants de l'ordre sont du côté de la subversion tandis que leur chef, le Roi, craint le désordre de la guerre et s'affirme même du côté de la nouveauté. En effet, la Reine affirme ne pouvoir ajouter foi à « un ministre qui se lave les dents », donc novateur, et le roi approuve ce ministre : « On se lave bien les mains... j'aimerais tâter de ce brossage ». Alors qu'on a vu la royauté corsetée par l'étiquette, opposée au vivant, voilà que le roi, comme au début du film, s'enflamme à propos de la chasse. Mais il s'enflamme, dira-t-on, pour la chasse à l'ancienne, ce qui semblerait le mettre en contradiction avec son goût pour la nouveauté. Ce qu'il condamne dans la chasse nouvelle, c'est son aspect mécanique et non plus animé. La chasse est devenue « une expédition avec des rabatteurs qui vous amènent le gibier comme des quilles devant la boule d'un joueur ». Il se laisse tellement emporter par sa passion de la chasse qu'il en offense la reine dans ses affections familiales et le désordre ainsi provoqué lui en fait « oublier les formes convenables à son affectueuse tendresse ». La chasse, l'« animé », la passion, une fois de plus, engendrent le désordre et le roi, rappelé à l'ordre des « formes convenables » par les larmes de sa femme, fait immédiatement porter le Manifeste à l'Assemblée. Le personnel, l'affectif, l'emporte sur le collectif. Le roi passe du côté de la subversion aristocratique.

Toute la presse révolutionnaire se dresse contre le roi, mais l'essentiel n'est pas là : Javel, tout en s'enkystant dans son anticléricalisme, s'affirme partisan d'une nouveauté : les pommes de terre, en opposition à Bomier. Celui-ci affirme aussi son individualisme. Face au « nous » d'Arnaud, « Nous proclamerons la déchéance du roi », il avance son « moi » : « Qui ça, nous ? J'ai rien décidé, moi ! ».

Par là, le refus de la nouveauté s'associe à l'individualisme dont Bomier est depuis toujours porteur. Dans les scènes suivantes, son individualisme va s'épanouir dans le sentimental.

A la Veille de la prise des Tuileries

Bomier est le seul personnage à devenir amoureux. Lorsqu'il amène Louison au Théâtre d'Ombres, l'histoire se réduit à des ombres chinoises abstraites, figées, noires, qui n'intéressent guère les spectateurs venus plus pour l'obscurité complice que pour les silhouettes. C'est le lieu de l'intimité et Bomier rêve de son avenir avec Louison et non de l'avenir de la Révolution. Leurs voisins s'embrassent. Péripétie que la Révolution face aux destins personnels ! La Nation et le roi découpés dans du bois ou du carton ne pèsent guère en contre-champ des êtres de chair et de sang qui rêvent. Que dit Bomier lorsque, rangé au milieu de quelques soldats, il attend les cloches, signal de l'attaque : « Je voudrais bien revoir Louison », alors qu'Arnaud vient de déclarer : « Que chacun se dise, quel que soit son sort personnel dans la bataille, le soleil se couchera sur une France purifiée de la trahison ». Le destin collectif, dans la réalité de l'action, est mis en parallèle avec les amours personnelles qui ramènent l'histoire à des affrontements de bouts de carton.

Plus loin dans le film, au moment où le combat va se livrer, Arnaud rappelle : « Pas de sang ! Derrière la porte, il y a des Gardes nationaux, d'honnêtes citoyens de la ville de Paris... », et Bomier commente : « Il y en a aussi là-dans qui ont leur père, leur frère, des oncles, des enfants, leurs affections », si bien qu'Arnaud lui dit : « Tu penses à Louison ? ». Chez Bomier, l'affectif l'emporte toujours. A l'instant du combat, dans le face-à-face avec le Suisse qui, lui, évoque l'honneur de son arme, Bomier réplique qu'« à sa place, il le quitterait, son poste » et lui conseille la fuite individuelle, le retour dans sa montagne, de l'autre côté du Mont-Blanc, « parce que, tu sais, la montagne, moi, je la connais, j'y ai vécu pendant trois mois avec Arnaud et ça me plaisait »... Le coup de fusil du Suisse sanctionne son individualisme. Blessé à mort, disant adieu à Arnaud, c'est encore à la montagne qu'il pense : « Donne le bonjour à la montagne quand tu seras en bas ». Quand il meurt dans les bras de Louison, il ne regrette pas d'avoir dépensé les vingt francs qui lui avaient été confiés à sa montée vers Paris. Or ces vingt francs ont servi à satisfaire des dépenses d'ordre privé (pour Louison certainement) alors qu'ils devaient récompenser un soldat ayant accompli son devoir révolutionnaire. Il pense enfin à sa

mère, incarnation du familial opposé au collectif, « qui se fera un brave mauvais sang ».

Aux Tuileries

Les soldats royaux martèlent le sol du château comme dans la séquence du lever du roi, mais cette fois les gentilshommes sont une gêne pour l'armée. La reine les défend face au chef militaire du Palais. Elle est de plus en plus du côté du désordre.

Dans la scène suivante, le roi, une fois de plus, va se situer du côté du progrès.

Aux cris de « Vive la Reine », celle-ci franchit une porte qui barre tout l'écran, elle avance, royale, filmée à mi-jambes, baisse la tête et la caméra accompagne ce mouvement vers une table servie, puis balaie la table, remonte vers la reine en plan plus rapproché : « Comment, sire, vous mangez en de pareilles circonstances ? ». La diagonale descend vers la droite de l'écran, le roi en plongée lève la tête vers la reine : « Mais pourquoi pas ? L'estomac est un organe qui ignore les subtilités de la politique. Je me suis fait servir des tomates ; on parle beaucoup de ce légume depuis l'arrivée à Paris de ce bataillon de Marseillais. J'ai voulu en tâter, moi aussi. Et bien, madame, voulez-vous que je vous donne mon impression ? C'est un mets excellent, nous aurions eu tort de le négliger ». Non seulement le roi s'affirme ainsi du côté du progrès — la tomate est un légume inconnu à Paris (voir la tête du serveur du banquet des Champs Élysées quand Arnaud lui en demande) — du côté du désordre par rapport aux habitudes culinaires, mais aussi du côté des Marseillais, par contamination. D'où l'importance des tomates dans ce film : tomates chez Bomier, tomates dont on parle dans le cortège se rendant au banquet, tomates qu'Arnaud demande au serveur et tomates que le roi mange et vante. Le roi est en rupture avec ses propres règles, son propre ordre.

La mise en rapport de toutes les scènes où la nourriture est présente permet d'associer cette dernière à l'idée de rupture de l'ordre, de révolution. Le roi mange un poulet qui lui avait été interdit (placé hors de sa portée), Cabri tue un pigeon sur les terres de son seigneur ; fuyant la justice il fait cuire un lapin dans la montagne. Les Montpelliérains font un banquet quand les Marseillais s'enrôlent, la discussion sur le départ de Bomier a lieu dans une cuisine, au cours du repas, la caméra panoramique sur des tomates quand il part s'engager. Un personnage rencontré au cours de la marche vers Paris donne vingt francs à Bomier pour que son neveu « se paie un bon gueuleton quand vous aurez foutu M. Veto en l'air ». Javel argumente en faveur des pommes de terres — juste après l'« ultimatum » — en signalant que « le roi, qui n'est pas un très bon politique, mais qui est un fin mangeur, se nourrit presque exclusivement de pommes de terre » ; enfin Bomier sale sa pitance. L'abolition de la gabelle, l'impôt sur le sel — quel lien plus étroit avec la Révolution ? Quelle association

plus symbolique que celle-là ? Le vin enfin, associé au sang et donc à la vie, au dynamique, irrigue le film. Il lui est substitué le patriote armé dans le tonneau lors de l'attaque du fort de Marseille. Des grappes de raisin arrivent en premier plan devant les soldats faisant mouvement vers Paris, le départ des Marseillais est fêté à coup de godets ; à la fête de la Fédération, le vin d'Argenteuil réunit gens du Nord et gens du Sud.

En revanche, on ne mange jamais du côté des aristocrates. Il y a donc bien deux camps, celui des mangeurs et celui des abstinents. Marseillais et Louis XVI sont bien sous le même signe.

La reine a donc toutes les raisons d'être choquée de voir son mari à table dans cette scène symétrique de la séquence du lever du roi. Son mari mangeant du poulet rompait la rigidité de l'étiquette, introduisait la vie dans le figé. Avec les tomates, il passe du côté de l'avenir. Les tomates ne sont-elles pas appelées aussi « pommes d'amour », comme le dit Arnaud ? Ne constituent-elles pas un lien sentimental avec les Marseillais ?

Il n'est pas étonnant alors que « le bon Picard » se préoccupe de la perruque du roi, de travers... A la tête même du royaume, le désordre s'est installé et sans cesse le roi va porter la main à sa perruque pour tenter de redresser la situation.

La sortie du roi vers les Gardes dans la cour des Tuileries se fait en deux plans. Le premier est à l'intérieur avec les gentilshommes chantant « O mon roi ! », la caméra accompagne le roi puis avance sur les têtes, en gros plan des chanteurs, tourne vers la gauche et prend le roi en train de descendre les escaliers ; on est dans le passé, dans l'ancien cadre, au plan suivant on est à l'extérieur. « O mon roi » est remplacé par des roulements de tambour et les cloches de la ville qui sonnent le rassemblement des forces révolutionnaires. On est dans le nouveau. L'affrontement entre « Vive le Roi » et « Vive la Nation » reprend la même problématique. A chaque fois, c'est le roi qui constitue le lien entre le passé et le futur. Le montage en deux plans intérieur / extérieur est l'expression cinématographique de cette continuité dans la rupture. La reine, elle, reste derrière la fenêtre, s'exclamant : « Mon dieu, qu'est-ce que Sa Majesté va faire par là ? ». Le roi a franchi une frontière.

Mais le désordre est bien dans la maison royale, non seulement les gentilshommes gênent les manoeuvres des soldats, mais le dauphin se traîne sur les tapis. A son retour, le roi n'a de cesse que Picard remette droite cette perruque qui le dérange. On le comprend.

Roederer

A l'arrivée de Roederer, le plus grand désordre règne à l'intérieur du palais où les dames de la cour n'ont d'espoir que dans « la sauvegarde des formations révolutionnaires organisées ». L'espoir d'ordre résidait dans les forces du

désordre ! Le chef de la Maison royale menace de fusiller les officiers qui quitteraient leur poste. Le roi ne peut esquisser que quelques gestes pour remettre en ordre sa tenue.

A l'extérieur, le cortège royal en route pour l'Assemblée marche entre deux rangées d'arbres géométriquement disposés et s'éloigne du château. Le Dauphin introduit un élément de désordre en éparpillant les feuilles entassées et en les jetant à la figure de sa soeur.

Le roi constate alors le désordre généralisé : la nature ne suit plus son rythme. « Voici bien des feuilles, elles tombent de bonne heure, cette année ». Elles reflètent le désordre de la société comme l'orage annonçait les coups de tonnerre politiques. Le cortège passe. L'allée se vide. Fondu au noir.

L'Attaque des Tuileries

Pour la première fois, des enfants sont sur l'écran après le Dauphin. Ni eux ni lui ne sont concernés par ces événements, ils jouent, extérieurs à ce qui se passe. L'enfance, c'est une sorte d'assurance que les choses sont éternelles, quelle que soit l'agitation superficielle du monde.

La séquence débute par une plongée sur des enfants jouant à saute-mouton, puis la caméra se soulève, la place est bordée de maisons et de soldats en rangs, elle revient pour décrire (en plongée toujours) une foule disponible ; le mouvement continue vers le sol et s'arrête sur des enfants jouant aux billes (en gros plan) avant de remonter à droite et de cadrer des patriotes en train de forcer le portail des Tuileries à coups de bélier.

A ce moment, alors que le film a insisté sur le rôle positif des prêtres, brusquement une croix noire et immense envahit l'écran ; le système de fermeture du portail, maintenant filmé côté Tuileries, dessine cette énorme croix que les révolutionnaires font éclater en deux pour enfin envahir la cour des Tuileries. Dans la logique du film, cette croix ne peut être celle de l'église catholique, rempart contre l'anarchie, mais plutôt le signe du sacré et l'acte révolutionnaire apparaît alors comme de l'ordre du viol. Un tabou est surmonté, celui de l'intouchabilité de la royauté de droit divin.

Au cours des combats, du flux et du reflux des assauts d'uniformes similaires et confondables, l'anarchisant individualiste (qui aurait lu Giono) est expulsé du film : Bomier meurt.

A partir de là, tous les plans sont liés les uns aux autres par des fondus enchaînés, procédé technique qui donne l'illusion d'un passage en douceur d'une image à l'autre. Cette façon de monter n'est pas sans retentir sur le sens des images montrées. le passage de l'ancien au nouvel ordre n'est pas une rupture

mais un glissement naturel d'un état à l'autre. On passe de la mort de Bomier à l'invasion du château par un fondu enchaîné, puis de la dernière vision des combats dans le château au planton devant la tapisserie de la séquence du lever du roi ; et à cette image se substitue l'image exactement superposable d'un autre soldat, dans la même attitude, mais plus jeune et arborant la cocarde tricolore. Sans doute la jeunesse succède-t-elle à plus vieux, mais le passage se fait sans heurt. Un ordre succède à un autre dans le cadre de cette tapisserie inanimée et permanente, et ainsi s'effectue le retour au figé. En fondu enchaîné, le film continue sur la fusillade de nobles que gomme en douceur le retour à des images d'ordre ; une pancarte indique un pillard pendu et Roederer annonce que « les tribunaux jugeront les Suisses, les gentilshommes et autres, convaincus d'avoir tiré sur le peuple ». L'Histoire se poursuit toujours dans la douceur des mêmes enchaînements faisant succéder l'ordre des tribunaux à l'ordre militaire des soldats de Valmy qui défilent sans fin vers un avenir qu'on ne voit pas, venant d'un horizon qu'on ignore. La boucle est bouclée. Javel, l'homme de toutes les immobilités, crie « Vive la Liberté » au terme d'un discours épuré maintenant de tout anticléricalisme. Le commandement « Garde à vous » lui répond. Liberté / autorité dans ce nouvel ordre où commence « une nouvelle époque pour l'histoire du monde » restent les deux axes de l'équilibre politique.

Quant au roi, on l'a vu dès le début du film et ensuite dans chacune de ses apparitions, il assure la transition d'un ordre à l'autre. Parce que la loi reste la loi quelles que soient ses métamorphoses. Au sein du passé sont inclus les germes de l'avenir et, sans rupture, un monde naît de l'autre. L'histoire de l'humanité, d'Hercule à Valmy, en passant par Rome et la royauté, est une suite de substitutions d'un état à un autre, sans révolution. L'histoire est une représentation théâtrale où le bruit et la fureur n'affectent pas les âmes enfantines.

La Marseillaise allait au-delà des intentions des commanditaires, des organisations du Front populaire, au-delà de l'Union nationale. Le film annonçait déjà en 1937 ce que « découvriront » les idéologues contemporains. Ce n'est pas un hasard s'il s'arrête à Valmy, avant l'exécution du roi, et ne concerne donc que la partie « bonne », acceptable de la Révolution. Ce film, qui affecte d'être un film de rupture, gomme, en fait, la Révolution.

Gérard Roche

Les arts, la littérature et la révolution française

Si la Révolution française a marqué, avec la chute de la monarchie et la *Déclaration des droits de l'homme et du citoyen*, un véritable bond en avant, en a-t-il été de même dans le domaine de l'art et de la littérature et, plus généralement, dans celui de l'écrit ? Telle est l'interrogation majeure de toute une série d'ouvrages qui, peu ou prou, traitent du même thème. *Art Press* a réalisé un luxueux numéro spécial sur 1789, *Révolution culturelle*, tandis que le revue *Europe*, délaissant l'expression artistique, a préféré montrer *la Révolution mise à nu par ses écrivains même*. Gérard Gengembre dans *A vos plumes citoyens*, analyse les écrits et les paroles des journalistes, orateurs et poètes depuis la prise de la Bastille jusqu'à Waterloo. Dans la même collection, Marie-Catherine Sahut et Régis Michel se livrent à une intéressante étude : *David, l'art et le politique* retraçant l'oeuvre et l'itinéraire du peintre¹. De cette liste d'ouvrages, qui est loin d'être exhaustive, se détache, à la fois par son ambition et par la clarté du propos, le livre passionnant de Béatrice Didier : *Ecrire la Révolution*. Professeur à l'Université de Paris VIII, spécialiste de la littérature du XVIII^e siècle, Béatrice Didier a choisi, sans prétendre épuiser le sujet, de rendre compte du bouleversement révolutionnaire dans le domaine de l'écrit en remettant en cause la hiérarchie des genres².

Alors que la plupart de ces ouvrages braquent le projecteur sur les auteurs et les artistes de la génération de 1789, d'autres études s'interrogent sur la manière dont la Révolution française a été représentée dans la littérature et les arts au XX^e siècle, plus particulièrement au théâtre et au cinéma. C'était le thème du colloque de Cerisy qui s'est déroulé du 19 au 29 juillet 1988 dont les communications ont été réunies par Jean-Claude Bonnet dans *La Légende de la Révolution au XX^e siècle*³.

1. Gérard Gengembre, *A vos plumes citoyens. Ecrivains, journalistes et poètes de la Bastille à Waterloo*, « Découvertes Gallimard », 1988, 208 p. Marie-Catherine Sahut, Régis Michel, *David, l'art et le politique*, « Découvertes Gallimard/ Réunion des musées Nationaux », Gallimard, 1988, 176 p. A signaler dans la même collection deux autres ouvrages : *La Révolution des savants* et *Les architectes de la liberté*.

2. Béatrice Didier, *Ecrire la Révolution. 1789-1799*, PUF, 1989, 318 p.

3. *La Légende de la Révolution au XX^e siècle. De Gance à Renoir, de Romain Rolland à Claude Simon*, sous la direction de J.C. Bonnet et Ph. Roger, Colloque de Cerisy, Flammarion, 1988, 222 p.

Le retour à l'antique

Que s'est-t-il passé à cette époque dans le domaine de l'art, du langage, des formes, de la symbolique, de la sensibilité ? Après une phase culturelle éblouissante, celle des Lumières, n'assiste-t-on pas à une régression, voire à un coup d'arrêt ? Telle est l'interrogation de la revue *Art Press*. Comment interpréter le triomphe du modèle néo-classique héroïque qu'incarne, entre autres, le peintre David élevé au rang de peintre officiel ?

Dans un entretien, Jean Starobinski résume la lecture de l'art européen de l'année 1789 qu'il a exposé dans un ouvrage déjà ancien) *1789, les emblèmes de la raison*⁴ ; livre-tableau dans lequel sont évoqués : David, Füssli, Canova, Goya, Mozart et étudiées l'architecture et la musique. Pour Starobinski, le retour au « goût sévère » était déjà inscrit dès le milieu du XVIII^e siècle, encouragé aussi bien par l'académie que par Diderot. La doctrine des révolutionnaires avait déjà produit ses effets avant la Révolution comme le montre *Le Serment des Horaces* peint par David en 1784-1785. Alors que plusieurs artistes s'engagent aux côtés des révolutionnaires (David, Prud'hon), d'autres demeurent à l'écart (Greuze) ou se montrent réfractaires au « mythe solaire » de la Révolution se traduisant en art par un néo-classicisme inspiré de l'antiquité gréco-romaine. Quant à Goya et Füssli, ils voient l'époque « à partir d'un autre lieu ».

Les auteurs de *David, l'art et la politique* voient eux aussi, dans *Le Serment des Horaces* la vertu militante de David et une critique hardie « d'esprit philosophique et de langage pamphlétaire » inspiré de Rousseau. L'intelligentsia qui considère la peinture comme une machine de guerre contre « l'hypocrisie d'une société corrompue » fait de David son interprète naturel : la Rome des Horaces devient l'antidote du Paris de Louis XVI : « c'est le casque et l'épée contre le fard et la perruque »⁵. Il faut que l'artiste soit le philosophe, s'écrit David à la Convention, au plus fort de la Terreur. Héritier des lumières, chaud partisan et intime de Robespierre, David n'a cessé de confondre l'art et l'idéal. Il apparaît, en fait, comme le représentant de l'art de propagande. Nul, parmi les artistes, ne fut plus engagé que lui : en septembre 1793, il entre au Comité de Sûreté Générale et devient l'un de ses douze membres qui siègeront jusqu'au 9 Thermidor. Son élection au Comité marque l'apogée de sa carrière politique : régicide sans remords en janvier 1793, adversaire sans faille des Girondins en mai, président des jacobins en juin, il accède en janvier 1794, à la présidence de la Convention. Toutefois, le rôle politique de David reste limité ; il préfère se consacrer plutôt aux questions artistiques (Académie, Museum, fêtes, monuments civiques). Le chef-d'oeuvre de David demeure incontestablement son *Marat*, dont Baudelaire a écrit qu'il a « tout le

Signalons également un autre ouvrage collectif sous la direction de J.C. Bonnet : *La Carmagnole des muses*, A. Colin, 1988.

4. Jean Starobinski, *1789, les emblèmes de la raison*, Skira, réed. Champs-Flammarion, 1979.

5. *David, l'art et la politique*, p. 42.

parfum de l'idéal ». Le partisan inconditionnel de Robespierre, après un bref séjour en prison pendant Thermidor, finira comme peintre officiel de l'Empire.

1789 marque une rupture dans l'architecture avec les trois principales figures que sont Boullée, Ledoux et Lequeu. Chantal Béret étudie de manière fouillée la « révolution formaliste » dont ils sont les promoteurs⁶.

La démarche de ces trois architectes de la Révolution est porteuse de transformations formelles qui « visaient la destruction de la tradition et des règles académiques » et la « décomposition de l'ordre classique » à travers le rejet de l'esthétique du baroque et du rococo. Etienne Boullée est l'architecte des formes simples et des « corps bruts » : cubes et cylindres des architectures publiques, cônes et pyramides des monuments funéraires. Fidèle à sa lecture transversale de l'écrit révolutionnaire, Béatrice Didier s'intéresse à Claude-Nicolas Ledoux écrivain, et à l'ouvrage qu'il a écrit à la fin de sa vie : *L'architecture considérée sous le rapport de l'art, des moeurs et de la législation* dans lequel surgissent parmi d'ennuyeuses réflexions « d'éblouissants passages ». Ses récits de voyages (forêt de Chaux, les Salines) présentent un vif intérêt comme « point de jonction entre les récits du XVIII^e siècle et le récit romantique ». On trouve aussi chez Ledoux une théorie de l'harmonie qui fait penser à Fourier et qui prend ses racines dans la réflexion philosophique et occultiste du XVIII^e. Ledoux établit une correspondance entre l'harmonie des formes (sphères) et l'harmonie sociale. Toutefois, comme le souligne Béatrice Didier, la pensée de Ledoux diffère fondamentalement de celle de Rousseau : l'équilibre social ne peut se trouver que dans la maîtrise du progrès industriel.

L'irruption de la parole et de l'écrit

Le livre de Gérard Gengembre, concis et très bien informé, dont le mérite est d'être accompagné d'une riche iconographie, analyse le flot de parole qui marque le fait révolutionnaire, phénomène qui n'est pas sans rappeler la fête du langage et cette « parole en liberté » qu'a été mai-juin 1968. Les bouches s'ouvrent, les coeurs s'épanchent et les esprits bouillonnent. Si le XVIII^e siècle avait promu l'homme de lettres ou, pour reprendre l'expression de Paul Bénichou, avait été « le sacre de l'écrivain », la Révolution démocratise l'écrit, ouvrant la voix à une relative popularisation de la littérature. Le rôle des journaux révolutionnaires et contre-révolutionnaires est capital. Le royaliste Rivarol dans *Les Actes des Apôtres*, Brissot dans *Les Révolutions de la France et de Brabant* puis dans *Le Vieux cordelier*, rivalisent d'ardeur polémique. Les journalistes, écrit Brissot, « exercent un ministère public, ils dénoncent, décrètent, absolvent, condamnent ». La lecture du journal devient « la prière du monde moderne » note Hegel. Le journal le plus prestigieux et qui marque le plus dura-

6. Chantal Béret, « Une révolution formaliste : Lequeu, Boullée, Ledoux », *1789. Révolution culturelle française*, numéro spécial d'*Art Press*, p. 100.

blement l'histoire de la presse révolutionnaire est *Le Père Duchesne*, auquel Béatrice Didier consacre également un chapitre. *Le Père Duchesne* a vécu de 1790 à 1794. Il paraît trois fois par semaine, composé d'un seul article. (au total 10 forts volumes). A son propos Béatrice Didier écrit « que l'on demeure un peu abasourdi par tant de fécondité et de véhémence, par cette respiration puissante qui ne s'essouffle pas »⁷.

Faut-il souscrire à l'affirmation de la revue *Art Press* selon laquelle les années qui ont suivi 1789 ont été particulièrement indigentes dans le domaine littéraire, contrairement à l'effervescence futuriste qui avait accompagné la Révolution d'Octobre 1917 ? Ce n'est pas l'avis de Gérard Gengembre qui souligne au contraire que la transition révolutionnaire, loin d'être un désert littéraire, ouvre d'innombrables chantiers et appuie son appréciation des propos de Chateaubriand : « la colère brutale faisait des ruines et sous cette colère était cachée l'intelligence qui jetait parmi ces ruines les fondements du nouvel édifice »⁸. La richesse de l'oeuvre inclassable d'un Restif de la Bretonne, témoin nocturne de la Révolution, et, dans une moindre mesure, celle encore méconnue de Sylvain Maréchal, semblent confirmer l'opinion de Gérard Gengembre.

Béatrice Didier est d'un avis aussi tranché : la période révolutionnaire n'est pas cette époque catastrophique pour la création littéraire et qu'il convient de négliger. Son ouvrage, d'une grande érudition et d'une parfaite lisibilité, en est la démonstration éclatante. La démarche originale de cette étude est de remettre en cause la hiérarchie des genres pour aborder les rapports complexes entre la Révolution et l'écrit. Elle pose en même temps une question essentielle : une révolution ne s'exprime pas forcément par un art d'avant-garde. Son ouvrage s'organise autour de trois fonctions fondamentale de l'écriture : *ordonner* (textes juridiques et journalistiques, discours), *représenter* (théâtre, écrits d'architectes), *narrer* (récits romanesques et autobiographiques). Rejoignant Gérard Gengembre, elle démontre que dans l'histoire complexe entre l'écrit et l'oral, 1789 marque une date : « à la fois parce que s'y manifeste une explosion de la parole, une invasion du style oral dans l'écrit » mais aussi parce que « s'y exalte une confiance dans l'écriture, dans son caractère resserré et définitif ». Son approche des textes législatifs est d'un grand intérêt : l'événement permettant enfin de réaliser le rêve qu'avaient eu tant d'écrivains : être un législateur. « Le mythe de Lycurgue si puissant pendant tout le XVIII^e siècle pouvait devenir une réalité »⁹. Les chapitres qu'elle consacre au roman de l'émigration (Sénac de Meilhan), au roman d'initiation (*Pauliska* de Reveroni Saint-Cyr) ou au genre autobiographique (Mme Roland) sont un modèle du genre et apportent en même temps qu'une foule d'informations un regard neuf sur la sensibilité littéraire et l'époque révolutionnaire.

Le roman noir : miroir de la Révolution

7. Béatrice Didier, *op. cit.*, p. 103.

8. Gérard Gengembre, *op. cit.*, p. 70.

9. Béatrice Didier, *op. cit.*, p. 45.

Une place importante est faite au roman noir. Gérard Gengembre fait de 1797 l'année du genre ; on traduit les romans « gothiques » anglais : *Le Moine* de Lewis (1795), *Les mystères d'Udolphe* (1794) et *l'Italien* (1797) d'Ann Radcliffe, *Le Château d'Otrante* (1764) de Walpole. Le roman anglais vient nourrir un courant déjà existant en France depuis le début du XVIII^e siècle où se met en place le double thème des malheurs de l'amour et de vertu. La Révolution donne une résonance particulière à un genre qui connaît incontestablement un grand succès populaire. Le roman noir ou « genre frénétique », héritier du « genre sombre » français et du « gothique » anglais est promu à un bel avenir. Là encore, l'approche de Béatrice Didier se révèle la plus féconde et la plus pertinente. Sade avait déjà su voir en évoquant *Le Moine* de Lewis que le genre « devenait le fruit indispensable des secousses révolutionnaires dont l'Europe entière se ressentait »¹⁰. Pourtant, l'interprétation du roman noir n'est pas aussi simple qu'il ne paraît. A juste raison, Béatrice Didier souligne qu'il entretient un lien paradoxal avec la réalité et fonctionne comme un miroir de la Révolution de diverses manières. Au premier abord, on pourrait penser que le roman noir est anti-révolutionnaire puisque les scènes d'horreur sont fournies par la Révolution. Mais lorsque l'action est située dans un passé plus lointain, « tout devient plus embrouillé, car si l'on peut admettre l'équation : horreur/Terreur, il n'empêche que ces horreurs se situaient sous l'Ancien Régime »¹¹. Ainsi le thème de la religieuse cloîtrée contre son gré, thème favori du roman noir, appartient justement à la propagande révolutionnaire. Il en va de même du thème des débauches dans les couvents qui abondent dans l'oeuvre sadienne, et qui relèvent de l'idéologie antireligieuse. Le château-fort, lieu de prédilection des scènes d'horreur évoque l'arbitraire féodal. Curieusement, Béatrice Didier ne se réfère pas à la magistrale analyse d'André Breton qui, loin de contredire la sienne propre, la renforce tout au contraire. Evoquant le roman noir Breton écrit :

« Les ruines n'apparaissent brusquement si chargées de significations que dans la mesure où elles expriment visuellement l'écroulement de la période féodale ; le fantôme inévitable qui les hante marque, avec une intensité particulière, l'appréhension du retour des puissances du passé ; les souterrains figurent le cheminement lent, périlleux et obscur de l'individu humain vers le jour ; ... »¹².

Ce qui, en fait, semble le plus intéressant dans le roman noir, c'est, écrit encore Béatrice Didier, son caractère dissident. Dissidence plus esthétique que politique. En effet, son audace serait de « manifester un retour à l'esthétique baroque aussi bien dans la thématique que dans la technique du récit, à un mo-

10. Dans sa préface des *Crimes de l'Amour*.

11. Béatrice Didier, *op. cit.*, p. 220.

12. André Breton, « Limites non-frontières du surréalisme », in *La Clé des Champs*, J.J Pauvert, 1967, p. 23.

ment où l'esthétique officielle est essentiellement classique, d'un classicisme exacerbé par l'obsession de l'antique »¹³.

Il est impossible d'aborder ce thème sans évoquer Sade « l'astre noir ». Libéré en 1790, il milite à la section des Piques dont il devient le président en 1793. On l'arrête bientôt pour modérantisme ! Incarcéré de nouveau en 1801, il mourra à Charenton en 1814. Gérard Gengembre évoque trop brièvement l'oeuvre de Sade dans laquelle « orgies et théories alternent dialectiquement pour faire éclater l'optimisme des Lumières »¹⁴ tandis que Béatrice Didier analyse les contradictions de sa pensée politique dans un chapitre : « Féodalité et Révolution chez Sade » : le féodalisme devient chez ce dernier « un ferment qui permet à son républicanisme de ne pas sombrer dans la fadeur du moralisme bourgeois »¹⁵.

La génération de 1789 : une transition vers le romantisme

Dans son *Histoire de la Révolution française*, Michelet distingue la génération qui précède 1789, dans laquelle il voit « un flot incroyable de puissance et de génie », et celle qui a vingt ans en 1790 et qu'il évoque dans un bel élan lyrique. Béatrice Didier reprend à son compte le terme de génération, tout en soulignant, à la suite de Michelet, le rôle joué par les femmes qui, exclues du pouvoir et privées de droit par la Révolution, eurent du moins la possibilité d'écrire. De manière convaincant elle montre que la génération de 1789, formée au XVIII^e siècle opère spontanément une synthèse entre Lumières et Romantisme. Cette génération qui n'a pas fait la Révolution va devoir surmonter et dépasser les « éléments sclérosants du néo-classicisme »¹⁶. Si elle ne rompt pas ouvertement avec cette esthétique, son originalité réside dans le fait qu'elle l'intègre dans sa sensibilité nouvelle comme le moyen « de casser une architecture d'ensemble qui ne correspondrait plus à la fulgurance de l'illumination »¹⁷.

Malgré les vicissitudes de la liberté pendant la terreur, le « vent de 1789 » a été, en fin de compte, un « merveilleux ferment » qui a permis à cette génération de prendre son essor. Si l'on peut souscrire sans réserve à la conclusion de Béatrice Didier, on demeure néanmoins surpris de constater que la poésie ne trouve pas son compte pendant la période révolutionnaire si l'on excepte l'oeuvre d'un André Chénier, encore méconnue. Il faut attendre le Romantisme et un Gérard de Nerval pour la voir s'élever à des hauteurs incomparables.

13. Béatrice Didier, *op. cit.*, p. 226.

14. Gérard Gengembre, *op. cit.*, p. 78.

15. Béatrice Didier, *op. cit.*, p. 29.

16. *Ibidem*, p. 295.

17. *Ibidem*, p. 296. Gérard Gengembre écrit que la Révolution « inscrit son message dans les formes néo-classiques du XVIII^e siècle finissant. La motivation idéologique était au moins double : régénération et vertu des principes. Ce classicisme-là n'a rien à voir avec l'académisme, mais se donne comme esthétique d'ordre et de progrès ». *op. cit.*, p. 72.

Faut-il voir là un effet de l'ombre mortelle du dirigisme qui la menace plus que tout autre expression dans les époques de convulsions révolutionnaires ? Comme l'avait déjà souligné Paul Bénichou, la Révolution française, dans son projet régénérateur se montre « naïvement totalitaire » dans le domaine artistique¹⁸. On exalte volontiers le poète citoyen en faisant de lui un rouage de l'Etat. Ce n'est pas sans inquiétude qu'on peut lire sous la plume de l'abbé Grégoire que « la peinture, la gravure, la poésie et la musique recouvreront chez nous leur dignité première : chez nous comme chez les anciens elles seront des ressorts entre les mains des gouvernements »¹⁹.

La poésie, comme l'a maintes fois souligné André Breton, si elle peut se faire art de propagande dans des circonstances exceptionnelles et se mettre au service de la révolution, ne peut cependant s'éloigner durablement de son foyer intérieur au risque de cesser d'être elle-même. Sans doute faut-il voir là une des leçons cachées de la Révolution française comme, d'ailleurs de toute révolution.

18. Paul Bénichou, *Le sacre de l'écrivain*, Lib. José Corti, 1985, P. 76.

19. *Ibidem*, cité par P. Bénichou.

Les N^{os} 32 et 33 des Cahiers Léon Trotsky ont été réunis en livre, avec une préface de Pierre Broué, une bibliographie et des index des noms et des matières.

Les Cahiers Léon Trotsky proposent cet ouvrage d'introduction et de complément indispensable à la lecture des OEuvres de Trotsky (nouvelle série) à des conditions exceptionnelles à leurs abonnés et à leurs lecteurs.

Notes de lectures

Bronislaw Baczko,
Comment sortir de la Terreur. Thermidor et la Révolution,
Gallimard, 1989.

Historien polonais, Bronislaw Baczko se penche sur Thermidor. On ne s'étonnera pas que la période du Gouvernement révolutionnaire ait été pour lui celle de la Terreur. On s'étonnera plutôt joyeusement qu'il admette qu'elle n'ait pas été cela seulement.

Pas question de résumer ici l'ensemble de ce livre très intéressant. On retiendra le chapitre I, intitulé « Robespierre-roi », traitant de la rumeur-calomnie délibérément répandue par les dirigeants thermidoriens pour compromettre Robespierre par une prétendue alliance avec les monarchistes à travers un mariage avec la fille de Louis XVI ! Le procédé, dont le stalinisme a fait large usage depuis, est ainsi relevé par un historien polonais et ce n'est que justice.

On appréciera aussi la description des oscillations du même personnel politique avant de se décider à basculer majoritairement dans le « procès de la Révolution » et la mise en accusation du peuple qui l'a faite. On goûtera la finesse de l'analyse de ce que Baczko appelle « les réactions », composantes de « la réaction thermidorienne ».

La conclusion est d'un pessimisme radical : les révolutions vieillissent, et elles vieillissent vite et mal. Pour citer l'auteur : « Thermidor est ce miroir sans magie qui renvoie à chaque révolution naissante la seule image qu'elle ne voudrait pas voir : celle de l'usure et de la décrépitude qui tuent les rêves ».

On ne peut dire plus élégamment qu'on tient toute révolution pour un rêve... Autrement dit : le malheur d'être Polonais ?

J. R.

Damien DURAND

OPPOSANTS A STALINE

L'Opposition de gauche internationale
et Trotsky
(1929 - 1930)



Prix en librairie :
150 frs

Prix C.L.T. :
98 frs +
10 frs de frais de
port.

Trotsky, expulsé d'U.R.S.S., arrive en Turquie en février 1929.

C'est un tournant décisif du mouvement communiste en pleine crise. En Union soviétique, les opposants de gauche sont en prison, dans les camps, « déportés » par milliers, à l'étranger, exclus des partis communistes.

Pour redresser l'Internationale communiste et ses partis, contre la dégénérescence bureaucratique de la révolution russe : tel est le combat des communistes de gauche, qui tendent à se regrouper en fraction internationale, l'Opposition de gauche internationale.

Trotsky tout en regroupant, structurant et délimitant l'Opposition, poursuit sa réflexion sur l'évolution de l'U.R.S.S. à travers de nombreux articles et livres.

Les articles de Trotsky — lettres, textes, journaux —, des thèses, des photos, ont permis à Damien Durand de reconstituer cette première bataille d'une opposition communiste à Staline.

Tamara Kondratieva,
Bolcheviks et Jacobins,
Payot, 1989.

Comment ne pas avoir d'amers regrets en voyant sortir ce travail en avril 1989, quand on a publié dans les *Cahiers Léon Trotsky* une première approche de cette question, limitée il est vrai dans le temps et différemment centrée, sous la plume de Jean P. Joubert (« Lénine et le Jacobinisme », CLT n° 30, juin 1987) et, plus récemment, de Jacques Caillousse (« La Question de Thermidor dans la pensée politique de Léon Trotsky », CLT n° 37, mars 1989) ? Les chercheurs sont-ils voués à l'isolement avant d'avoir publié ?

Le livre de Tamara Kondratieva est un régal tant du fait de l'érudition de son auteur que de sa modestie. Il s'agit en effet d'une remarquable histoire des idées qui suit à la trace les théories des révolutionnaires et des contre-révolutionnaires en même temps que l'analyse des historiens, dans la période pré-révolutionnaire, culminant dans le chapitre III, « Bolcheviks-Jacobins » et « Mencheviks-Girondins » face à l'héritage.

La période qui s'ouvre avec la Révolution russe est celle que Kondratieva appelle « l'éveil de la conscience historique ». Martov parle le premier de « Thermidor », mais la grande découverte est l'interprétation fulgurante que fait de la Nep comme « auto-thermidor » le fameux Oustrialov, incarnation des restaurationnistes des années vingt.

Kondratieva reconstitue ensuite minutieusement ce qu'elle appelle « la percée de l'analogie », à travers une description-reconstitution minutieuse — à des kilomètres du roman de Deutscher — de l'affaire Zaloutsky, ce responsable de Leningrad qui, le premier dans le parti, prononça le mot de Thermidor. Elle montre bien ce que nos lecteurs connaissent assez bien, le débat sur Thermidor, l'analogie lancée dans la discussion par Trotsky et repoussée avec indignation par les porte-parole de l'appareil. On découvre au passage sous sa plume bien des analyses intéressantes, depuis celle du « droitier » Slepkov jusqu'à celle d'Ia V. Staroselsky, qui allait mourir au Goulag comme oppositional de gauche, en passant par les historiens professionnels et leurs échanges plus ou moins fructueux avec les historiens étrangers, notamment français. Elle décrit fort bien le double mouvement par lequel la bureaucratie se défend en mettant en place « un dispositif anti-analogies », cependant que Trotsky, lui, « met l'analogie au service de la pensée théorique ».

Un beau livre dont on peut ne pas partager toutes les analyses mais qui impose le respect par son sérieux et son honnêteté : un livre qui durera.

P. B.

Daniel Bensaïd,
Moi, la Révolution,
Gallimard, 1989

L'idée est bonne. C'est la Révolution elle-même qui prend la parole, s'adressant au Président de la République pour lui donner son sentiment sur les présupposés et les objectifs idéologiques des formes de la célébration du Bicentenaire. Familière — elle tutoie le Président —, truculente, souvent colérique, elle parvient à conserver sa verve sur près de 300 pages et ce n'est pas un mince exploit.

Il est vrai qu'à partir du *consensus*, bien d'autres notions, opérations, manipulations, sont évoquées et que la bicentenaire règle allègrement ses comptes avec les adversaires politiques de Bensaïd, ceux du moins qui relèvent du monde politico-médiatique. Ce n'est pas une question d'accord politique ni de choix des têtes de turcs : on aime ou on n'aime pas, c'est tout.

Laissons goûter notre lecteur, en lui citant la page 19 :

« Vous avez repris de plus belle une vieille obsession : il faut savoir terminer une révolution. La finir. En finir avec moi. M'achever, en quelque sorte, le mot vous brûle les lèvres. Mais je ne suis pas un cheval. Et je tiens le coup. Je serai encore là pour mon tricentenaire. Bon pied, bon oeil, c'est sûr.

Ce qui me révolte dans tous ces grands projets et ces grandes machineries, c'est qu'ils constituent une entreprise de dépolitisation méthodique. Vous avez imaginé un Bicentenaire à grand spectacle, médiatique au possible, un « mondial » télévisuel, comme dit Manceron. Ne crois pas que je sois dupe ! »

Il arrive qu'on se perde un peu à travers les pages de Bensaïd, qu'on ne sache plus exactement qui parle et à qui, mais ce n'est pas grave : celui qui le termine ne risque pas d'être dupe, au moins du Bicentenaire officiel. Lecture décapante.

J. R.

Ce numéro était « bouclé » quand nous avons eu en mains deux volumes qui auraient dû faire l'objet d'une note. Le n° 603 de *La Vérité* est un numéro spécial intitulé : « Bicentenaire : la Révolution défigurée. Défense de la démocratie révolutionnaire ».

La première partie, qui s'ouvre par une interview de Pierre Goubert (« Le Métier d'historien : le respect des faits »), porte sur le thème de « La Révolution révisée » et polémique notamment contre F. Furet.

La seconde est intitulée « Laïcité de l'Etat et de l'Ecole : 200 ans après, la lutte continue », va-et-vient entre l'Eglise du temps de la Révolution et celle d'aujourd'hui.

La troisième partie, intitulée « Défense et illustration de la démocratie révolutionnaire », présente des textes intéressants sur la « démocratie du mandat, le peuple en armes », et sur « les marxistes et la Révolution française » ainsi que plusieurs notes de fond.

Les éditions La Brèche publient de leur côté *Permanence de la Révolution (Pour un autre bicentenaire)*, formé de vingt essais.

François Dosse y guerroye contre François Furet, plusieurs auteurs abordent « le droit naturel », d'autres les paysans, les femmes, la révolution à Liège, dans le Brabant, en Martinique, à Lyon, et aussi « Citoyenneté, anthropologie et politique pendant la Révolution »...

Plusieurs études sont consacrées à Robespierre, d'autres à Marx, une à Marat, une à Daniel Guérin, une à la langue, une autre au tournant dans le domaine des arts et lettres.

Bensaïd ouvre sous le titre « Un Bicentenaire thermidorien », et Patrick Tort conclut sur « La connaissance de l'idéologie (lutte idéologique et conscience de révolution) ». On aurait aimé en parler.

G. V.

Confrontation XXV

Festival européen de critique historique du film,
Perpignan, 25 mars-2 avril 1989.

L'Institut Jean Vigo de Perpignan, en collaboration avec la Cinémathèque de Toulouse organisait ce printemps son 25^e festival sur le thème « Révolutions, printemps de la liberté », avec la projection de plus de quarante films, centrés, bien sûr, sur la Révolution française, sans oublier son ascendance anglaise et américaine ni sa postérité au XIX^e, de Simon Bolivar aux déembristes russes.

Nos amis Pierre Broué et Gilles Vergnon étaient présents. *Confrontation*, qui a fait du chemin depuis ses premières sessions dans la salle des OEuvres laïques de Perpignan, a acquis notoriété et prestige justifiés, sans renoncer à ce qui lui donne son originalité : la « confrontation » de films anciens et récents sur un thème donné, en présence d'historiens et d'historiens du cinéma.

Cette année encore, Marcel Oms et son équipe nous ont proposé de quoi satisfaire à la fois cinéphiles et historiens, les deux n'étant pas incompatibles.

La programmation a permis de revoir les « Grands Classiques », *La Marseillaise* de Jean Renoir et *Bonaparte et la Révolution* d'Abel Gance mais aussi de découvrir des « incunables » du début du siècle et de nombreux films français et étrangers des années vingt, comme les remarquables *Quatre-vingt-treize*, de Capellani (1914-1921), *Jean Chouan* de Luitz Morat (1925), ou encore *Danton* de Dimitri Buchowetzki

Les historiens et le public tout entier avec eux, ont vu confirmée et ont pu préciser l'analyse classique : tout discours sur l'histoire informe autant sur l'époque qui le voit naître que sur celle qu'il étudie. Ainsi ne peut-on analyser et comprendre un film comme *Les deux orphelines* de Griffith (1921) sans connaître l'imprégnation profonde du grand cinéaste américain par l'historiographie libérale anglo-saxonne de Burke ou Thomas Carlyle, profondément hostiles à la Révolution française. Mais on ne peut non plus ignorer que ce film, comme le *Danton* de Buchowetzki ou les *Pages arrachées au livre de Satan* de Carl Dreyer (1919), totalement différents sur le plan stylistique,

s'inscrivent dans une conjoncture marquée par la Révolution bolchevique et en réaction contre elle : les « cartons » insérés entre les plans du film de Griffith font d'incessantes références explicites au « péril bolchevique ».

La même grille de lecture peut évidemment s'appliquer à l'extraordinaire *Livre noir* d'Anthony Mann, où, dans le contexte de la « Guerre froide » naissante, Robespierre et Saint-Just sont peints à la façon de gangsters du Bronx, chefs de bande et tortionnaires sans scrupules.

Elle s'appliquera aussi aux films qu'a produits jusqu'à présent le Bicentenaire, *Chouans !* de Philippe de Broca et *Vent de Galerne* de Bernard Favre, qu'on peut mettre en rapport avec la « mode du dénigrement » qui domina tapageusement les années 1986-1987.

Au total, un passionnant festival, en outre fort bien organisé. Un petit regret toutefois : peut-être faudrait-il prévoir des « tables rondes » plus longues, ce qui permettrait un débat plus approfondi ?

Présence de Trotsky



« **La proue-espace garamont** »
vient de réaliser un travail d'**exposition**
particulièrement important pour promouvoir
le livre de Pierre Broué, *Trotsky*
qui vient de paraître aux éditions Fayard.

Grâce à l'Institut Léon Trotsky
et à Pierre Broué,
il a été possible de réunir
de nombreux **documents, photos,**
articles de journaux, lettre,
caricatures
couvrant l'ensemble de la vie de Léon Trotsky.

Présence de Trotsky

12 panneaux-affiches de 47 cm x 65 cm

retraçant en 8 chapitres

les différentes étapes de la vie de Trotsky :

- | | |
|---|---------------------------------------|
| 1. La jeunesse . . . 1897 - 1905 | 5. L'exil 1929 - 1937 |
| 2. La révolution . . . 1905 - 1917 | 6. Dernier exil 1937 - 1938 |
| 3. Au pouvoir 1917 - 1923 | 7. L'assassinat 1940 |
| 4. Dirigeant de l'opposition
de gauche 1923 - 1929 | 8. Trotsky vivant |

Chaque panneau-affiche (47 x 65) contient :

une chronologie — des extraits d'oeuvres — des photos

Présence de Trotsky est une exposition réalisée par la Proue-espace garamont de Lyon, et diffusée par l'Oral.

L'Oral (Office Rhône-Alpes du Livre) dans son rôle de coordination et de promotion du livre, reproduit et diffuse les expositions les plus intéressantes pour les faire tourner dans d'autres librairies, bibliothèques, ou centres culturels. Cette exposition peut évidemment être acquise par des particuliers.

Bon de commande

à adresser à l'Oral, 1 rue Jean Jaurès, 74000 Annecy - Tél. 50 51 64 63

Nom

Structure

Adresse

..... Tél.

Passer commande de exemplaire(s) de l'exposition « *Présence de Trotsky* »
comprenant 12 panneaux-affiches + une bibliographie de Trotsky.

soit x 900 francs ttc + 20 francs de frais de port
(les affiches sont envoyées, roulées dans un carton-tube, par la poste.)

Ci-joint un chèque de confirmation de la commande.

Je désire recevoir une facture en exemplaire (s) pour faire procéder au
paiement.

Date

Signature

La Proue-espace garamont - 15, rue Childebert - 69002 Lyon - Tél. 78 42 09 43

Les départs

Charlie Cornell (1911 - 1989)

Charles Olney Cornell est mort le 1er janvier 1989 au terme d'une longue et douloureuse maladie, la leucémie. Il était né en 1911 et nous savons peu de cet homme aussi discret que dévoué.

Il était enseignant à Fresno en Californie et y avait été la première recrue du Workers Party a en 1935. Il avait ensuite milité avec la fraction trotskyste dans le parti socialiste pendant la période « entriste ». Il fut membre du SWP dès sa fondation et fut envoyé à Coyoacan par son parti en 1939, vraisemblablement au début de l'année, pour y servir de secrétaire et garde du corps. Il participa à une discussion autour de Trotsky le 20 mars 1939. Il devait rester jusqu'à la fin. Il fut arrêté en même temps qu'Otto Schüssler, autre secrétaire-garde, par la police mexicaine au lendemain de l'attentat de mai 1940, participa aux grandes discussions avec les dirigeants du SWP et écrivit des souvenirs sur Trotsky qui ont été publiés dans *Fourth International* à l'été 1940.

Revenu aux Etats-Unis après l'assassinat, il milita encore pendant quelque temps au sein du SWP dans lequel il ne joua cependant aucun rôle dirigeant. Nous espérons que les nécrologies de la presse américaine nous donneront plus d'informations sur cet homme qui n'a laissé à ceux qui l'ont connu que d'excellents souvenirs, mais qui n'a pas attiré l'attention.

Reg Groves (1908 - 1988)

Reginald Percy, dit Reg, Groves, qui était né le 16 avril 1908 et avait été l'un des premiers trotskystes britanniques vient de mourir à Londres

Fils de famille ouvrière, il quitta l'école à 14 ans, milita d'abord ans l'ILP à partir de la fin de 1924 et ne fut admis à entrer au PC, ce qu'il souhaitait, qu'en juillet 1927. Il y occupa des responsabilités, fut membre du comité de

district de Londres et collaborateur du *Daily Worker*. Il était à l'époque grand admirateur du dirigeant communiste d'origine indienne Palme Dutt.

C'est la lecture du *Militant* américain, qui l'influença dans le sens de l'Opposition de gauche. Il fut à l'origine du premier noyau qu'on appela le « groupe de Balham », actif dans le PC à partir de 1930. Avec l'exclusion du groupe en août 1932, Groves et ses amis constituèrent la même année le noyau de la section britannique de l'Opposition de gauche internationale.

En 1933, il se prononça contre l'entrée, préconisée par Trotsky, des oppositionnels britanniques dans l'ILP : lui et ses camarades d'idées se séparèrent de l'Opposition internationale. L'année suivante, en 1934, il prenait les premières mesures destinées dans son esprit à transporter le travail des révolutionnaires à l'intérieur du Labour Party. Il devint l'un des principaux inspirateurs de la Socialist League, membre de son comité et de son exécutif national.

Il se prononça contre la réunification des trotskystes britanniques en 1936 et, contrairement à la plupart de ses camarades, ne rejoignit jamais l'Opposition ni la IVe Internationale, conservant dans les années suivantes une position « centriste » marquée par le pacifisme, et se consacrant ensuite à l'éducation permanente.

C.L.R. James (1901 -1989)

(dit Jimmy ou J.R. Johnson, George)

Cyril Lionel Robert James est mort à Londres le 31 mai dernier. Il était né à Trinidad, dans les Antilles britanniques, le 4 janvier 1901, d'un maître d'école et d'une mère passionnée de littérature. Lui-même manifesta très tôt une passion pour la lecture et le cricket dont il devint un remarquable joueur en même temps que commentateur et même théoricien. Dans les années 20, il enseigne, anime des journaux littéraires, s'essaie à écrire et joue au cricket. En mars 1932, il se décide à aller s'installer à Londres. Quelques semaines plus tard, il entre en contact avec les ouvriers grévistes du textile de Nelson, milite au Labour Party, donne pour l'ILP des conférences sur la situation des colonies des Indes occidentales. En septembre, il est embauché à titre permanent comme reporter sportif des matches de cricket pour le *Manchester Guardian*, s'assurant ainsi une situation matérielle enviable pour bien des militants.

En avril 1933, il vient s'installer à Londres, commence à dévorer les ouvrages marxistes et rejoint le Marxist Group, fondé par les « trotskystes » entrés dans l'ILP auquel il adhère. Il commence à jouer un rôle important par ses

articles sur la guerre d'Ethiopie et à travers l'organisation qu'il a créée, les Amis internationaux africains de l'Ethiopie. En avril de la même année, il fait un triomphe par son intervention au congrès de l'ILP en faveur de « sanctions ouvrières » contre l'agresseur de l'Ethiopie, l'Italie fasciste de Mussolini. Il espère alors gagner au trotskysme le secrétaire général du parti, Fenner Brockway, en personne. Le Marxist Group explose et il fonde son propre groupe autour du journal *Fight* en 1936. Il retrouve en 1937 à Londres son ami d'enfance George Padmore qui vient de rompre avec Moscou dont il a dirigé le « travail colonial » des années durant.

A partir de 1937, commentant le cricket pour le *Glasgow Herald*, il publie *International African Opinion*, termine et publie son livre *World Revolution*, une histoire de l'IC. Il est l'un des orateurs favoris du comité de défense de Trotsky dans les meetings contre les Procès de Moscou. En 1938, il publie son célèbre travail sur Toussaint Louverture, *Les Jacobins noirs*, et une histoire de la révolte des Noirs. C'est cette même année qu'il rencontre en Grande-Bretagne l'Américain James P. Cannon, qui l'invite à un « tour » aux Etats-Unis où il arrive à la fin de 1938, après avoir participé à la conférence dite de « Lausanne » de fondation de la IVe Internationale. En avril 1939, il est au Mexique où il rencontre Trotsky et a plusieurs discussions avec lui, sur la question noire et sur son livre *World Revolution*. Il a toujours nié farouchement avoir défendu dans ce débat l'idée d'un « Etat noir » aux Etats-Unis, qui lui avait été attribuée un peu rapidement sur la base de notes.

En octobre 1939, lors de la grave crise que traverse le SWP depuis le pacte germano-soviétique et la discussion sur la « nature de classe de l'URSS », C.L.R. James, qui est devenu membre du secrétariat international de la IVe Internationale, se joint à la minorité dirigée par Burnham et Shachtman ; avec elle, il quitte le SWP en avril 1940 pour fonder le Workers Party qui l'enverra notamment en 1942 aider les ouvriers agricoles en grève dans le Missouri. Dans le parti même, il a sa propre tendance, dont font également partie Raya Dunajevskaja -qui l'a décidé à rester aux E.U.- et Grace Lee et qu'on appellera « tendance Johnson-Forrest ». En octobre 1947, James (Johnson) et ses camarades demandent leur réadmission dans le SWP, avec qui ils rompent de nouveau en 1950.

Expulsé des Etats-unis en 1953, James revient à Londres, puis à Trinidad, fait en 1960 son premier voyage africain pour rencontrer son vieux camarade Kwame Nkrumah au Ghana. Il tente ensuite en vain de s'implanter dans la vie politique de Trinidad. A partir de 1967, sa vie est celle d'un enseignant itinérant : dans les universités noires aux Etats-Unis, en Afrique, au Canada, en Grande-Bretagne. Installé à Brixton, il continue aussi ses rubriques de cricket, cette fois à la télévision, paraît dans un film avec E.P. Thompson. Il a travaillé jusqu'au dernier moment à plusieurs projets littéraires.

Avec lui, c'est une personnalité étonnante qui disparaît ; pétri de dons, CLR James semblait d'autant plus convaincant qu'il vieillissait, mais il était peut-être moins convaincu qu'au temps de sa jeunesse ; il était en tout cas resté fascinant pour bien des jeunes.

James Kutcher (1912 - 1989)

James Kutcher, qui était né le 26 décembre 1912, est mort à l'hôpital des Anciens Combattants de New York, le 10 février 1989. Il était dans le coma depuis la fin de décembre.

Fils d'une famille pauvre, il aurait voulu être enseignant, mais sa famille ne put subvenir à ses besoins : il arriva sur le marché du travail en 1932 en pleine crise et dû se contenter pendant des années de petits emplois temporaires. C'est ce qui le conduisit dès 1935 au parti socialiste. Quand il y rencontra les trotskystes, en 1936, il commença la lecture de Trotsky et fut convaincu. Il fut en 38 l'un des fondateurs du SWP après l'exclusion des trotskystes du parti socialiste.

Mobilisé dans l'armée américaine pendant la Deuxième Guerre mondiale, il fut grièvement blessé en Italie en novembre 1943 et dû être amputé des deux jambes. Cette mutilation lui valut cependant son premier emploi « stable » : employé de l'administration des Anciens Combattants à Newark.

En août 1948, à l'époque de la « chasse aux sorcières » et du « maccarthisme », il fut révoqué de son emploi du fait de son appartenance au SWP qui était sur la liste officielle des « organisations subversives ».

Alors commença une longue bataille autour du « Comité Kutcher pour les Droits civils » et de la personne de celui qu'on appelait dès lors « l'Ancien Combattant cul-de-jatte » (Legless Veteran). Kutcher en fut le premier militant. Il fit un premier tour des Etats-Unis en 1949, puis écrivit un livre qu'aucun éditeur américain n'accepta et qu'il dut faire imprimer en Grande-Bretagne. Pour le vendre, il fit une nouvelle tournée à travers les Etats-Unis, pilotant lui-même sa voiture et vendant son livre aux étapes, dans des conférences ou des stands, de mai à novembre 1954.

La riposte fut particulièrement odieuse : l'homme privé de jambes et d'emploi fut en outre privé en 1955 de ses droits à pension. On comprend qu'il ait mené la campagne avec la rage que lui inspirait le capitalisme destructeur de liberté et mangeur d'hommes.

Le 20 avril 1956, la Justice américaine rendit finalement son verdict, après dix années, et exigea du gouvernement américain la réintégration de Kutcher dans son emploi. Le 4 juin 1958 enfin, le gouvernement se vit condamner à lui verser les arriérés de sa pension de mutilé ancien combattant.

Kutcher avait enfin gagné.

Il n'était pas pourtant au bout des chocs de sa vie et avait encore à subir celui qui fut peut-être pour lui le plus dur, son exclusion du SWP auquel il s'était identifié depuis presque un demi-siècle, en 1983, sous l'accusation qu'il contesta avec indignation, d'avoir « frappé une camarade » avec une de ses béquilles. Il milita ensuite avec la Fourth International Tendency (FIT) qui publie le *Bulletin in Defense of Marxism* (BIDOM), avec nombre d'anciens du SWP.

Ce militant courageux, que nous voyons partir avec peine et amertume parce qu'il fut chassé d'une organisation qu'il a honorée, fut un combattant exemplaire et mérite d'être salué avec respect.

Liu Renjing (1899-1987)

Un correspondant de Pékin nous informe avec un retard compréhensible de la mort, en août 1987, du vétéran Liu Renjing, devenu renégat.

Etudiant à Pékin, Liu Renjing y fut l'un des dirigeants du mouvement qui commença avec les manifestations du 4 mai 1919, prologue de la deuxième révolution chinoise. Il rejoignit en 1920 le groupe marxiste de Li Dazhao.

Il fut l'un des délégués au congrès de fondation du P.C. chinois en 1921, élu à son comité directeur. Il fut délégué du P.C.C. aux 3e et 4e congrès (sous le nom de Liu Yen-Chin) de l'I.C. Etudiant dans une université de l'IC à partir de 1925 à Moscou, il rejoignit l'Opposition de gauche où il milita sous le nom de Lensky.

A son retour en 1929, il rencontra Rosmer à Paris, puis s'arrêta à Prinkipo pour discuter avec Trotsky. En Chine, il fonda et dirigea le groupe *Octobre*, combattit initialement l'unification des premières oppositions avec celle de Chen Duxiu, participa à la conférence d'unification qui l'élit à la direction de la Ligue communiste de Chine.

De 1932 à 1934, la Ligue ayant été pratiquement détruite par la police de Tchiang Kai-chek, il se réfugia au Fukien où il exerça des responsabilités dans la « république populaire » que forma cette province en sécession. En 1934, il se cacha à Pékin chez Harold Isaacs qu'il documenta pour son livre sur la Chine. Arrêté en 1935, il fut brisé par la torture. En 1937, il se rallia au Guomindang, reniant le communisme, et en 1949, s'inclina devant Mao et obtint un poste mineur dans un institut universitaire.

G. Munis (1912 - 1989)

C'est la rumeur qui nous a appris la mort récente de Manuel Fernández Grandizo, dit G.Munis, qui fut l'un des plus connus des trotskystes espagnols, mais que son goût du secret et son caractère particulier tinrent à l'écart de ses anciens camarades.

Fils d'Espagnols émigrés au Mexique, il alla faire des études en Espagne et c'est là qu'il adhéra en 1930 à l'Opposition de gauche à Madrid. En 1932-

1933, il fut l'un des membres de la direction de la « fraction Lacroix » qui s'opposa violemment à Nin, mais, après la désertion de Lacroix, il revint à la Izquierda Comunista de España, dont il fut le représentant au comité de l'Alliance ouvrière de Madrid en 1934, s'y liant notamment aux dirigeants des JS.

En fraction avec Fersen en 1935, il soutint la proposition faite initialement par Trotsky d'entrer dans le PSOE et surtout les Jeunesses socialistes, une position qui fut très minoritaire. Revenu en Mexique en 1935, il fut quelques mois secrétaire de la Liga comunista, la section mexicaine. Il en repartit en été avec le premier bateau qui apportait des armes pour les milices.

Après plusieurs mois passés au front dans une colonne de miliciens de la JSU, il décida de gagner la Catalogne. Etabli à Barcelone, hostile à l'entrée des trotskystes dans le POUM (qui leur fut d'ailleurs refusée), il anima un minuscule « groupe bolchevik-léniniste » et édita plusieurs numéros du journal *La Voz leninista*.

Le GPU ne pouvait tolérer son activité. Après la découverte à Barcelone du cadavre de l'agent soviétique Léon Narvitch (qui avait en réalité été victime d'un groupe d'action du POUM), il fut arrêté et inculpé de « meurtre » avec d'autres militants de son groupe. Le procès n'eut finalement pas lieu. Evadé au moment de la débâcle en Catalogne, Munis réussit à rejoindre la France, puis, avec l'aide du SWP, le Mexique. Il prit part à la « conférence d'alarme » de la IVe Internationale en mai 1940 à New York, où il intervint sous le pseudonyme de Padilla, puis retourna au Mexique où il fut l'un des orateurs à la cérémonie funèbre pour Trotsky.

Extrêmement sévère dans ses critiques contre le SWP dont il considérait qu'il menait sur la question de la guerre une politique opportuniste, Munis, qui dirigeait le « groupe espagnol du Mexique » et éditait le périodique *Contra la Corriente* s'opposa à l'orientation de la IVe Internationale avec laquelle il rompit en 1947. Il était lié à Natalia Trotsky dont il partageait les positions sur l'URSS.

Après sa rupture, Munis écrivit sur la guerre civile espagnole un travail intitulé *Jalones de derrota, Promesa de Victoria* (Jalons de défaite, promesse de victoire). Il anima divers groupes dont il nous est impossible aujourd'hui de refaire l'histoire. Extrêmement courageux, il retourna en Espagne pour implanter l'un d'eux, fut arrêté et purgea plusieurs années de prison supplémentaires. Il vécut ses dernières années à Paris, ombrageux, susceptible, brandissant volontiers anathème et accusations personnelles, refusant contact et questions, ce qui explique les réserves à faire sur une nécrologie avec laquelle il n'aurait certainement pas été d'accord.

Daniel Renard (1925 - 1988) (alias Garnier, François Tarrant)

Daniel Renard est mort le 15 décembre 1988. Il était né le 25 avril 1925. Avec lui disparaît un militant ouvrier représentatif d'une génération qui disputa aux staliniens dans certaines usines l'hégémonie dont ils y jouissaient auparavant. Le rencontrant après son exclusion du PCF, André Marty, membre du bureau politique lui assurait qu'il avait « beaucoup entendu parler de lui ». On ne saurait en douter.

Fils d'un artisan coiffeur, Daniel Renard fit des études techniques et devint chaudronnier-traceur. Passionné par les problèmes politiques et culturels, il devint militant des Auberges de Jeunesse et c'est là qu'il rencontra les premiers « trotskystes », ce qui le conduisit au PCI en 1943. A partir de 1945, il fut secrétaire général de son organisation de jeunesse, la JCI. Son charme et sa force de conviction, sa gouaille typiquement parisienne comme sa passion militante furent à l'origine de bien des recrutements de jeunes.

Ce n'était pas un apparatchik et il rêvait de livrer combat aux staliniens dans la classe ouvrière elle-même. C'est pourquoi, au début de 1947, il lutta pour se faire embaucher chez Renault, à l'époque bastion du PCF. Quelques semaines plus tard éclatait dans l'usine la fameuse grève qui marquait le début de la fin de l'hégémonie stalinienne, puisque la CGT et ses cadres, malgré leurs violences, furent incapables de s'opposer à son déclenchement et qu'elle résista à leurs manœuvres. Renard avait été élu membre du comité central de grève. Après la reprise du travail, il demeura dans la CGT où il essaya de regrouper les partisans d'une ligne de lutte de classes.

Le combat était inégal dans cette période : Renard fut finalement exclu de la CGT puis licencié de chez Renault. Après plusieurs années où il fut l'unique permanent du PCI, il réussit à trouver de l'embauche dans les ateliers mécaniques de l'aéroport de Paris et exerça des responsabilités au niveau de la région parisienne des métallurgistes de Force ouvrière. Longtemps membre du bureau politique et du comité central du PCI, et à ce titre plusieurs fois poursuivi au temps de la guerre d'Algérie, Daniel Renard était redevenu militant de base et continuait à apporter à la politique la même passion. L'équipe des *Cahiers Léon Trotsky* salue sa mémoire, sa compagne, sa famille. Ceux qui l'ont connu ne l'oublieront pas, ni l'amertume que suscite irrésistiblement le récit d'une vie qui ne lui apporta pas ce qu'il avait cru avoir gagné dans ses vingt ans.

Colvin R. de Silva (1907 - 1989)

Colvin Reginald de Silva, qui vient de mourir à Colombo était né le 16 février 1907 dans une famille riche et eut le privilège de faire des études universitaires pour lesquelles il était d'ailleurs supérieurement doué. Brillant juriste, il devint avocat et fut en outre un des plus renommés des historiens de Ceylan.

C'est au cours de ses études à Londres qu'il fut pour la première fois informé des positions de Trotsky et de l'Opposition de gauche, avec lesquelles il sympathisa. A son retour à Ceylan, il se fit connaître par de retentissantes plaidoiries mais aussi par son activité militante. A partir de 1932, en effet, il fut l'organisateur des ouvriers du textile qu'il défendit devant les tribunaux et qui le prirent comme président, poste qu'il conserva jusqu'en 1940. Il fut aussi très actif dans la campagne de solidarité et de secours aux victimes de la malaria. Il fut en 1935 l'un des fondateurs du Lanka Sama Samaja Party (LSSP) de Ceylan et, à l'intérieur, membre du « groupe T » qui regroupait les « trotskystes » membres de la direction de ce parti qui ne proclama son rattachement à la IVe Internationale qu'en 1940. Colvin R. de Silva était un orateur prodigieux dont même les adversaires politiques ont gardé un souvenir éblouissant.

Il fut arrêté en juin 1940 pour son activité et demeura emprisonné jusqu'en avril 1942. Libéré, il gagna l'Inde où il fut de nouveau arrêté, s'évada, et participa alors à la fondation du Bolshevik Leninist Party of India (BLPI) dont il fut le secrétaire général de 1945 à 1947. Après la décision des trotskystes indiens d'entrer dans le CSP, la parti socialiste du Congrès, il revint à la tête du LSSP dont il accompagna malheureusement la dégénérescence, dans la coalition ministérielle d'abord, aux élections ensuite, en étant son candidat à la présidence.

Colvin de Silva est un exemple d'une génération de militants coloniaux qui furent un temps poussés très loin par leurs propres convictions et l'enthousiasme né au contact des idées de Trotsky, mais que la crise de la IVe Internationale rejeta ensuite dans une politique qui n'avait plus rien à voir avec celle à laquelle ils avaient consacré le meilleur de leur vie.

Harry Wicks (1905 - 1989)

Harry Wicks, fils de famille ouvrière, entra très tôt comme apprenti dans les chemins de fer. Il avait seize ans quand il rejoignit le PC britannique et fut de ceux qui fondèrent la YCL, les Jeunesses communistes. Membre de leur comité exécutif en 1926, il fut durement sanctionné pour sa participation à la grève générale — il publia notamment un journal à destination des cheminots en

grève — et muté de la gare Victoria de Londres à Douvres, où il avait à laver les wagons de chevaux.

Il était déjà alors influencé par les idées de Trotsky qu'il avait connues à l'intérieur des Jeunesses communistes. Il eut l'honneur et le privilège d'être envoyé à Moscou à l'école Lénine en novembre 1927, un mois avant l'exclusion de Trotsky et des partisans de l'Opposition de gauche. Il participa en 1928 au VIe congrès de l'IC et suivit de près les manifestations en faveur de l'Opposition à Moscou, comme celle qui se produisit le 1er mai 1929, la diffusion de tracts au passage devant la tribune officielle des travailleurs de l'usine *Aviopribor*.

Revenu en août 1930 de Moscou, affecté à l'organisation des Jeunesses à Londres, il se lia au groupe d'opposants qu'on appelait « groupe de Balham » au cours du même été et en fut désormais l'un des animateurs dans son évolution vers l'Opposition de gauche. Exclu du parti communiste avec ces militants en 1932, il contribua à la fondation de la Communist League, section britannique de l'Opposition de gauche, refusa en 1933 l'entrée dans l'ILP préconisée par Trotsky et se retrouva avec Groves dans la Marxist League qui publia ensuite *Red Flag* (Drapeau Rouge). Il fut secrétaire du comité de défense britannique de Trotsky. Son itinéraire un peu complexe comme l'histoire du trotskysme britannique, de groupe en groupe jusqu'à quelques années de sa mort, témoigne pourtant de son attachement aux idées de Trotsky et d'une recherche passionnée du meilleur instrument afin de lutter pour elles.

Avec Harry Wicks disparaît sans doute un des tout derniers des militants qui furent successivement pionniers des formations communistes au lendemain de la Révolution d'Octobre, puis de l'Opposition et enfin de la IVe Internationale.

FILMÉ D'APRÈS LES DOCUMENTS FOURNIS
CET OUVRAGE A ÉTÉ

ACHEVÉ D'IMPRIMER
SUR LES PRESSES
LIENHART & C^{ie} A

EN JUIN 1989
DE L'IMPRIMERIE
AUBENAS D'ARDECHE

N° 4154. *Imprimé en France*

DÉPOT LÉGAL : Juin 1989

OEUVRES DE LEON TROTSKY

C'est en 1978 qu'est paru le premier volume de la publication de l'Institut Léon Trotsky, les *Œuvres*, de mars à juillet 1933, premier volume de la première série des œuvres d'exil du révolutionnaire russe, publiées sous la direction de Pierre Broué.

De 1978 à 1980, l'Institut Léon Trotsky a ainsi publié sept volumes qui reposaient sur les écrits publiés de Léon Trotsky, la partie « ouverte » des archives de Harvard et différentes archives à travers le monde.

Depuis 1980, à partir du volume 8, le travail qui a été épaulé par la R.C.P. 596 puis la Jeune Equipe « Histoire du Communisme » du C.N.R.S., repose désormais principalement sur la partie « fermée » des papiers d'exil de Trotsky, à la Houghton Library de l'Université de Harvard.

La première série de cette publication s'est terminée avec le volume 24 en septembre 1987.

La nouvelle série est commencée avec les volumes I et II : elle couvrira la période de 1928, l'exil de Trotsky à Alma-Ata, jusqu'en 1933, l'appel à la construction de la IV^e Internationale. On a également prévu des volumes de compléments, sur la base de la partie « fermée » pour 1933-1935.

On peut se procurer les volumes des Œuvres en s'adressant à l'administration des Cahiers Léon Trotsky (Gautier - C.L.T. : 63 rue Thiers F 38000 Grenoble) ainsi qu'aux librairies de la Selio, 87 rue du Faubourg Saint-Denis, Paris (10^e) et de la Brèche, rue de Tunis, Paris.

ISSN 0181 - 0790

Prix : 70 F

Cahiers Léon Trotsky ☐ **Institut Léon Trotsky**